

**REPUBLIQUE DE GUINEE**



**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**Direction Nationale des Etudes  
Economiques et de la Prévision (DNEEP)**

**Etude d'impact de la covid-19 sur  
l'économie guinéenne**

Ministère du Plan et du Développement Economique



Ministère du Budget



Banque Centrale de la République de Guinée





DIRECTION NATIONALE DES ETUDES ECONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION (DNEEP)

RAPPORT FINAL

*INSTITUTIONS PARTENAIRES*



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Structure de la base de sondage des ménages .....	19
Tableau 2: Structure de la base de sondage des UPI .....	20
Tableau 3: La taille de l'échantillon des ménages par strate .....	20
Tableau 4: La taille de l'échantillon des entreprises informelles par strate .....	21
Tableau 5: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des voies de contamination de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	26
Tableau 6: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des symptômes de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	27
Tableau 7: Répartition (%) des ménages selon le respect des mesures barrières à la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	29
Tableau 8: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des mesures de protection face à la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	31
Tableau 9: Répartition (%) des ménages selon les différentes raisons de non-respects des mesures de protection par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	32
Tableau 10: Répartition des activités des chefs de ménages par Milieu de résidence et par sexes .....	34
Tableau 11: Raisons d'arrêt du travail des chefs de ménages .....	35
Tableau 12: statut de chef de ménage au sein de l'entreprise .....	36
Tableau 13: Raisons d'arrêt du travail par sexe et par milieu de résidence .....	38
Tableau 16: Répartition des ménages bénéficiaires selon l'institution et la nature de l'aide .....	48
Tableau 17: (%) des ménages selon l'accessibilité des ménages à l'eau potable à cause de la covid19 par région du chef de ménage. ....	49
Tableau 18: Répartition (%) des ménages selon l'accès aux installations d'assainissement à cause de la covid19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	50
Tableau 19: Répartition (%) des ménages selon l'accessibilité des enfants aux services de santé par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage .....	51
Tableau 20: Répartition (%) des ménages selon la vaccination des enfants par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	52
Tableau 21: Répartition (%) des ménages selon l'enregistrement des enfants à l'état civil par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	53
Tableau 22: Répartition (%) des ménages selon les mesures prises pour scolarisation des enfants par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	54
Tableau 23: Répartition (%) des ménages selon les violences physiques ou verbales au sein des ménages par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	55
Tableau 24: Répartition (%) des ménages selon le revenu par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	56
Tableau 27 : Répartition (%) des ménages selon les transferts internationaux par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	59
Tableau 28 : Répartition (%) des ménages selon la provenance des transferts par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage. ....	60
Tableau 29 : Répartition (%) des ménages selon les difficultés rencontrées liés aux transferts par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage en provenance de l'étranger. ....	60
Tableau 31: Répartition (en %) des entreprises informelles par nature et secteur d'activité selon le milieu de résidence. ....	63
Tableau 32 : Situation actuelle des entreprises informelles .....	63
Tableau 33 : Ampleur de la baisse de chiffre d'affaire des entreprises informelles .....	64
Tableau 34 : Prévision (%) de production ou de vente des UPI .....	66
Tableau 35 : Prévision des stocks en intrants et marchandises .....	66
Tableau 36 : Résilience des activités de l'entreprise .....	67

Tableau 37 : La variation du revenu des entreprises informelles .....	68
Tableau 37 : Perception (%) des chefs des UPI sur l'emploi dans le futur .....	69
Tableau 38 : Perception des chefs des UPI sur le nombre d'heure de travail .....	69
Tableau 39 : Perception (%) des chefs des UPI sur les effets de la covid-19 sur les exportations.....	70

## LISTE DES ET GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition (%) des ménages selon la connaissance de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	24
Graphique 2: Répartition (%) des ménages selon les canaux d'information sur la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	25
Graphique 3: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des voies de contamination de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	26
Graphique 4: Activité du chef de ménage au cours de la semaine .....	36
Graphique 50: Rémunération des chefs de ménagesSource : Enquête COVID-19/DNEEP 2020 .....	37
Graphique 6: Exploitation de l'entreprise familiale depuis l'apparition de la covid-19.....	39
Graphique 74: Activités dans les fermes agricoles .....	41
Graphique 85: Evolution des revenus des entreprises familiales .....	41
Graphique 96: Répartition (%) des ménages selon la constitution de stocks d'aliment par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	44
Graphique 100 : Répartition (%) des ménages selon les difficultés de manger par manque d'argent par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	47
Graphique 111 : Répartition (%) des ménages selon le Manque de nourriture par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	47
Graphique 122 : Répartition (%) des ménages selon la faim par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.....	48
Graphique 133: Répartition des ménages selon l'impact de la maladie sur les travaux domestiques et entretien des malades.....	55
Graphique 144: Evolution du chiffre d'affaires pendant COVID-19.....	64
Graphique 155: Types de produit importés par les entreprises informelles .....	65
Graphique 166: Types de produit exportés par les entreprises informelles.....	65
Graphique 177 : Prévision d'investissement.....	66
Graphique 2818: Situation de la trésorerie des UPI.....	67
Graphique 2919: Situation d'activité dans les UPI .....	67
Graphique 200: la situation du personnel au sein des UP .....	68
Graphique 211: Effet de la covid-19 sur le nombre d'employés dans les entreprises informelles.....	68
Graphique 222 : Nombre de d'heure réduit par les chefs des UPI selon le milieu de résidence .....	69
Graphique 233: A quel rythme l'entreprise formelle fonctionne-t-elle actuellement ? .....	71
Graphique 244: Rythme de fonctionnement des entreprises formelles par secteur d'activités .....	71
Graphique 255: Quel est l'impact direct de la crise COVID-19 sur votre entreprise formelle ?.....	72
Graphique 266 : Comment gérez-vous dans cet environnement épidémique votre approvisionnement en matière première.....	73
Graphique 277 : les mesures d'hygiène contre la covid-19 prises au sein des entreprises formelles .....	73
Graphique 28: Avez-vous élaboré un plan d'action pour faire face à la crise ?.....	74
Graphique 3929: Dispositions prévues par l'entreprise formelle en cas de contamination d'un employé .....	74
Graphique 300 : Répartition par secteur des entreprises formelles ayant effectué un changement dans l'effectif du personnel .....	75
Graphique 311 : Changements dans l'effectif du personnel .....	75
Graphique 322 : l'impact principal de la crise COVID-19 sur le personnel, par secteur d'activité .....	75

Graphique 333: Changements prévus dans l'effectif du personnel.....	76
Graphique 344 : Evolution du chiffre d'affaires des entreprises formelles pour l'année en cours en fonction des secteurs d'activités .....	77
Graphique 355 : Estimation de la propension à baisser du chiffre d'affaires des entreprises formelles par secteur d'activités .....	77
Graphique 366 : Quelle est l'évolution des production/ventes en Mars et Avril 2020 en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière .....	78
Graphique 377 : L'évolution des productions/ventes en Mars et Avril 2020 en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière en fonction de la taille des entreprises formelles.....	78
Graphique 4838: l'évolution des productions/ventes en Mars et Avril 2020 des entreprises formelles en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière par secteur d'activités.....	79
Graphique 4939: Au cours des 60 derniers jours cet établissement a-t-il connu une perturbation dans les services de transport/logistique ? .....	79
Graphique 400: Vulnérabilité aux perturbations par catégorie d'entreprise .....	79
Graphique 411: Perturbation dans les services de transport/logistique par secteur d'activités .....	80
Graphique 422: Types de perturbations subies par les entreprises formelles.....	80
Graphique 433 : Pendant combien de temps votre trésorerie actuelle peut-elle permettre à votre établissement de couvrir ses dépenses d'exploitation courantes ?.....	81
Graphique 444 : Résilience de la trésorerie en fonction de la taille des entreprises formelles.....	82
Graphique 455 : La fragile résilience des entreprises formelles face aux perturbations de la crise .....	82
Graphique 466 : Quelles sont vos prévisions en matière d'investissement (machines, équipements, bâtiments, matières premières ...) pour le reste de l'année en comparaison à la même période en 2019 .....	83
Graphique 477 : Les effets de la covid-19 sur les activités des entreprises formelles .....	83
Graphique 5848: Au cours des 60 derniers jours votre entreprise a-t-elle connue une réduction de l'offre de services financiers normalement disponibles ? (Prêts, garanties, avances sur paiement, lettres de crédit.) .....	84
Graphique 5949: Principales raisons de la réduction de l'offre de services financiers. ....	84
Graphique 500 : Reduction de l'offre de services financiers en fonction de la taille de l'entreprise .....	84
Graphique 511 : Reduction de l'offre de services financiers en fonction du secteur d'activités.....	85
Graphique 522 : les mesures de riposte contre la covid-19 dont l'entreprise a bénéficié .....	86
Graphique 533 : Quelles seraient les politiques les plus à même de soutenir votre entreprise pendant la crise de la covid-19 ?.....	87
Graphique 544 : Valeur de l'indice de connaissance de la covid-19 et ses impacts sur les ménages par milieu de résidence et sexe du chef de ménage .....	89
Graphique 555 : Valeur de l'indice de connaissance de la covid-19 et ses impacts sur les ménages par région .....	90
Graphique 56 : Indice des entreprises informelles par milieu de résidence .....	90
Graphique 57: Evolution de la croissance économique selon les scenarios .....	93

## ABREVIATIONS

BCR	Bureau Central du Recensement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CEA	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest
CM	Chef de Ménage
DNEEP	Direction Nationale des Études Économiques et de la Prévision
DNPP	Direction Nationale du Plan et de la Prospective
DSRP	Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ELEP	Enquête légère pour l'évaluation de la pauvre
ENESIG	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel en Guinée
INS	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEV	Maladie à virus Ébola
MPDE	Ministère du Plan et du Développement Économique
ND	Non Déclaré
OIT	Organisation internationale du travail
ODD	Objectifs du Développement Durable
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de le Population et de l'Habitation
SA	Situation d'activité
SCN	Système de comptabilité nationale
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SPSS	Statistical Package for Social Sciences (logiciel)
TA	Taux d'Activité
ZD	Zone de dénombrement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPI	Unité de Production Informelle

## AVANT-PROPOS

Le déclenchement de la pandémie de Covid-19 a entraîné des conséquences économiques désastreuses. En effet, de l'avis de certains économistes, la pandémie a entraîné les pires conséquences économiques depuis la grande dépression de 1929. Selon le FMI, l'économie mondiale serait en récession en 2020, en lien avec les effets directs et indirects de la covid-19.

La Guinée, à l'instar des autres pays, souffre de cette pandémie et n'est pas épargnée par ses conséquences économiques. C'est dans ce cadre que le Ministère de l'Économie et des Finances a initié une étude pour mieux cerner les conséquences de la pandémie sur l'économie guinéenne dont les résultats sont présentés dans le présent rapport. L'objectif de l'étude est de faire une évaluation de l'impact de la pandémie sur le processus de production et les conditions de vie des ménages. Ainsi, des mesures et politiques de mitigation objectives et ciblées, plus adaptées au contexte, pourront être initiées, conformément à la volonté exprimée par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sous le leadership de son Excellence, Professeur Alpha CONDÉ, Président de la République.

L'étude repose sur une enquête menée auprès de 4 215 ménages et environ 500 entreprises formelles et informelles. Le rapport fournit des informations utiles sur la connaissance de la maladie et les canaux par lesquels la crise affecte les acteurs économiques. Les résultats de l'enquête ont, par ailleurs, permis de faire des simulations pour mesurer l'impact de la pandémie sur l'environnement macroéconomique global et en particulier sur la croissance, l'investissement, la consommation et les échanges extérieurs.

J'aimerais saisir cette opportunité pour remercier très sincèrement l'ensemble des chefs de ménages et des responsables d'entreprises formelles et informelles qui ont bien voulu se prêter aux questionnaires de nos enquêteurs dans des conditions parfois difficiles, en raison des contraintes liées à l'état d'urgence sanitaire.

Je tiens à adresser mes vifs remerciements à tous les services techniques qui ont collaboré avec la Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision dans la réalisation de cette importante étude notamment l'Institut National de la Statistique, la Direction Nationale du Plan et de la Prospective, l'Unité de Coordination et d'Exécution de Projets et la Banque Centrale de la République de Guinée.

Je voudrais, au nom du Gouvernement, exprimer ma profonde gratitude aux Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) de la Guinée, notamment la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Monétaire International (FMI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et la Société Financière Internationale (SFI) pour leurs contributions tant sur le plan technique que financier.

Pour terminer, je tiens à réitérer l'engagement du Gouvernement à assurer la mise en œuvre effective des mesures de politiques préconisées par la présente étude dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des ménages et de la relance des activités économiques. À cet effet, je lance un appel à l'ensemble des PTFs afin qu'ils continuent à soutenir le Gouvernement dans la mise en œuvre des programmes et projets initiés sur la base des résultats de cette étude, dans le but de circonscrire, dans les meilleurs délais, les effets de cette pandémie de Covid-19 sur l'économie guinéenne et de disposer des moyens d'action d'une relance économique rapide.

**Mamadi CAMARA**  
**Ministre de l'Économie et des Finances**



## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ce rapport examine l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les conditions de vie des ménages, l'activité des entreprises qu'elles soient formelles ou informelles et l'environnement macroéconomique global de la Guinée. Le diagnostic réalisé a également permis de proposer des mesures de politique d'atténuation des effets de la pandémie sur l'Économie guinéenne.

Il ressort des résultats de l'enquête et des simulations effectuées que la covid-19 a porté un coup dur aux ménages et à l'activité des entreprises. Dans l'ensemble, l'étude a clairement montré que la covid-19 a fortement perturbé l'activité économique nationale.

Sur la connaissance des spécificités de la maladie, l'enquête révèle que malgré une forte communication, plus de 34 000 ménages n'ont pas entendu parler de cette pandémie. En outre, plus de 25% des ménages enquêtés ont déclaré ne pas connaître les voies de contamination et 36% d'entre eux déclarent ne pas avoir une connaissance des symptômes de la maladie. Cette situation est beaucoup plus prononcée chez les femmes cheffes de ménages.

S'agissant de l'impact de la pandémie sur les conditions de vie des ménages, les principaux constats de l'étude se déclinent comme suit :

- Au cours de la semaine de l'enquête, 55,7% des ménages n'ont pas pu se rendre à leurs lieux de travail. Cette situation a beaucoup plus impacté les ménages dirigés par les femmes (65,7%) que ceux dirigés par les hommes (54,1%). Les principales raisons évoquées par rapport à l'absence au travail, sont entre autres, l'arrêt d'activité (45,4%), la réduction du personnel (20,5%) et la maladie autre que la covid-19 (24,8%). La réduction des effectifs a eu des répercussions sur la rémunération des employés. En effet, 48,6% des ménages ne reçoivent pas de salaire à la suite de l'arrêt du travail et 17,2% reçoivent un salaire partiel. Cette situation concerne beaucoup plus les femmes cheffes de ménage (54,7%) que les hommes chefs de ménage (47,4%).
- En ce qui concerne l'ampleur de la baisse de revenu, les résultats de l'enquête montrent une baisse de 10 à 30% pour 29% des ménages, de 30% à 50% pour 31% des ménages, et de plus de 50% pour 30% des ménages. Par rapport au temps de résilience de la trésorerie, 88% des ménages pensent pouvoir tenir d'un à deux mois, 11% des ménages de 2 à 4 mois et seulement 2% des ménages jusqu'à 6 mois.
- Quant aux transferts de fonds qui constituent une source d'appoint de revenu pour 23% des ménages, les résultats de l'enquête indiquent que 89% ont rencontré des difficultés dans la réception des transferts de fonds en provenance de l'étranger en lien avec la pandémie. Pour ce qui est des aides sociales de la part de l'État et des ONGs, seuls 22,3% des ménages ont été bénéficiaires.
- La baisse de revenu a contribué à la dégradation des conditions de vie des ménages. En matière d'alimentation, seulement 29% des ménages ont été en mesure de constituer un stock alimentaire de sécurité alors que 73,3% disent craindre un manque de nourriture ou de ressources pour faire face à l'alimentation de leur ménage. Par ailleurs, 41,5% des ménages ont été contraints de changer de régime alimentaire alors que 44,4% ont carrément sauté un repas. En outre, 55% des ménages ont mangé moins qu'il n'aurait fallu et même 29,3% des ménages ont été confrontés à un manque de nourriture. Dans l'ensemble, plus du tiers des ménages ont connu la faim par manque de ressources.

- En ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base, il ressort de l'analyse que 21% des ménages ont eu des difficultés d'accès à l'eau potable et 11% ont été contraints de limiter leurs accès aux installations d'assainissement externes. Par ailleurs, 30% des ménages pensent que la propagation de la pandémie affecte négativement l'accès des enfants aux services de santé et 34,0% déclarent que la vaccination des enfants a souffert de la pandémie. En outre, 70% des ménages n'ont pas pris de mesures pour la continuation des cours à domicile. Même l'enregistrement des enfants à l'État civil a été affecté dans 14,0% des cas.

Au niveau des entreprises (formelles et informelles), l'activité a été fortement affectée en raison notamment des mesures d'endiguement. À ce niveau, les principaux résultats de l'étude se résument comme suit :

- La majorité des entreprises formelles (80%) a été négativement impactée par la crise de Covid-19 à travers notamment la baisse du chiffre d'affaires qui résulterait d'une contraction de la demande. En plus, les entreprises formelles ont souffert du renchérissement des coûts d'exploitation, des retards de livraison, de la réduction des flux de capitaux et d'investissements ainsi que des difficultés de trésorerie et des problèmes d'approvisionnement en matières premières. S'agissant de l'ampleur du choc, les résultats montrent que 30% des entreprises formelles n'ont fonctionné qu'à hauteur de 25% du rythme habituel, 22% sont en cessation temporaire d'activités et même 4% ont définitivement interrompu toutes leurs activités.
- Les secteurs les plus touchés par les conséquences de la pandémie sont l'hôtellerie, l'Agrobusiness, le transport et la logistique alors que le secteur minier a été relativement épargné. Ainsi, 75% des entreprises du secteur du tourisme/voyage sont en cessation temporaire d'activités et 25% ont définitivement arrêté toutes activités. Par contre, plus de 30% des entreprises minières fonctionnent à 100% et seulement 9% ont réduit leurs activités de moitié.
- Les difficultés enregistrées ont entraîné des changements importants dans la gestion du personnel, notamment pour 80% des entreprises formelles. Les entreprises ont eu majoritairement recours aux congés techniques (68%) et à la réduction du nombre d'heures de travail (54%). Cependant, certains chefs d'entreprises ont opté pour une réduction des salaires (26%) ou le licenciement (15%). Ces changements concernent tous les secteurs d'activités avec une prédominance pour les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), des services professionnels, de l'hôtellerie et de la restauration.
- La quasi-totalité des entreprises informelles (91,5%) déclarent avoir constaté une baisse de leur chiffre d'affaires depuis l'apparition de la pandémie entraînant des difficultés de trésorerie dans la majorité des cas. Ainsi, 69,7% des Unités de Productions Informelles (UPI) ont rencontré des difficultés dans l'exécution de leurs opérations quotidiennes par manque de liquidité et 56,8% ont enregistré des perturbations dans les services de transports/logistique. En outre, plus de trois quarts des UPIs ont déclaré avoir connu une baisse de revenus depuis l'apparition de la pandémie comparativement à la même période de l'année 2019. Ces entreprises ont été essentiellement affectés par les contraintes liées à l'état d'urgence sanitaire et les effets relatifs au ralentissement des activités sur le marché intérieur.

En ce concerne l'impact de la maladie sur l'environnement macroéconomique global, les résultats de l'étude peuvent se résumer comme suit :

- La croissance économique connaîtrait un ralentissement. Elle pourrait se situer au meilleur des cas à 2,5% ou au pire des cas à -0,9% en 2020 contre une prévision initiale de 5,8%. Cette situation s'expliquerait par le ralentissement des activités dans tous les secteurs de l'Économie

notamment le secteur tertiaire. La particularité du secteur tertiaire s'expliquerait par la réduction de la mobilité des personnes, les difficultés de transport de marchandises, ainsi que la fermeture des établissements d'enseignement, des hôtels et des lieux de loisir. À la lumière des résultats de la simulation, le niveau d'inflation pourrait se situer à 11,1% en 2020 contre une prévision initiale de 9,9%, en lien avec la restriction des importations et les difficultés de transport interurbain.

- Les prévisions des recettes budgétaires ne seraient pas atteintes suite à la forte baisse des recettes fiscales notamment les impôts sur les sociétés minières, les impôts sur les revenus des personnes physiques, les impôts sur le patrimoine ainsi que la taxe sur les produits miniers et celle relative aux réseaux de télécommunication. Les dépenses publiques pourraient se situer à 21,6% du PIB en 2020 pour une prévision de la LFI de 21,5% du PIB. Les dépenses courantes seraient exécutées à hauteur de 15,9% du PIB contre une prévision initiale de 13,6% du PIB, en relation avec l'augmentation des salaires, des subventions et transferts, et des achats de biens et services. Cette évolution résulte essentiellement du paiement des primes en faveur des agents de santé, de l'acquisition de kits sanitaires et des transferts en faveur des ménages et entreprises dans le cadre du programme gouvernemental de riposte contre la covid-19.
- Les échanges extérieurs devraient enregistrer un solde global négatif de l'ordre de 0,9% du PIB en 2020 contre une prévision initiale excédentaire de 1,2% du PIB. Cette réduction serait imputable à la fermeture des frontières des pays partenaires qui impacterait négativement les exportations, le tourisme, le transport et les transferts.

Dans le but de contenir les effets de la crise sur les conditions de vie des ménages et l'activité économique, il est proposé de reconduire certaines mesures déjà décidées par le gouvernement et qui sont en cours d'application. En plus, de nouvelles mesures sont proposées dans le but notamment de renforcer la résilience des acteurs économiques impactés.

**PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET METHODOLOGIE  
DE L'ETUDE**

# 1 CONTEXTE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

## 1.1 CONTEXTE

### 1.1.1 Présentation de la Guinée

La Guinée est située en Afrique de l'ouest. Elle est limitée par la Guinée Bissau au Nord-Ouest, le Sénégal et le Mali au Nord, la Côte d'Ivoire et le Mali à l'Est, le Libéria et la Sierra Leone au Sud et l'Océan Atlantique à l'Ouest. Sa superficie est de 245 857 km<sup>2</sup>. Elle comprend 4 régions naturelles : la Basse Guinée, la Moyenne Guinée, la Haute Guinée et la Guinée forestière.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2014, la population guinéenne est projetée en 2020 à 12 559 663 habitants avec une densité d'environ 51 habitants au km<sup>2</sup>. La population guinéenne, majoritairement jeune avec 44% moins de 15 ans, est composée de 52% de femmes et 70% vivent en milieu rural. Seulement 4% des Guinéens ont plus de 65 ans et la taille moyenne des ménages est de 7 personnes. La population guinéenne est caractérisée par un taux brut de natalité de 39,7 pour 1 000 en 2014 et un indice synthétique de fécondité de 4,8 enfants en 2018. Les niveaux de mortalité sont quasiment identiques chez les femmes et les hommes (10,4 et 12,1 décès pour 1 000). L'espérance de vie à la naissance est de 58,9 ans.

La situation socioéconomique de la Guinée de ces dernières années est marquée par un recul de la pauvreté. En effet, selon les résultats de l'Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages de 2019 (EHCVM-2019) en cours de validation, le taux de pauvreté est évalué à 41,82% contre 55,2% en 2012. Toutefois, cette baisse dissimule des fortes disparités entre régions. L'incidence de la pauvreté est beaucoup plus accentuée dans les régions de Kindia (59,66%), Labé (59,23%) et Faranah (57,29%) par rapport aux régions de Conakry (18,07%), Kankan (31,09%) et Mamou (40,89%). En plus des disparités régionales, la pauvreté semble être un phénomène rural car, son incidence est de 53,12% en milieu rural contre 21,29% en milieu urbain.

La croissance économique, est estimée à 5,6% en 2019. Celle-ci est impulsée principalement par l'augmentation de la production agricole et l'expansion des activités extractives et de construction. Les recettes fiscales exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) sont passées de 15,2% en 2018 à 16,5% en 2019, soit une augmentation de 1,3 point de pourcentage grâce à l'accroissement des recettes sur les produits pétroliers et des recettes sur le commerce international.

#### 1.1.1.1 Contexte de l'étude

La pandémie de coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine en décembre 2019 et s'est rependue dans toutes les régions du monde. Cette pandémie a déjà coûté cher en vies humaines avec près de 118 319 cas de contaminations dont 4 292 décès, et a été déclarée comme une pandémie mondiale par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020. Alors que la maladie se propage dans le monde entier, la question est maintenant de savoir à quand la pandémie peut être éradiquée et comment ses effets peuvent être atténués ?

Les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) au mois d'avril 2020 indiquent une récession de l'activité économique mondiale de 3% contre une prévision de 2,9% réalisée en octobre 2019. Il s'agirait du plus faible taux de croissance économique depuis la crise financière de 2008. Bien entendu, l'Union Européenne devrait être parmi les économies les plus impactées avec une prévision à la baisse de la croissance économique de -7,5% contre 1,2% en 2019. Les prix des produits de base (matières premières) baisseraient de 10 à 20%. Les dernières informations, notamment celles relatives au confinement des populations des pays les plus touchés et la

suspension de certaines liaisons aériennes avec les Etats-Unis sont de nature à accentuer l'impact économique de la pandémie.

L'histoire nous enseigne que quand l'économie mondiale est confrontée à une menace commune, une action rapide, coordonnée et décisive fait toute la différence. Plusieurs pays ont annoncé des programmes de relance et un début de concertation se met en place. Beaucoup ont baissé leurs taux d'intérêt, le Groupe de la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) ont dévoilé des mesures massives de soutien pour aider les pays à surmonter la crise sanitaire et limiter les dommages économiques.

Par ailleurs, la République de Guinée à l'instar des autres pays de la sous-région ouest africaine a connu des cas de contamination et de décès, ce qui a conduit le Président de la République à décréter le 26 mars 2020 l'état d'urgence sanitaire pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19. Cette décision s'est traduite par la mise en place des mesures de réduction du nombre de passagers, la restriction des déplacements des personnes, le port obligatoire des masques et par la fermeture des frontières, des établissements d'enseignements, des lieux de culte et des espaces de loisirs.

Malgré ces mesures du Gouvernement guinéen, le pays continue d'enregistrer une augmentation de cas de contamination et de décès. Le nombre de contaminés est passé de 3 en mars à 159 en avril pour se situer à 3 553 cas en fin mai. Quant au nombre de décès, il est passé de 6 en avril à 22 en fin mai 2020.

En plus de l'augmentation du nombre de contamination et de décès, les principaux partenaires commerciaux de la Guinée sont durement affectés par la maladie à coronavirus notamment la Chine et l'Union Européenne. La Chine représente environ 60% de la demande mondiale d'aluminium et le premier client de la Guinée, tandis que l'Union Européenne est son premier fournisseur à l'importation. L'ampleur de la pandémie dans ces deux zones économiques expose le pays à des chocs exogènes majeurs, potentiellement déstabilisatrices.

L'effet conjugué des chocs exogènes déstabilisateurs et des mesures d'urgence sanitaire instaurées par le gouvernement pourrait se traduire par un ralentissement de l'activité économique domestique et une dégradation des conditions de vie de la population vulnérable. Ainsi, évaluer les conséquences de cette pandémie sur notre Economie est un exercice prospectif pertinent qui favoriserait l'identification de mesures adéquates de mitigations. C'est pourquoi, le Gouvernement de la République de Guinée, à travers le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a réalisé, avec l'appui technique et financier des partenaires au développement une étude d'impact de COVID-19 sur l'Economie guinéenne.

#### *1.1.1.2 Objectif général*

L'objectif principal de la présente étude est de contribuer à évaluer l'impact de la pandémie à Covid-19 sur l'Economie guinéenne et d'élaborer une stratégie de lutte contre la maladie. A cet effet, l'étude propose des recommandations de mesures et actions pertinentes de mitigation des effets de la crise de COVID-19 sur les ménages, les secteurs sociaux et productifs en lien avec les préoccupations de lutte contre la pauvreté, préservation de l'emploi et réduction des inégalités.

#### **Objectifs spécifiques**

Cette étude a pour objectifs spécifiques de :

- Caractériser le comportement et la perception des ménages face à la covid-19

- Déterminer le niveau d'impact de la pandémie à COVID-19 sur l'activité économique, le revenu et l'accessibilité des besoins sociaux des ménages ;
- Evaluer les effets de la pandémie à COVID-19 sur la sécurité alimentaire et le bien être des ménages ;
- Evaluer l'ampleur des chocs endurés par les ménages dus à la covid-19 et leurs stratégies de survie pendant cette période ;
- Identifier les secteurs d'activités affectés par la covid-19 à travers les productions, les prix, l'emploi, etc. ;
- Évaluer les effets de COVID-19 sur l'emploi dans les entreprises ;
- Identifier les canaux de transmission des chocs à l'Economie guinéenne ;
- Proposer des mesures de politiques économiques pour atténuer les chocs.

#### *1.1.1.3 Résultats attendus*

Les résultats attendus au terme de cette étude sont :

- Les effets de la pandémie COVID-19 sur la sécurité alimentaire et le bien être des ménages sont évalués ;
- Le comportement et la perception de la population face à la covid-19 sont caractérisés ;
- Le niveau d'impact de la pandémie COVID-19 sur l'activité économique, le revenu et l'accessibilité des besoins sociaux de la population est déterminé ;
- L'intensité des chocs endurés par les ménages dus à la covid-19 et la stratégie de survie des ménages pendant cette période sont évaluées ;
- Les canaux de transmission du choc à l'Economie guinéenne sont identifiés ;
- Les secteurs d'activités affectés par la covid-19 à travers les productions, les prix, l'emploi, etc. sont identifiés ;
- Les effets sur l'emploi dans les entreprises sont évalués ;
- Des mesures de politiques économiques pour atténuer les chocs sont proposées.

#### *1.1.1.4 Cadre institutionnel*

L'organisation des travaux de cette enquête, aussi bien au niveau de la phase préparatoire qu'au niveau des différentes phases de réalisation a nécessité la mise en place d'un dispositif opérationnel, aux différents échelons, en vue d'assurer un déroulement efficace de l'opération en cohérence avec les objectifs retenus et les résultats attendus dans les délais requis.

Pour atteindre ces objectifs, un cadre institutionnel, composé d'un comité de pilotage, d'une Task Force et d'un secrétariat technique, a été institué par arrêtés de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances. Le Comité de Pilotage, présidé par Madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Economie et des Finances, a eu pour mission de coordonner l'ensemble des activités relatives à l'étude d'impact de la covid-19 sur l'Economie.

La Task Force, présidée par Monsieur le Directeur National des Etudes Economiques et de la Prévision, a eu pour mission d'apporter un appui technique au Comité de Pilotage de l'étude d'impact de la covid-19 sur l'Economie guinéenne. Elle a été assistée par un Secrétariat Technique

qui a assuré l'organisation opérationnelle de l'étude, préparé les réunions, rendu compte de l'évolution de l'étude et qui s'est assuré de la bonne conduite et d'en informer régulièrement le président de la Task Force.



## 1.2 APPROCHES METHODOLOGIQUES DE L'ETUDE

Deux approches ont été utilisées pour évaluer l'impact de la covid-19 sur l'Economie Guinéenne à savoir : la réalisation d'une enquête quantitative et l'approche macroéconomique. Ce chapitre traite les différentes approches méthodologiques utilisées, à savoir la conception, l'échantillonnage, la collecte des données, le traitement et analyse des données et l'interprétation des résultats.

### 1.2.1 Phase préparatoire

Après la validation du protocole d'enquête, le Secrétariat technique composé de cadres de la Direction Nationale des Etudes économiques et de la prévision, de l'Institut National de la Statistique, de la Direction Nationale du Plan et de la Prospective et de la Direction des Etudes et de la Statistique de la Banque Centrale de Guinée a procédé à l'élaboration du plan d'échantillonnage et un calendrier de formation des enquêteurs et leur déploiement sur le terrain.

Dans cette phase, des séances de formation ont été tenues en faveur des encadreurs et des agents de collecte. Pour les encadreurs (contrôleurs), la durée de la formation a été d'une semaine. Cette séance a permis de définir les concepts et la méthodologie de l'enquête. C'a été aussi l'occasion de passer en revue les outils afin d'améliorer la qualité de l'enquête. S'agissant des agents de collecte, répartis en six (6) groupes, leur formation a été assurée par les encadreurs pendant deux jours sur les concepts, la méthodologie et les outils de collecte.

### 1.2.2 Contrôle de qualité et supervision de la collecte

Pour assurer la fiabilité des données, une équipe de contrôleurs numériques a été mise en place pour suivre la remontée des données au jour le jour. A la fin des opérations de collecte journalière, un sous-échantillon de 30% est sélectionné aléatoirement pour servir de base de vérification afin de s'assurer de l'authenticité des informations remontées.

### 1.2.3 Échantillonnage

#### 1.2.3.1 Plan de sondage

Trois échantillons ont été tirés sur la base d'un tirage systématique à probabilité d'inclusion inégale. A savoir : l'échantillon des ménages, des entreprises formelles et celui des entreprises informelles.

Pour les ménages et les entreprise informelles, la base de données de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2018/2019) et de l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel en Guinée (ENESIG-2018) ont servi de base de sondage qui, elles-mêmes, sont en soi des échantillons. L'utilisation de ces bases se justifie par la disponibilité du numéro de téléphones des chefs de ménages et les chefs des unités de production informelles.

Toutefois, la question de savoir comment extrapoler les résultats au niveau national alors que les bases de sondage elles-mêmes sont des échantillons de la population mère se pose. Tel que posé, ce genre de tirage est un tirage en deux phases (cf. Pascal Ardilly, p.179). C'est une méthode particulière de tirage aléatoire à probabilité inégale dans laquelle on procède en deux temps. Tout d'abord, on tire un échantillon  $S_1$  de taille  $n_1$  dans la population entière, selon un plan quelconque qui conduit à des probabilités de sélection  $P_i^1$ .

Dans le cadre de cette étude, il s'agit de l'échantillon tiré par l'INS pour l'enquête EHCVM 2018/2019 et l'ENESIG-2018. Les probabilités d'inclusion et les poids respectifs des ménages sont présents dans les bases de sondage de l'étude ; Dans un second temps, on construit un système de probabilités de sélection  $P_{i/S_1}^2$  (conditionnelles) des individus  $j$  de  $S_1$  et on échantillonne  $n_2$  individus<sup>1</sup> dans  $S_1$  conformément à ces probabilités. Cela conduit finalement à l'échantillon  $S_2$ , inclus dans  $S_1$ . Le processus donne lieu à deux tirages successifs emboîtés, appelés respectivement tirages de première et de seconde phase / les deux systèmes de probabilité sont définis comme suit :

$P_i^1$  : Probabilité d'inclusion de l'individu  $i$  dans l'échantillon  $S_1$  (à la première phase) ;

$P_{i/S_1}^2$  : Probabilité d'inclusion de l'individu  $i$  dans l'échantillon  $S_2$ , sachant que l'individu  $i$  est dans  $S_1$  (deuxième phase).

Cette probabilité n'est définie que pour les individus  $i$  qui sont dans  $S_1$  (c'est une probabilité conditionnelle au fait que  $i$  a été tiré en première phase). Dans les deux bases (EHCVM et ENESIG), on a 15 strates qui correspondent à la combinaison des variables région administrative et le milieu de résidence. Le plan de tirage est donc stratifié selon ces 15 strates et dans chacune des strates on adopte une allocation proportionnelle pour fixer la taille de l'échantillon dans la strate.

Le système de tirage à probabilité inégale à la deuxième phase  $P_{i/S_1}^2$  peut s'écrire de façon générale comme suit :

$$P_{i/S_1}^2 = n \times \frac{X_i}{\sum_{i \in S_1} X_i} \quad (*)$$

Où  $n$  est la taille souhaitée de l'échantillon final,  $X_i$  une grandeur qui sert de clé de répartition des unités d'échantillonnage dans  $S_1$ . Dans le cas présent de cette étude, il s'agit respectivement du nombre de ménages dans les grappes et de la valeur du chiffre d'affaires des unités de production informelles selon la base de sondage considérée.

Dans le cas particulier des ménages, des grappes avaient été définies par l'INS au niveau des zones de dénombrement et à l'intérieur de chacune de ces grappes, 12 ménages ont été sélectionnés aléatoirement de façon indépendante et à probabilités égales. A la deuxième phase, on ne peut donc sélectionner qu'au plus 12 ménages par grappe. On fait le choix de maintenir ce quota de 12 ménages et considère les grappes comme unité de tirage. Ainsi, la probabilité d'inclusion des ménages est égale à la probabilité d'inclusion de la grappe à laquelle ils appartiennent car, au niveau grappe sélectionnée, la sélection d'un ménage est certaine. Pour cela, les probabilités d'inclusion conditionnelles sont calculées en suivant l'expression (\*) ci-dessus.

### 1.2.3.2 Extrapolation des résultats

Les pondérations servant à l'extrapolation sont ainsi calculées comme l'inverse du produit des probabilités d'inclusion aux deux phases respectives du processus de tirage :

---

<sup>1</sup> Individu renvoie ici à l'individu statistique : ménage ou unité de production informelle selon les cas

$$w_i = \frac{1}{P_i^1 \times P_{i/S_1}^2} \quad (**)$$

K :

$$\hat{Y} = \sum_{i \in S} \frac{Y_i}{P_i^1 \times P_{i/S_1}^2} \quad (***)$$

Et l'estimateur de sa moyenne s'en déduit facilement.

### 1.2.3.3 Base de sondage des ménages

La base de données de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages 2018/2019 a servi de base de sondage pour cette enquête. En son sein, chaque zone de dénombrement (ZD) apparaît avec tous ses identifiants (région administrative, préfecture, sous-préfecture, Numéro de la ZD, milieu de résidence, nombre de ménages, taille de la population résidente). Elle compte 8 256 ménages correspondant à 41499 individus. Le tableau ci-dessous donne sa répartition par région administrative.

**Tableau 1: Structure de la base de sondage des ménages**

Région	Effectif	%
Boké	816	10%
Conakry	1 176	14%
Faranah	1 056	13%
Kankan	1 176	14%
Kindia	1 104	13%
Labé	984	12%
Mamou	864	10%
N'zérékoré	1 080	13%
<b>Total</b>	<b>8 256</b>	<b>100%</b>

Source : l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages 2018/2019

### 1.2.3.4 Base de sondage des entreprises formelles et informelles

En plus de la base de sondage des ménages, deux autres bases de sondage existent pour les entreprises : la première fournie par la comptabilité nationale a servi de base pour tirer l'échantillon des entreprises formelles et la seconde est la base de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisé par l'INS en 2018. Le tableau ci-dessous donne la répartition des unités de production informelles par région administrative.

**Tableau 2: Structure de la base de sondage des UPI**

Région administrative	Effectif	Pourcentage (%)
BOKE	346	12,06
CONAKRY	417	14,54
FARANAH	474	16,53
KANKAN	441	15,38
KINDIA	265	9,24
LABE	279	9,73
MAMOU	236	8,23
N'ZEREKORE	410	14,3
<b>Total</b>	<b>2868</b>	<b>100</b>

Source : Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel en Guinée (ENESIG-2018)

#### 1.2.3.5 Taille de l'échantillon

Les tailles des échantillons tirés ont été respectivement :

#### 1.2.3.6 Échantillon des ménages

La taille de l'échantillon est de 4 215 ménages, soit un taux de sondage moyen de 51% suite à un tirage stratifié à deux phases. Ce tirage stratifié à allocation proportionnelle permet d'assurer non seulement une meilleure précision des estimateurs (comparé au tirage aléatoire simple à probabilité égale), mais aussi de garantir la représentativité au niveau régional et par milieu de résidence (dans les 15 strates).

**Tableau 3: La taille de l'échantillon des ménages par strate**

Échantillon à la première phase de tirage (Base de sondage pour la 2 <sup>ème</sup> phase)			Échantillon à la deuxième phase de tirage		
Strate	Taille par strate	%	Taille par strate	%	Taux de sondage par strate
BOKE Rural	384	4.65	169	4,01	44%
BOKE Urbain	432	5.23	228	5,41	53%
CONAKRY Urbain	1176	14.24	611	14,5	52%
FARANAH Rural	480	5.81	240	5,69	50%
FARANAH Urbain	576	6.98	293	6,95	51%
KANKAN Rural	552	6.69	285	6,76	52%
KANKAN Urbain	624	7.56	323	7,66	52%
KINDIA Rural	504	6.10	264	6,26	52%
KINDIA Urbain	600	7.27	312	7,4	52%
LABE Rural	600	7.27	284	6,74	47%
LABE Urbain	384	4.65	204	4,84	53%
MAMOU Rural	480	5.81	250	5,93	52%
MAMOU Urbain	384	4.65	204	4,84	53%
N'ZEREKORE Rural	552	6.69	274	6,5	50%
N'ZEREKORE Urbain	528	6.40	274	6,5	52%
<b>Total/général</b>	<b>8256</b>	<b>100</b>	<b>4215</b>	<b>100</b>	<b>51%</b>

Source : l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages 2018/2019

#### 1.2.3.7 Échantillon des entreprises informelles

Comme le montre le tableau ci-dessous, la taille prévue des entreprises informelles est de 222 unités de production informelles sur 2 868 (7,7%) dont 22 de remplacement.

**Tableau 4: La taille de l'échantillon des entreprises informelles par strate**

Strate	Taille de l'échantillon des UPI par strate	Pourcentage (%)
Boké rural	14	6.31
Boké urbain	13	5.86
Conakry urbain	32	14.41
Faranah rural	14	6.31
Faranah urbain	23	10.36
Kankan rural	12	5.41
Kankan urbain	22	9.91
Kindia rural	8	3.6
Kindia urbain	13	5.86
Labé rural	4	1.8
Labé urbain	17	7.66
Mamou rural	5	2.25
Mamou urbain	13	5.86
N'Zérékoré rural	12	5.41
N'Zérékoré urbain	20	9.01
<b>TOTAL</b>	<b>222</b>	<b>100</b>

*Source : Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel en Guinée (ENESIG-2018)*

#### 1.2.3.8 Échantillon des entreprises formelles

La base de données de la comptabilité nationale provenant de la Direction Nationale des impôts a servi de base de sondage pour tirer l'échantillon des entreprises formelles. Sur 400 entreprises, 200 ont été tirées avec un taux de réponse de 82,5%.

#### 1.2.4 Phase de collecte des données

Après l'étape de la formation, 185 personnes ont été recrutées dont 150 agents enquêteurs pour la collecte d'informations. Compte tenu du contexte sanitaire, le mode d'administration du questionnaire par téléphone a été adopté pour les ménages et les entreprises informelles, et par e-mail pour les entreprises formelles. Pour optimiser le recueil d'informations, un montant de 20 000 GNF a été transféré via Orange et/ou Mobile Money à chaque enquêté (ménages et entreprises informelles) ce qui a permis d'obtenir un taux de réponse de 95%.

#### 1.2.5 Phase de Traitement des données

Le traitement des données s'est réalisé au cours d'un atelier de 9 jours dans la préfecture de Coyah. L'objectif de cet atelier est le traitement et l'exploitation des données brute afin de préparer la phase analyse et la rédaction du rapport d'une part, et de rédiger le draft dudit document d'autre part. Les travaux de l'atelier ont été concentrés autour de quatre points principaux :

- Apurement des données brutes ;
- Élaboration et validation du plan d'analyse et de tabulation ;
- Tabulation des tableaux et interprétations des résultats ;

- Rédaction du rapport.

#### 1.2.6 Type d'enquête et Unités statistiques

L'enquête a couvert toute l'étendue du territoire national. Les régions administratives et la zone de résidence constituent des strates qui doivent être représentatives dans l'échantillon tiré, soit un total de 15 strates. L'opération a privilégié l'approche quantitative. Il s'agit d'une enquête transversale par grappe. Les unités statistiques à enquêter sont de trois (3) catégories :

- Les chefs de ménages ;
- Les propriétaires des entreprises informelles ;
- Les gestionnaires/propriétaires des entreprises formelles.

#### 1.2.7 Outils de collecte

Les outils de collecte de données sont :

- Questionnaire ménages ;
- Questionnaire entreprises formelles ;
- Questionnaire entreprises informelles.

## **DEUXIEME PARTIE : IMPACT de la COVID-19 SUR LES MENAGES**

## 2 INFORMATION, MESURE ET PREOCCUPATION DE LA COMMUNAUTE

Le présent chapitre s'intéresse à la perception des chefs de ménage sur la pandémie COVID-19 ainsi que les mesures de protection des individus.

### 2.1 CONNAISSANCES, APTITUDES ET PRATIQUES FACE AU COVID-19

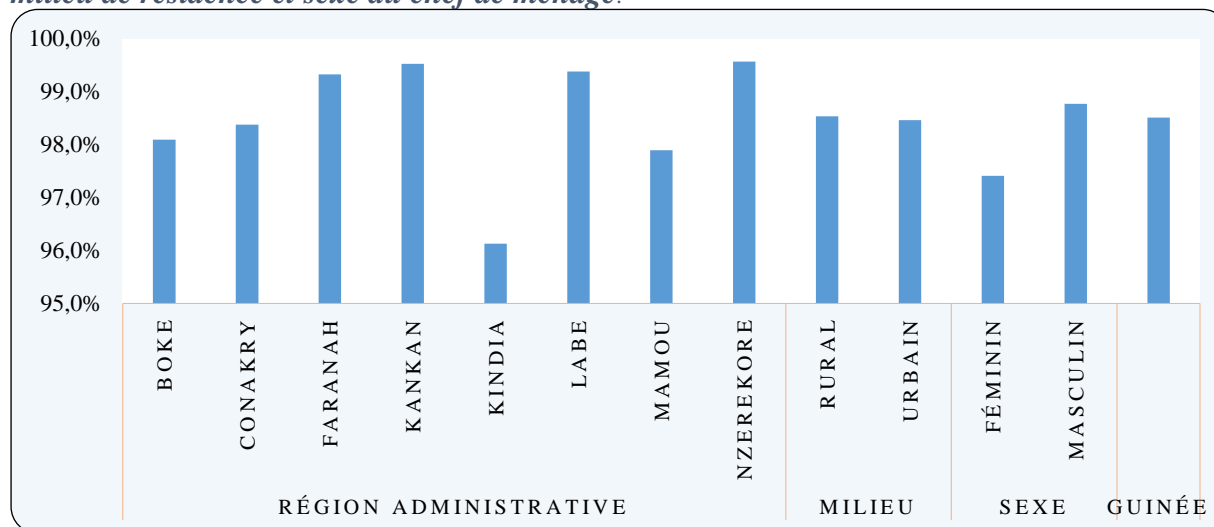
#### 2.1.1 Connaissance des ménages sur la covid-19

En dépit d'une large campagne de communication faite par le gouvernement et ses partenaires, 1,5% des ménages dit n'avoir pas entendu parler de la covid-19 lorsque la question "avez-vous entendu parler de coronavirus" a été posée aux répondants. Sur 2 279 847 ménages déclarant avoir entendu parler de la pandémie, 59,3% disent avoir appris à la radio et 23,4% à la télévision.

Cependant, la région de Kindia affiche un niveau de connaissance relativement faible par rapport aux autres régions. Cela se traduit par le niveau de réticence des populations de cette région à respecter les mesures barrières. En effet, 3,9% des ménages de cette région ont déclaré ne pas connaître cette maladie comparativement à 0,4% dans la région de N'Zérékoré. Par ailleurs, les ménages des régions de Mamou, Boké et Conakry ont aussi besoin de plus de communication et de sensibilisation sur cette pandémie, car le niveau de connaissance de l'existence de la covid-19 reste faible.

Selon les résultats de cette enquête, 97,4% des ménages dirigés par les femmes déclarent entendre parler de cette maladie contre 98,8% des hommes chef de ménage.

*Graphique 1: Répartition (%) des ménages selon la connaissance de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.*



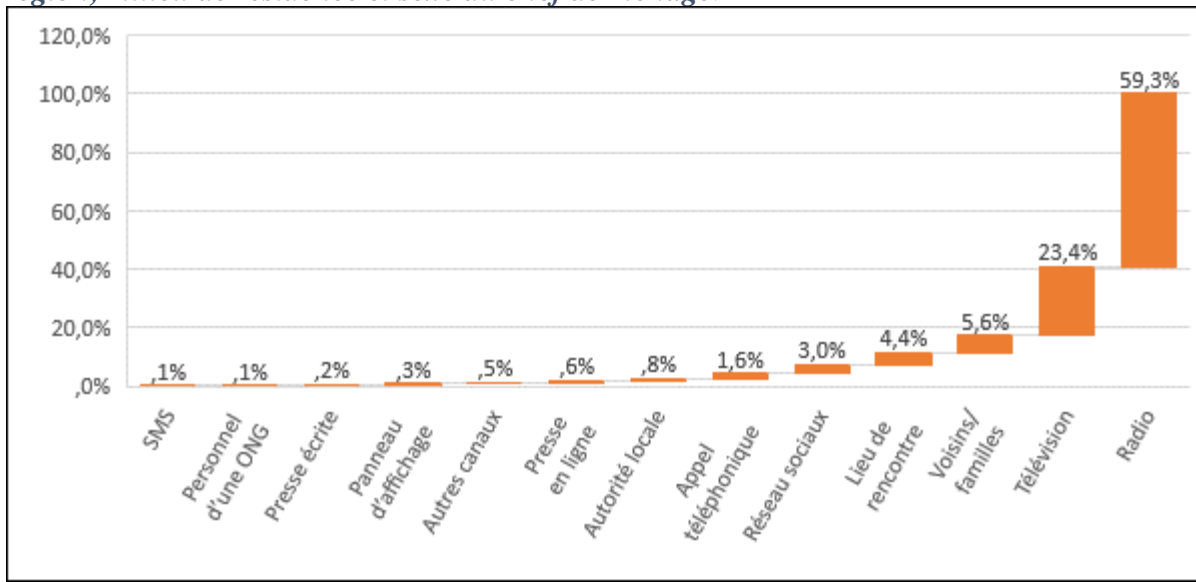
Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020



### 2.1.1.1 Canaux d'information pour la première fois

Plusieurs canaux de communication ont permis de relayer l'existence de la covid-19 en Guinée. En effet, parmi les personnes ayant déclaré connaître et croire à cette pandémie, 59,3% disent avoir entendu par la radio, 23,4% par la télévision, 5,6% par la famille/voisin et 4,4% dans les lieux de rencontre.

**Graphique 2: Répartition (%) des ménages selon les canaux d'information sur la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**



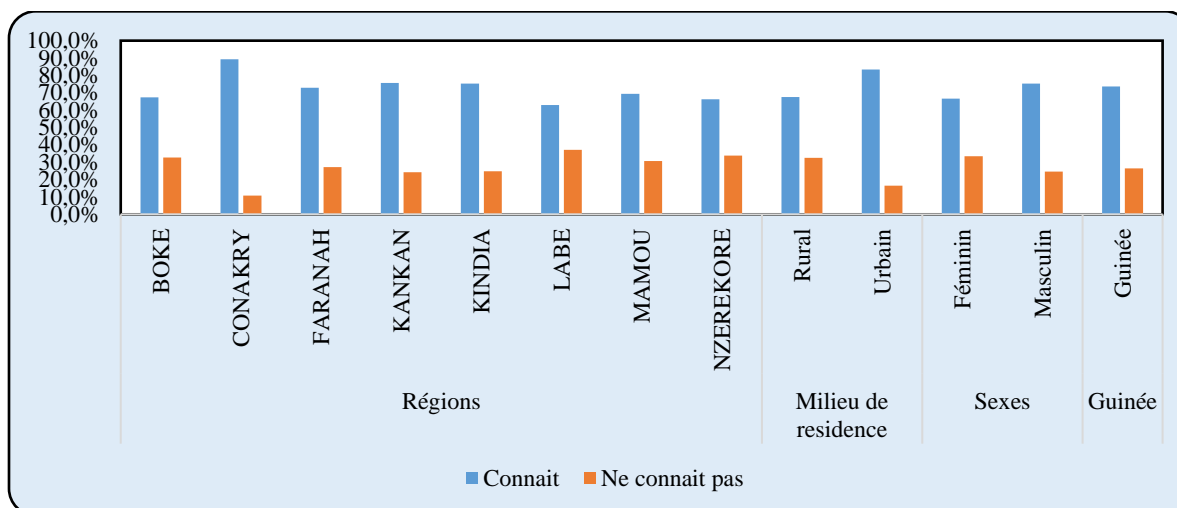
Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

L'analyse désagrégée des quatre principaux canaux d'information sur la covid-19 montre une forte disparité entre le milieu urbain et rural. A titre d'illustration, plus de deux tiers des ménages ruraux (67,9%) ont déclaré s'informer pour la première fois sur la covid-19 à travers la radio contre 45,7% des ménages en milieu urbain. En plus, en milieu urbain, la télévision reste une source non négligeable sur la connaissance de cette pandémie (38,1%) contrairement en milieu rural (14,1%). La communication en famille et entre les voisins sur la covid-19 est plus prononcée en milieu rural (6,3%) qu'en milieu urbain (4,5%).

### 2.1.1.2 Connaissance des voies de contamination

Malgré une forte communication sur la covid-19, plus de 25% des ménages enquêtés ont déclaré ne pas connaître les voies de contamination. Cette proportion est plus faible à Conakry (10,7%) et en milieu urbain (16,5%). La proportion des ménages à Labé (37,1%), Nzérékoré (33,8%), Boké (32,6%) et Mamou (30,7%) ne connaissant pas les voies de contamination de la covid-19, est supérieure à la moyenne nationale (26,4%). En milieu rural, seulement deux tiers de la population ont déclaré connaître les voies de contamination de cette pandémie.

**Graphique 3: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des voies de contamination de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

### 2.1.1.3 Les différentes voies de contamination

Près de trois quarts des ménages guinéens déclarent le contact avec les objets souillés comme principale voie de contamination (72,2%). L'éternuement ou la toux d'une personne contaminée est la seconde voie de contamination prononcée par les ménages (18%). Seulement 9% des ménages reconnaissent le contact physique et les regroupements comme voies de contamination.

La proportion des personnes qui croient que le contact physique ou le regroupement est une des voies de contamination de la covid-19 est plus faible dans les régions de Boké (7,3%) et Conakry (7,4%). Le même avis est constaté en milieu urbain (8,1%) et surtout chez les hommes (9,2%).

**Tableau 5: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des voies de contamination de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Éternuement et toux	Contact physique regroupement	Objets souillés surface
Guinée	18,0%	9,8%	72,2%
BOKE	23,4%	7,3%	69,3%
CONAKRY	14,0%	7,4%	78,6%
FARANAH	18,9%	8,1%	73,0%
KANKAN	18,4%	9,9%	71,7%
KINDIA	13,7%	10,1%	76,2%
LABE	22,6%	12,5%	64,9%
MAMOU	16,1%	15,9%	68,0%
N'ZEREKORE	19,4%	9,0%	71,5%
Urbain	16,8%	8,1%	75,1%
Rural	18,7%	10,9%	70,4%
Masculin	17,9%	9,2%	72,9%
Féminin	18,3%	12,6%	69,1%

Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

#### 2.1.1.4 Connaissance des symptômes de Coronavirus

La covid-19 est une maladie dont les symptômes seraient assimilables à ceux du paludisme. Sur 2 314 357 ménages interrogés, 36% d'entre eux déclarent ne pas avoir une connaissance des symptômes de la covid-19. Cependant, la proportion des ménages ayant une connaissance des symptômes est faiblement marquée chez les ménages dirigés par les femmes (16%) contre ceux dirigés par les hommes (84%). En effet, parmi les ménages ayant déclaré avoir une connaissance des symptômes de la covid-19, 83% pensent à la toux sèche-agressive comme symptômes, 55% estiment que la fatigue constitue aussi un symptôme, 44% pensent à la difficulté respiratoire et 83% à la fièvre.

Dans les régions de Labé et Mamou, c'est plus de la moitié de la population qui déclare ignorer les symptômes de cette maladie. Malgré des campagnes de communication et de sensibilisation, 16% des ménages de Conakry ont déclaré ne pas connaître les symptômes de la maladie.

#### 2.1.1.5 Les différents symptômes de Coronavirus

Selon les résultats de l'enquête, les difficultés respiratoires et la fatigue sont les principaux symptômes de la covid-19 en Guinée. A cet effet, ce sont respectivement 41,8% et 34% des ménages qui ont cité ces symptômes. Par contre, la toux sèche et la fièvre (12,1%) sont moins connues comme symptômes de la covid-19.

En milieu rural, 43,7% des ménages considèrent les difficultés respiratoires comme principal symptôme contre 39,3% en milieu urbain.

**Tableau 6: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des symptômes de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

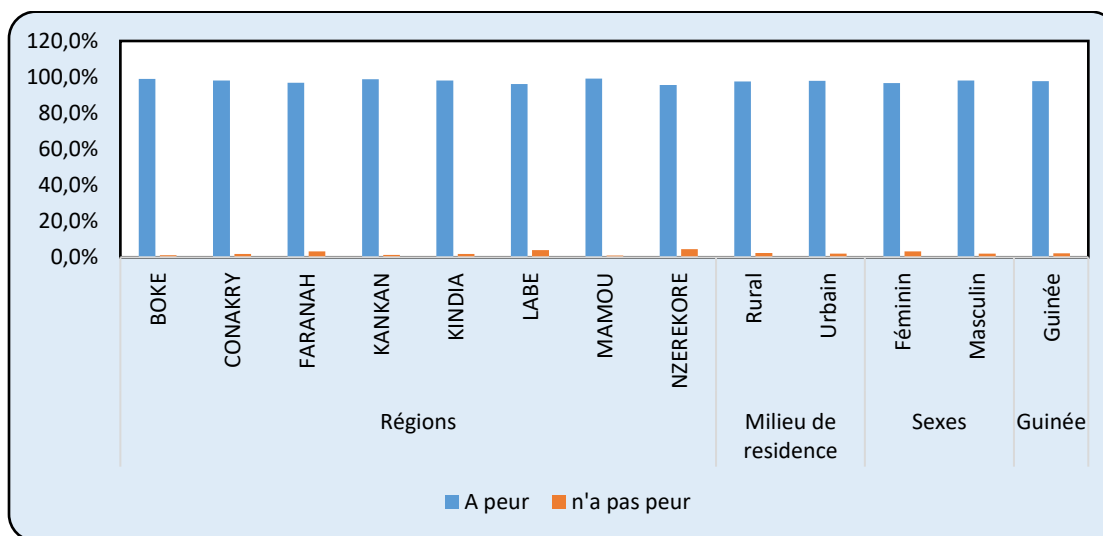
	Toux sèche agressive	Fièvre	Fatigue	Difficulté respiratoire
Guinée	12,1%	12,1%	34,0%	41,8%
<b>Région administrative</b>				
Boké	14,0%	12,0%	30,7%	43,2%
Conakry	12,4%	10,9%	37,3%	39,4%
Faranah	11,8%	16,0%	35,8%	36,4%
Kankan	8,9%	13,8%	34,8%	42,5%
Kindia	10,3%	11,6%	27,6%	50,5%
Labé	12,0%	10,1%	38,6%	39,3%
Mamou	16,2%	12,0%	33,7%	38,2%
N'Zérékoré	15,8%	10,9%	33,9%	39,5%
<b>Milieu de résidence</b>				
Urbain	13,2%	11,9%	35,6%	39,3%
Rural	11,3%	12,3%	32,8%	43,7%
<b>Sexe du chef de ménage</b>				
Féminin	15,4%	8,8%	34,0%	41,9%
Masculin	11,5%	12,7%	34,0%	41,8%

Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

#### 2.1.1.6 Avis des ménages sur les risques de contamination à la covid-19

La peur de contamination à la covid-19 est très élevée en Guinée. En effet, les résultats montrent que 97,7% des ménages interrogés ont déclaré avoir peur d'être contaminés par la maladie au niveau national. Cette proportion est de 99,1% à Mamou et 98,9% à Boké qui est supérieure à la moyenne nationale.

**Graphique 4: Répartition (%) selon les avis des ménages sur les risques de contamination de la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

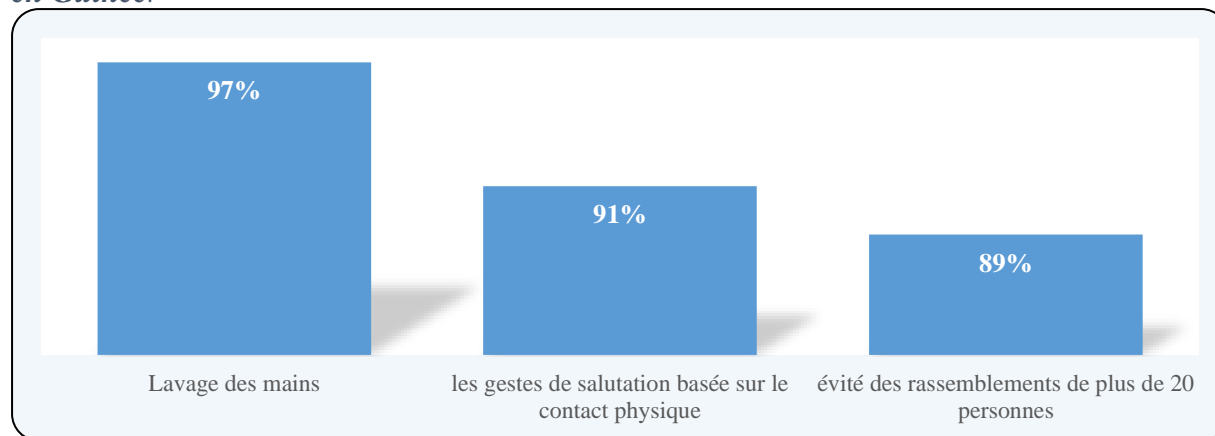


Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

#### 2.1.1.7 Respect des gestes barrière à la covid-19

A la question "avez-vous lavé les mains plus souvent que d'habitude", la quasi-totalité des ménages ont affirmé se laver les mains plus souvent que d'habitude, soit 97%. Par ailleurs, au niveau national, ce sont respectivement 91% et 89% des ménages qui ont déclaré éviter les gestes de salutation basée sur le contact physique et des rassemblements de plus de 20 personnes.

**Graphique 5: Répartition (%) des ménages selon le respect des mesures barrières à la covid-19 en Guinée.**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

Le tableau ci-dessous dévoile le niveau de respect des mesures barrières selon les régions administratives, milieux de résidence et sexes. Le non-respect des mesures barrières est plus prononcé dans les régions de Kindia et Labé. Les gestes barrières sont moins respectés en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, 88% des ménages ruraux contre 91% des ménages urbains ont déclaré éviter les rassemblements de plus de 20 personnes depuis l'annonce des mesures sanitaires par le Président de la République. Quant aux gestes de salutation basés sur le contact physique, ils sont aussi plus prononcés en milieu urbain (93%) qu'en milieu rural (91%). Les ménages dirigés

par les femmes (88%), respectent moins les mesures de rassemblement de plus de 20 personnes que ceux dirigés par les hommes (90%).

**Tableau 7: Répartition (%) des ménages selon le respect des mesures barrières à la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	<b>Lavage des mains</b>	<b>Les gestes de salutation basée sur le contact physique</b>	<b>Éviter des rassemblements de plus de 20 personnes</b>
Guinée	97%	91%	89%
<b>Région administrative</b>			
Boké	97%	92%	92%
Conakry	99%	96%	93%
Faranah	96%	92%	92%
Kankan	95%	91%	89%
Kindia	95%	86%	82%
Labé	97%	88%	85%
Mamou	99%	93%	92%
N'Zérékoré	98%	94%	92%
<b>Milieu de résidence</b>			
Rural	96%	91%	88%
Urbain	98%	93%	91%
<b>Sexe du chef de ménage</b>			
Féminin	97%	92%	88%
Masculin	97%	91%	90%

Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

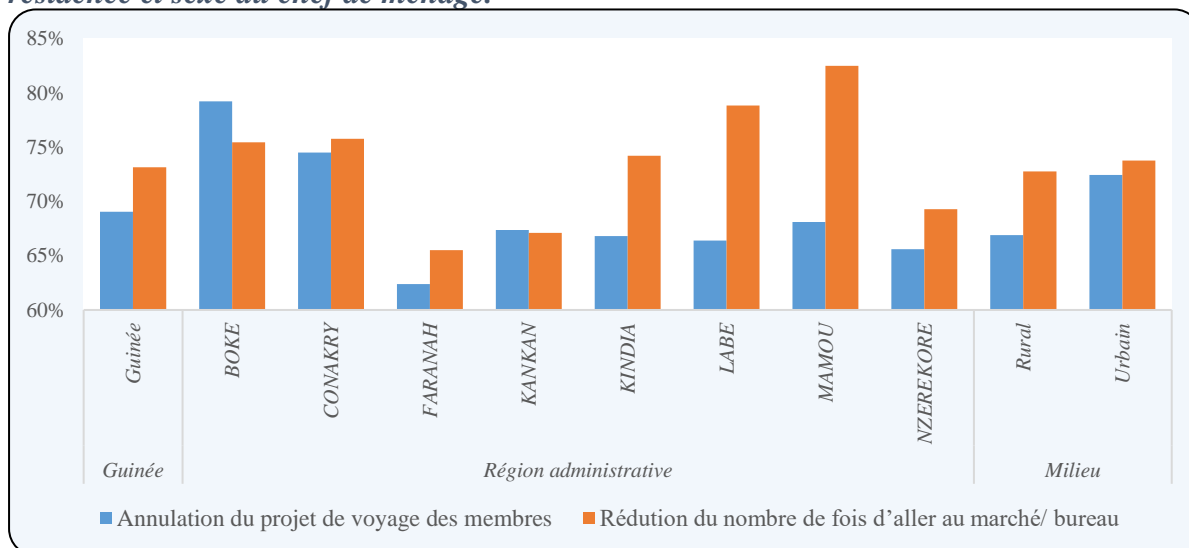
#### 2.1.1.8 Annulation du projet de voyage des membres du ménage et réduction du nombre de fois d'aller au marché/bureau

Après la déclaration officielle de la covid-19 en Guinée, le Gouvernement a pris des dispositions afin de protéger sa population. Parmi ces mesures, il existe entre autres :

- Le port obligatoire des masques de protection ;
- La fermeture des frontières terrestres et aériennes ;
- La restriction des déplacements interurbains ;
- La fermeture des marchés pendant certaines périodes ;
- L'instauration du couvre-feu.

L'analyse du graphique ci-dessous montre que 69% des ménages ont annulé des projets de voyage à cause des mesures sanitaires édictées contre la covid-19. Dans toutes les régions administratives, plus de 60% des ménages ont déclaré annuler des projets de voyage. Les ménages urbains ont été plus contraints d'annuler leurs voyages (72%) que les ménages ruraux (67%). Dans les régions de Boké (79%) et Conakry (75%) l'impact a été beaucoup ressentie sur les projets de voyage des ménages que dans les autres régions.

**Graphique 6: Répartition (%) des ménages selon l'annulation du projet de voyage des membres et réduction du nombre de fois d'aller au marché/ bureau par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

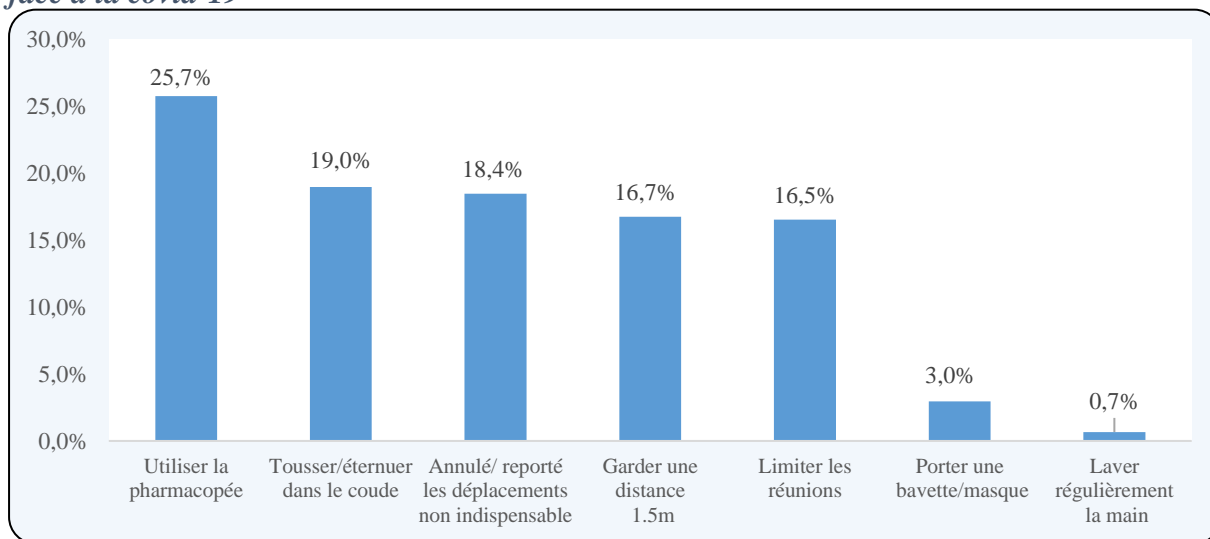
Depuis l'annonce de la covid-19 en Guinée, près de trois quarts des ménages (73%) ont réduit le nombre de fois d'aller au marché/travail. C'est surtout dans les régions de Mamou (93%) et Labé (79%) que les ménages ont été contraints de réduire la fréquence d'aller au travail et au marché. Pour ces mesures, les ménages des régions de Faranah et Kankan se démarquent des résidents des autres régions. Dans ces régions, moins de deux tiers des ménages ont déclaré réduire le nombre de fois d'aller au marché/travail suite à l'annonce de la covid-19 dans le pays.

#### 2.1.1.9 Mesure de protection face à la covid-19

##### 2.1.1.9.1 Mesures de protection des ménages

A la question de savoir, si des mesures de protection face à la pandémie dans les ménages ont été observées, les résultats de l'enquête montrent que 2,4% des ménages n'ont pris aucune mesure pour se protéger de la COVID19, parmi lesquels, 25% déclarent ne pas croire à la maladie et 48,1% disent s'en remettre à la volonté de Dieu. Cependant, pour les ménages ayant pris des mesures de protection, 25,7% considèrent l'utilisation des produits de la médecine traditionnelle comme meilleure mesure de protection contre 0,7% pour le lavage régulier des mains. Les autres mesures de protection notamment tousser/éternuer dans le coude, annuler/reporter les déplacements non indispensables, garder une distance de 1,5m, limiter les réunions et porter un masque occupent des proportions respectives de 19,0% ; 18,4% ; 16,7% ; 16,5% et 3,0%.

**Graphique 7: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des mesures de protection face à la covid-19**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

Par milieu de résidence, 34,7% des ménages urbains attestent ne pas croire à la maladie contre 23,5% pour les ménages ruraux. En plus, 52,0% affirment s'en remettre à la volonté de Dieu en milieu urbain et 47,5% en zone rurale. Avec 27,2%, l'utilisation de la médecine traditionnelle reste le moyen de protection le plus utilisé par les ménages urbains contre 24,9% pour les ménages ruraux. En revanche, seulement 0,5% des ménages urbains utilisent le lavage des mains comme mesure de protection et 0,8% dans les milieux ruraux.

**Tableau 8: Répartition (%) des ménages selon la connaissance des mesures de protection face à la covid-19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Laver très régulièrement la main	Tousser ou éternuer dans son coude	Porter un masque	Limiter au strict nécessaire les réunions	Annulés ou reportés les déplacements non indispensables	Garder une distance d'au moins 1.5m	Utiliser la pharmacopée
Guinée	0,7%	19,0%	3,0%	16,5%	18,4%	16,7%	25,7%
<b>Région administrative</b>							
Boké	0,5%	20,1%	3,8%	15,5%	16,6%	16,7%	26,8%
Conakry	0,4%	17,7%	1,0%	16,7%	19,0%	16,7%	28,5%
Faranah	1,3%	18,1%	2,8%	17,7%	18,2%	17,8%	24,1%
Kankan	0,3%	20,0%	2,8%	15,7%	18,0%	17,5%	25,7%
Kindia	0,8%	17,4%	2,4%	18,4%	20,1%	16,0%	24,9%
Labé	0,6%	19,9%	5,0%	16,6%	18,6%	15,6%	23,7%
Mamou	1,8%	17,4%	5,5%	16,4%	18,6%	15,9%	24,5%
N'Zérékoré	0,3%	20,5%	2,0%	15,5%	18,1%	17,2%	26,4%
<b>Milieu de résidence</b>							
Urbain	0,5%	18,7%	1,8%	16,4%	19,0%	16,4%	27,2%
Rural	0,8%	19,1%	3,6%	16,6%	18,1%	16,9%	24,9%
<b>Sexe du chef de ménage</b>							
Masculin	0,6%	19,2%	2,7%	16,5%	18,4%	16,7%	26,0%
Féminin	1,1%	17,9%	3,8%	16,7%	18,8%	16,9%	24,7%

Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

### 2.1.1.9.2 Les différentes raisons citées pour les non-respects des mesures de protection

Dans l'ensemble, 97,6% des ménages ont déclaré avoir pris des mesures de protection face à la covid-19 contre 2,4%. Parmi les ménages n'ayant pas pris de mesure de protection, un quart (25%) déclarent ne pas croire à cette maladie et 48,1% se remettent à la volonté de Dieu. Dans les régions de Boké et Conakry, les ménages qui ne pratiquent pas des mesures de protection parce qu'ils n'en croient pas sont respectivement 63,9% et 56,6%. Cette proportion est de 34,7% pour les ménages urbains et 23,5% pour les ménages ruraux. De même, elle reste plus élevée chez les ménages dirigés par les femmes (30,9%) que ceux dirigés par les hommes (22,8%).

**Tableau 9: Répartition (%) des ménages selon les différentes raisons de non-respects des mesures de protection par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage**

	Je ne crois pas	Je m'en remets à Dieu	Autres
<b>Région administrative</b>			
Guinée	25,0%	48,1%	26,9%
Boké	63,9%	27,6%	8,5%
Conakry	56,6%	43,4%	0%
Faranah	27,9%	66,7%	5,4%
Kankan	5,9%	88,0%	6,1%
Kindia	14,4%	26,8%	58,9%
Labé	28,5%	29,8%	41,7%
Mamou	14,6%	68,7%	16,7%
N'Zérékoré	33,6%	53,1%	13,3%
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	34,7%	52,0%	13,2%
Rural	23,5%	47,5%	29,0%
<b>Sexe de chef de ménage</b>			
Masculin	22,8%	52,0%	25,2%
Féminin	30,9%	37,7%	31,4%

Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020



## 2.2 ACTIVITE ECONOMIQUE ET REVENU DES MENAGES

### 2.2.1 Evolution de l'activité économique des ménages depuis l'apparition du coronavirus

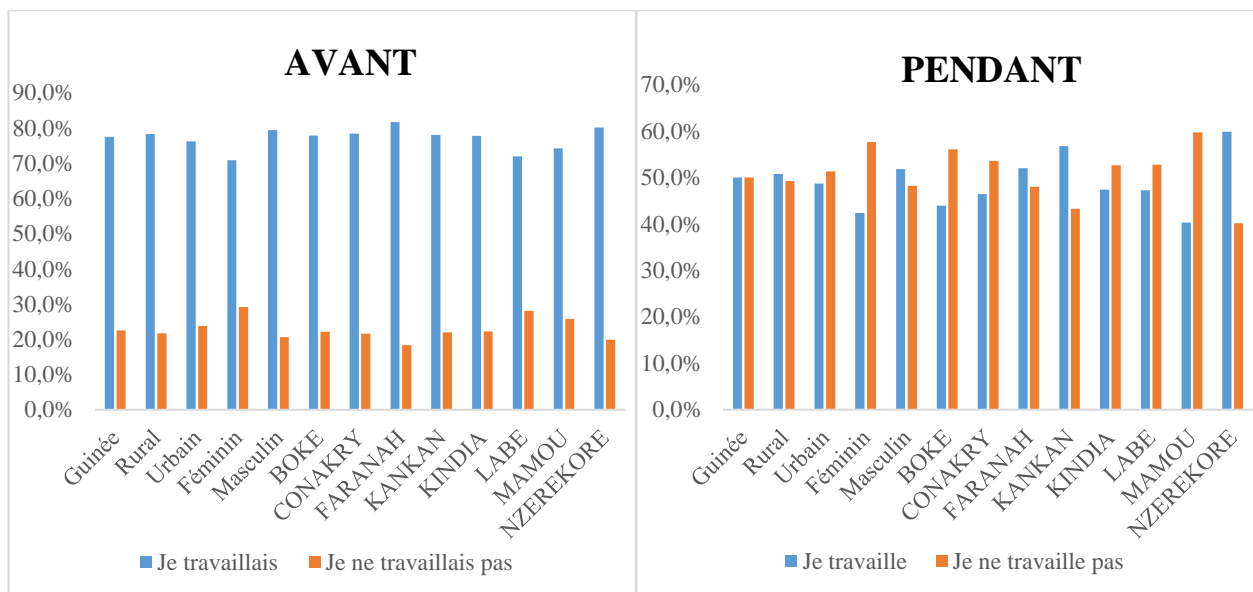
Pour cerner l'impact de la pandémie sur l'activité économique et le revenu des ménages, une partie du questionnaire a porté sur l'évaluation des potentielles répercussions de la covid-19 sur le statut d'occupation des ménages et leurs secteurs d'activités, la situation de l'emploi, les raisons liés à l'arrêt du travail des ménages et les sources de revenu de ces derniers.

#### 2.2.1.1 Statut d'occupation

Au cours de l'enquête, la question sur le statut d'occupation des ménages avant et pendant l'apparition de la maladie a été posée aux chefs de ménages. Les résultats du graphique ci-dessous montrent qu'avant l'apparition de la pandémie, 77,5% des ménages effectuaient un travail rémunéré contre 22,5%. Cependant, la proportion du travail rémunéré a beaucoup baissé sous la période de la covid-19. Elle est passée de 77,5% avant l'épidémie à 50% pendant la maladie, soit une diminution de 27,5 points de pourcentage.

Pour le milieu de résidence, la proportion des ménages ruraux ayant effectué un travail rémunéré représente 78,3% avant la covid-19 contre 50,8% pendant la pandémie. En milieu urbain, 76,2% des ménages ont effectué un travail rémunéré. Par ailleurs, 79,4% des ménages dirigés par les hommes ont effectué un travail rémunéré avant Covid-19 contre 51,8% pendant la pandémie. De même, la proportion des femmes ayant effectué un travail rémunéré avant la covid-19 est de 70,9% contre 42,3% pendant la pandémie.

**Graphique 8: Répartition des ménages selon la question "Travailliez-vous avant l'apparition de la covid-19 en Guinée ?" (Voir légende du graphique)**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP 2020

Toutefois, la proportion des ménages n'ayant pas fait un travail rémunéré est beaucoup plus ressentie à Boké (56,1%) et Conakry (53,6%) pendant la période d'avant coronavirus.

### 2.2.1.2 Activités principales des chefs de ménage

L'analyse du graphique ci-dessous montre que 39% des ménages pratiquent l'agriculture suivie du commerce (26%). Les prestations de services privé et publique représentent respectivement environ 10% et 7%. Les résultats selon le milieu de résidence montrent que 55,5% des ménages ruraux évoluent dans l'agriculture, ce qui est conforme à la structure démographique du pays. Cette proportion est moins faible dans les secteurs d'électricité (0,6%) et d'hôtellerie (0,2%).

**Tableau 10: Répartition des activités des chefs de ménages par milieu de résidence et par sexes**

Secteurs d'activités	Rural	Urbain	Féminin	Masculin	Guinée
Agriculture	55,5%	11,3%	36,0%	39,4%	38,8%
Industrie/branche manufacturière	1,8%	2,1%	1,3%	2,1%	1,9%
Extraction minière	4,3%	1,3%	0,8%	3,7%	3,2%
Electricité/eau/gaz/charbon	0,6%	1,3%	0,5%	0,9%	0,9%
Commerce/transport	19,6%	36,2%	39,8%	22,8%	25,9%
Administration publique	3,7%	11,5%	5,7%	6,9%	6,6%
Service privé	6,0%	17,4%	6,3%	11,3%	10,3%
Hôtellerie/Restauration	0,2%	0,3%	0,1%	0,3%	0,2%
BTP/construction	1,6%	4,5%	0,9%	3,1%	2,7%
Autre préciser	6,6%	14,0%	8,7%	9,6%	9,4%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP

### 2.2.1.3 Les principales raisons d'arrêt du travail

Les résultats de l'analyse du statut d'occupation pendant la pandémie montrent que le travail rémunéré a nettement baissé comparativement celui d'avant coronavirus. Les raisons de l'arrêt de ce travail rémunéré sont analysées dans cette partie. Au niveau national, 43,5% de cessation de travail des ménages est dû à l'arrêt des activités, 19,7% à la maladie autre que coronavirus, 16,3% au travail saisonnier et 7,7% à la réduction du personnel.

Selon le milieu de résidence, la cessation de travail des ménages ruraux est de 41,8% due à l'arrêt des activités, 22,7% au travail saisonnier et 21,1% pour des raisons de maladies. Quant aux ménages urbains, l'arrêt du travail est expliqué à 46% par la cessation des activités, 17,5% pour des raisons de maladie et 13,2% à cause de la réduction du personnel. En ce qui concerne le sexe du chef de ménage, 43,6% de cessation de travail s'explique par l'arrêt des activités chez les hommes contre 43% chez les femmes. Pour les raisons de maladie, 20% des hommes sont en cessation d'activité contre 18,5% des femmes et l'arrêt de travail dans les ménages dirigés par les hommes pour raisons de réduction de personnel est de 7,8% contre 7,1% pour ceux dirigés par les femmes.

*Tableau 11: Raisons d'arrêt du travail des chefs de ménages*

	<b>Travail saisonnier</b>	<b>Activité à l'arrêt</b>	<b>Réduction du personnel</b>	<b>Maladie</b>	<b>Autres</b>
Guinée	16,3%	43,5%	7,7%	19,7%	12,9%
<b>Régions administrative</b>					
Boké	4,4%	44,5%	9,4%	33,0%	8,7%
Conakry	2,6%	50,0%	16,9%	15,3%	15,2%
Faranah	34,2%	40,2%	2,9%	14,6%	8,0%
Kankan	23,5%	31,8%	7,1%	28,6%	9,1%
Kindia	11,3%	55,0%	7,8%	12,0%	13,9%
Labé	32,5%	32,1%	1,3%	13,8%	20,3%
Mamou	19,0%	34,8%	5,2%	24,7%	16,3%
N'Zérékoré	18,2%	53,1%	2,9%	16,1%	9,8%
<b>Milieu de résidence</b>					
Rural	22,7%	41,8%	3,9%	21,1%	10,4%
Urbain	6,7%	46,0%	13,2%	17,5%	16,6%
<b>Sexes du chef de ménage</b>					
Féminin	16,0%	43,0%	7,1%	18,5%	15,4%
Masculin	16,4%	43,6%	7,8%	20,0%	12,2%

*Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020*

#### *2.2.1.4 Statut du chef de ménage dans l'entreprise*

Les résultats de l'enquête montrent que 75,6% des ménages travaillent pour leur propre compte contre 17,2% des ménages qui sont salariés.

En zone rurale, les ménages travaillant pour leur propre compte représentent 82,4% contre 64,4% de ceux en zone urbaine. Ainsi, 28,2% des ménages en zone urbaine effectuent un travail salarié contre 10,6% en zone rurale. Selon le sexe, 79,5% des ménages dirigés par les femmes travaillent pour leur propre compte contre 74,7% de ceux dirigés par des hommes. Et seulement 18,3% des ménages dirigés par les hommes occupent un travail salarié contre 12,3% de ceux dirigés par les femmes. La proportion de travailleurs dans une entreprise familiale est beaucoup plus élevée dans les régions de Kindia (55%), N'Zérékoré (53,1%), Conakry (50%) et Boké (44,5%) comparativement aux autres régions. En parlant de travail salarié, il est beaucoup plus élevé à Boké que dans les autres régions administratives et cela se justifierait par la présence massive des entreprises minières dans cette localité.

Tableau 12: Statut de chef de ménage au sein de l'entreprise

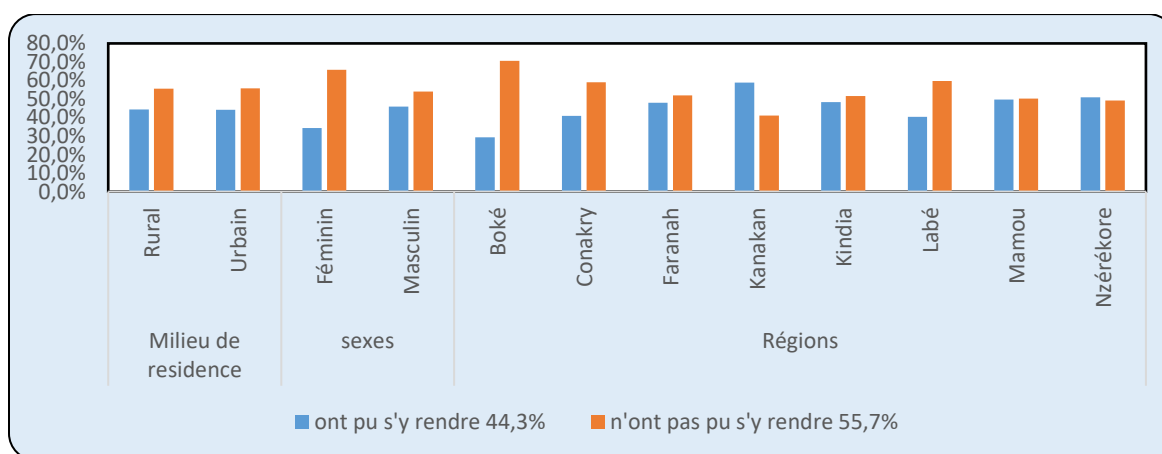
	Pour votre propre compte	Dans une entreprise familiale ou gérée par un membre du ménage	Dans une exploitation agricole familiale ou dans l'élevage	En tant que salarié	En tant qu'apprenti, stagiaire.
Guinée	75,6%	2,4%	1,8%	17,2%	2,9%
<b>Région administrative</b>					
Boké	4,4%	44,5%	9,4%	33,0%	8,7%
Conakry	2,6%	50,0%	16,9%	15,3%	15,2%
Faranah	34,2%	40,2%	2,9%	14,6%	8,0%
Kankan	23,5%	31,8%	7,1%	28,6%	9,1%
Kindia	11,3%	55,0%	7,8%	12,0%	13,9%
Labé	32,5%	32,1%	1,3%	13,8%	20,3%
Mamou	19,0%	34,8%	5,2%	24,7%	16,3%
N°Zérékoré	18,2%	53,1%	2,9%	16,1%	9,8%
<b>Milieu de résidence</b>					
Rural	82,4%	2,7%	2,6%	10,6%	1,8%
Urbain	64,4%	2,0%	0,6%	28,2%	4,7%
<b>Sexe du chef de ménage</b>					
Féminin	79,5%	3,4%	1,6%	12,3%	3,2%
Masculin	74,7%	2,2%	1,9%	18,3%	2,9%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.2.1.5 Activité du chef de ménage au cours de la semaine de l'enquête

L'analyse des résultats de l'étude montre qu'au cours de la semaine de l'enquête, 55,7% des ménages n'ont pas pu se rendre à leurs lieux de travail contre 44,3% des ménages qui ont pu s'y rendre. Cette situation a beaucoup plus impacté les ménages dirigés par les femmes (65,7%) que ceux dirigés par les hommes (54,1%). En revanche, 45,9% des hommes ont pu se rendre à leurs lieux de travail contre 34,3% des femmes. Selon le milieu de résidence, la proportion de ménages n'ayant pas pu se rendre à son lieu de travail est beaucoup plus élevée que celle des ménages qui s'y sont rendus.

Graphique 4: Activité du chef de ménage au cours de la semaine



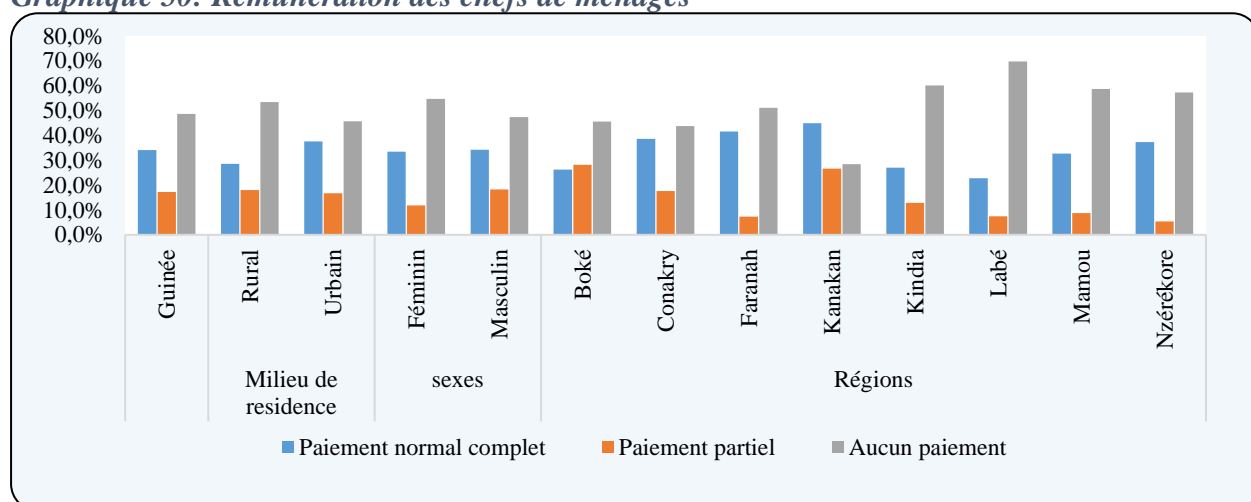
Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Dans les régions administratives, la proportion des ménages qui n'a pas pu se rendre à son lieu de travail est plus prépondérante à Boké (70,7%), Conakry (59,1%) et Labé (59,7%). Cependant, les ménages des régions de Kankan et N'Zérékoré continuent de s'y rendre.

#### 2.2.1.6 Rémunération des ménages n'ayant pas pu travailler

Depuis l'apparition de coronavirus, certaines mesures mises en place par le Gouvernement ont conduit les entreprises et l'administration publique à prendre des dispositions allant dans le sens de réduire l'effectif au travail ou de mettre en congé technique certains employés.

**Graphique 50: Rémunération des chefs de ménages**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

La réduction des effectifs au travail a eu des répercussions sur la rémunération des employés au sein des entreprises. Il ressort des résultats que 34,2% des ménages reçoivent un salaire intégral et 17,2% reçoivent un salaire partiel. Cependant, 48,6% des ménages ne reçoivent pas de salaire à la suite de l'arrêt du travail. Parmi les raisons évoquées pour la rémunération des ménages selon le milieu de résidence, 53,4% des ménages ne reçoivent aucun paiement en milieu rural, contre 45,7% en milieu urbain. Cette situation touche beaucoup plus les femmes cheffes de ménage que les hommes chefs de ménage avec une proportion de 54,7% contre 47,4% respectivement.

#### 2.2.1.7 Raisons d'absence au travail

Parmi les ménages interrogés par rapport aux raisons d'absence au travail, l'arrêt d'activité (45,4%), la réduction du personnel (20,5%) et la maladie (24,8%) ont les proportions les plus élevées.

**Tableau 13: Raisons d'arrêt du travail par sexe et par milieu de résidence**

	Travail saisonnier	Activité à l'arrêt	Réduction du personnel	Absent temporairement	Retraite	Maladie	En charge d'un malade	Autres
Guinée	1,6%	45,4%	20,5%	<b>2,0%</b>	0,7%	24,8%	1,0%	4,0%
<b>Régions Administratives</b>								
Boké	5,2%	41,9%	10,3%	0,9%	1,0%	39,7%	0,7%	0,4%
Conakry	0,7%	39,9%	30,5%	2,1%	0,7%	20,9%	1,4%	3,8%
Faranah	3,3%	54,4%	6,6%	8,6%	0,9%	15,5%	0,0%	10,8%
Kankan	0,0%	25,3%	36,3%	0,0%	0,0%	30,3%	4,4%	3,8%
Kindia	0,0%	61,2%	17,9%	1,2%	0,0%	16,8%	0,0%	3,0%
Labé	0,9%	52,6%	12,3%	1,3%	0,0%	23,9%	0,0%	9,0%
Mamou	5,0%	27,3%	21,2%	1,3%	3,4%	25,2%	0,0%	16,6%
N'Zérékoré	0,0%	68,1%	4,8%	4,2%	0,7%	21,0%	0,0%	1,2%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	1,8%	48,7%	15,6%	1,8%	0,0%	28,4%	1,1%	2,7%
Urbain	1,5%	43,4%	23,5%	2,2%	1,1%	22,6%	1,0%	4,8%
<b>Sexe du chef de ménage</b>								
Féminin	0,4%	49,4%	19,3%	2,1%	0,0%	28,4%	0,0%	0,4%
Masculin	1,9%	44,6%	20,7%	2,0%	0,8%	24,1%	1,2%	4,7%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

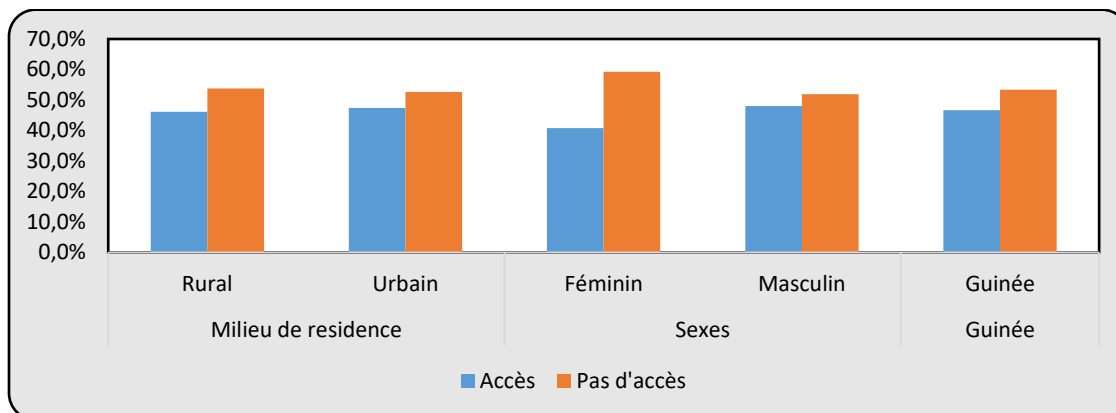
Dans les régions de Kindia, Faranah et Boké les proportions des ménages en cessation de travail pour raisons d'activité à l'arrêt sont respectivement de 61,2%, 54,4% et 41,9%. Celles des ménages qui ont arrêté de travailler pour des raisons de maladie est beaucoup plus élevé dans les régions de Boké (39,7%) et Kankan (30,3%) que la proportion des ménages ayant arrêté leur emploi pour raison de réduction du personnel. Tandis que 48,7% des ménages en zone rurale ont connu une cessation de travail pour raisons d'arrêt d'activité contre 43,4% des ménages urbains.

Au regard de l'analyse du tableau ci-dessus, les femmes cheffes de ménage sont beaucoup plus affectées que les hommes chefs de ménage en termes d'arrêt d'activités. En effet, plus de 49,4% des femmes ont connu une cessation de travail pour des raisons d'arrêt d'activités contre 44,6% chez les hommes. De même, la proportion des hommes ayant connu un arrêt de travail pour raison de maladie représente 24,1% contre 28,4% chez les femmes.

#### 2.2.1.8 Accès des autres membres de ménages au lieu de travail

Les mesures prises pour endiguer la propagation de coronavirus ont entraîné des restrictions en termes de déplacement ou de réduction des heures de travail au sein des entreprises.

**Graphique 11 : Accès des autres membres du ménage au travail au cours de la semaine d'enquête.**



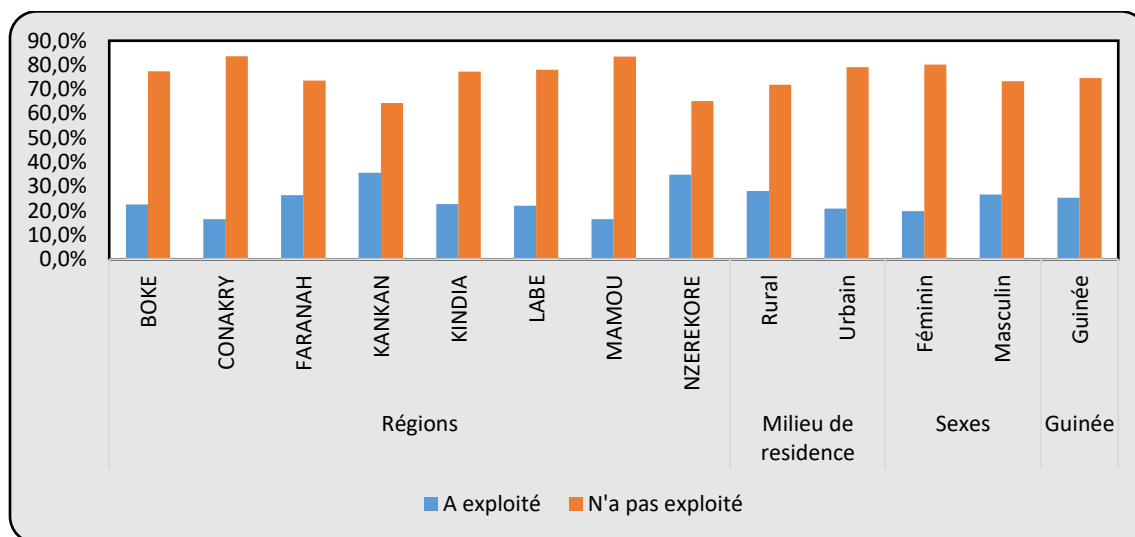
Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessus que 53,3% des autres membres du ménage n'ont pas eu accès à leur lieu de travail. La proportion des autres membres des ménages en milieu rural n'ayant pas eu accès à leur lieu de travail est de 53,8%. De même, 52,6% des autres membres des ménages en milieu urbain n'ont pas eu accès à leur lieu de travail.

#### 2.2.1.9 Exploitation des entreprises familiales depuis l'apparition de coronavirus

L'exploitation des entreprises familiales constitue une source de revenu mais aussi un moyen d'amélioration de condition de vie des ménages.

**Graphique 6: Exploitation de l'entreprise familiale depuis l'apparition de la covid-19**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

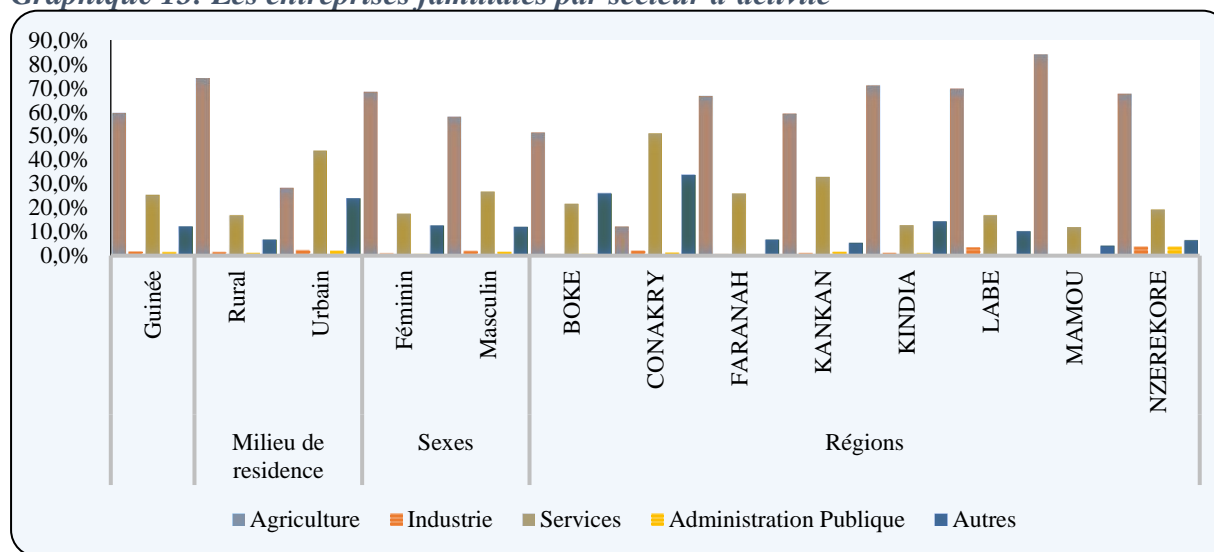
Au niveau national, 25,3% des ménages déclarent avoir exploité une entreprise familiale depuis l'apparition de coronavirus contre 74,7% qui disent le contraire. De même, 20,9% des ménages urbains affirment avoir effectué une exploitation contre 79,1%. Par contre, 28,1% des ménages en zone rurale ont exploité une entreprise familiale.

Selon le sexe, 80,2% des ménages dirigés par les femmes déclarent ne pas effectuer une production au sein d'une entreprise familiale. Au niveau régional, la proportion des chefs de ménages ayant déclaré avoir exploité une entreprise familiale est beaucoup plus faible dans les régions de Conakry (16,6%), Mamou (16,5%), Labé (22%), Boké (22,6%) et Kindia (22,7%) que dans les autres régions.

#### 2.2.1.10 Les secteurs d'activité des entreprises familiales depuis l'apparition de coronavirus

Cette partie décrit l'évolution de l'activité économique dans les exploitations familiales suite à la pandémie et par secteur d'activité. Les résultats montrent qu'au niveau national plus de la moitié des ménages évoluant dans les exploitations familiales relève du secteur agricole, 25% des services et le reste des autres secteurs d'activité.

**Graphique 13: Les entreprises familiales par secteur d'activité**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Selon le milieu de résidence et par sexe, les exploitations familiales des zones rurales sont beaucoup plus concentrées dans le secteur agricole (74,1%), suivi du secteur des services (16,8%) et les autres secteurs sont faiblement représentés. Toutefois, le secteur agricole emploie beaucoup plus de ménages dirigés par les femmes (68,4%) que ceux dirigés par les hommes (58%). Par contre, le secteur des services occupe beaucoup plus les ménages dirigés par les hommes (26,8%) que ceux dirigés par les femmes (17,5%).

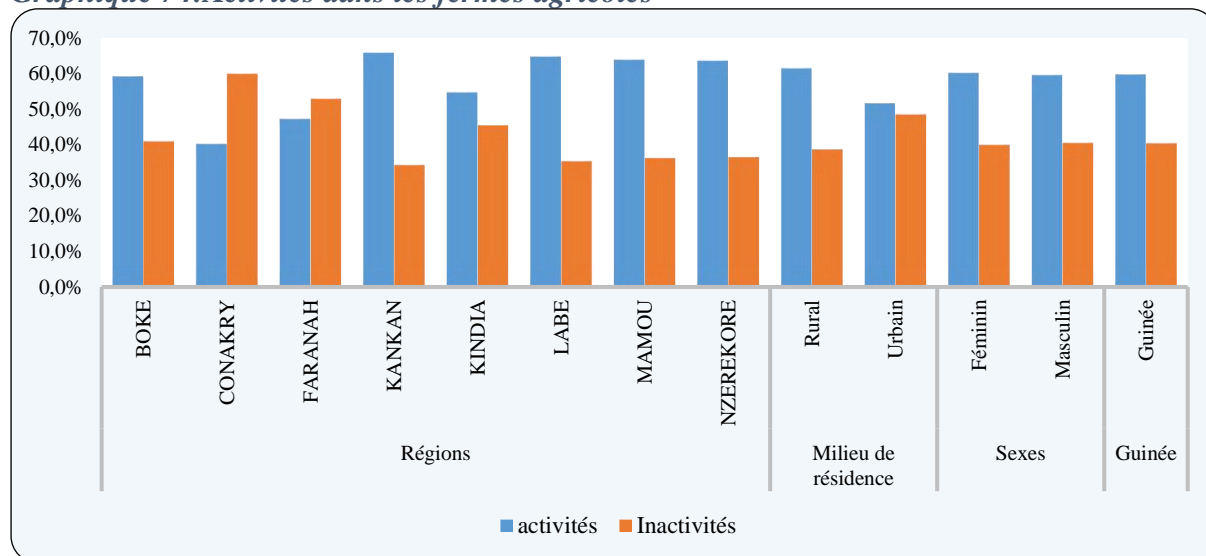
Par ailleurs, dans toutes les régions, la presque totalité des entreprises familiales relèvent du secteur agricole à l'exception de Conakry où les services occupent la plus grande proportion des ménages.

#### 2.2.1.11 Activités agricoles

Les résultats de l'enquête ont montré que 59,6% des entreprises familiales relèvent du secteur agricole. Par conséquent, l'inactivité dans ce secteur constitue un frein à l'amélioration du niveau de revenu des ménages et de leur condition de vie. A la lumière de l'analyse du graphique ci-dessous, 40,3% des ménages déclarent n'avoir pas réalisé une activité depuis coronavirus contre 60,7% de ceux qui ont réalisé une activité dans les fermes agricoles.



**Graphique 74: Activités dans les fermes agricoles**



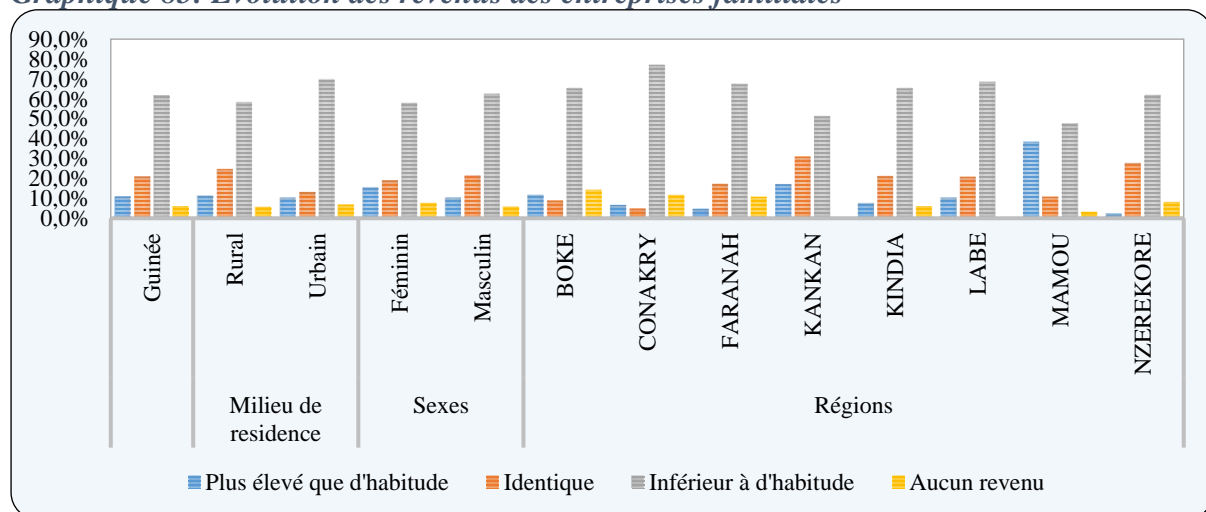
Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

La proportion des ménages ayant déclaré l’inactivité des fermes agricoles est moins élevée en zone urbaine (48,4%) qu’en zone rurale (38,6%). Le niveau d’inactivité des ménages dirigés par les hommes est de 40,5% contre 39,8% pour ceux dirigés par les femmes. De manière générale, toutes les régions affichent un niveau d’inactivité des fermes agricoles inférieur à 50% excepté Conakry (59,9%) et Faranah (52,9%).

2.2.1.12 Situation du revenu des entreprises familiales depuis l’apparition de la covid-19

Les revenus des entreprises familiales n’ont pas été épargnés par les effets négatifs de la pandémie. Selon l’analyse des résultats du graphique ci-dessous, 61,7% des ménages propriétaires d’entreprises familiales ont déclaré avoir constaté une baisse de revenu, 11% qui ont déclaré une amélioration de leur revenu et 21% ont déclaré n’avoir pas constaté de variation.

**Graphique 85: Evolution des revenus des entreprises familiales**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

La même tendance a été constatée dans les milieux de résidence et selon les sexes à des proportions différentes. En milieu rural, 58,1% des chefs d'entreprises familiales interrogés ont déclaré une baisse de leur revenu, 24,7% ont dit avoir un revenu stable et 11,5% ont connu une augmentation. En milieu urbain, 69,4% des chefs d'entreprises familiales ont déclaré avoir constaté une baisse de leur revenu, 13,3% ont dit avoir un revenu stable et 10,3% ont connu une augmentation. Selon le sexe, 57,9% des entreprises familiales dirigées par les femmes ont connu une baisse de revenu contre 62,4% chez les hommes.

A la question "pourquoi les revenus de votre entreprise familiale ont-ils été inférieurs à la normale", 21,6% des chefs de ménages déclarant avoir constaté une baisse de revenu ont répondu ne pas pouvoir se déplacer ou transporter les produits, 20,2% ont avancé comme raison, la fermeture des établissements liée à l'apparition de coronavirus et 17,7% ont eu pour raison l'absence de client.

**Tableau 14 : Les raisons de la fermeture des entreprises familiales**

Pourquoi les revenus de cette entreprise familiale ont-ils été inférieurs ?								
	Fermeture de l'établissement pour cause de coronavirus	Fermeture de l'établissement pour une autre raison	Fermeture saisonnière	Aucun client	Manque de matières premières	Ne peut se déplacer / transporter les produits	Besoin de prendre soin d'un proche	Autre, spécifier
<b>Boké</b>	14,0%	0,0%	10,5%	15,7%	1,0%	22,9%	0,0%	35,9%
<b>Conakry</b>	22,6%	0,0%	3,8%	31,6%	8,4%	5,2%	1,0%	27,5%
<b>Faranah</b>	9,5%	3,0%	9,2%	16,2%	14,4%	27,3%	0,3%	20,0%
<b>Kankan</b>	23,0%	4,1%	4,3%	14,5%	9,2%	28,8%	0,0%	16,1%
<b>Kindia</b>	22,4%	0,0%	13,9%	12,0%	24,3%	23,4%	0,0%	3,9%
<b>Labé</b>	11,3%	0,0%	13,5%	35,7%	18,7%	18,0%	0,0%	2,7%
<b>Mamou</b>	35,3%	0,0%	19,1%	28,0%	6,8%	7,7%	0,0%	3,1%
<b>N'Zérékoré</b>	22,8%	3,6%	5,8%	6,1%	7,7%	25,7%	2,1%	26,2%
<b>Rural</b>	19,0%	2,4%	9,5%	13,4%	12,9%	27,5%	0,4%	14,9%
<b>Urbain</b>	22,2%	0,7%	6,6%	25,6%	8,9%	11,1%	0,8%	24,1%
<b>Féminin</b>	26,8%	0,5%	11,3%	14,1%	22,0%	15,5%	0,0%	9,8%
Masculin	19,1%	2,0%	8,0%	18,4%	9,7%	22,6%	0,6%	19,6%
<b>Total</b>	20,2%	1,8%	8,5%	17,8%	11,5%	21,6%	0,6%	18,2%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.2.1.13 Les principales sources de revenu du ménage

Les résultats de l'enquête montrent les principales sources de revenu des ménages en Guinée qui sont respectivement, le revenu tiré des activités agricole, de l'élevage et de la pêche (41,5%), le revenu issu des entreprises familiales non agricole (11,3%) et le revenu d'emploi salarié d'un membre du ménage (11,3%). En revanche, les proportions les moins importantes pour les revenus des ménages se trouvent au niveau des transferts depuis l'étranger (4,2%), des transferts depuis le pays (4,4%), des revenus de propriétés, d'investissements et épargnes ainsi que des pensions (6%), des aides du gouvernement (0,8%) et des aides des ONG et autres institutions caritatives (0,4%).

*Tableau 15 : Les principales sources de revenu des ménages*

	Activité agricole, d'élevage et de pêche	Revenu de l'entreprise familiale non-agricole	Emploi salarié des membres du ménage	Transferts depuis l'étranger	Transferts depuis le pays	Revenu de la propriété, investissements et épargne, Pensions	Aides du gouvernement	Aide des ONG et autre organisme caritatif
Guinée	41,5%	11,3%	11,3%	4,2%	4,4%	6,0%	0,8%	0,4%
<b>Régions Administratives</b>								
Boké	45,7%	6,6%	19,2%	6,1%	5,9%	6,4%	0,5%	0,1%
Conakry	7,8%	9,6%	22,0%	4,9%	5,8%	8,1%	0,7%	0,2%
Faranah	54,1%	10,0%	5,8%	1,8%	3,8%	1,6%	0,6%	0,1%
Kankan	56,2%	25,9%	8,5%	3,0%	4,3%	8,6%	0,5%	0,2%
Kindia	33,2%	6,7%	11,1%	2,1%	4,3%	6,1%	0,6%	1,1%
Labé	49,2%	4,8%	4,5%	5,8%	1,5%	1,1%	0,0%	0,0%
Mamou	48,7%	8,7%	4,9%	8,9%	5,1%	4,8%	3,8%	0,0%
N'Zérékore	51,0%	10,0%	8,4%	3,0%	4,0%	6,5%	0,3%	1,3%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	58,0%	10,9%	6,9%	4,0%	3,9%	4,6%	0,9%	0,4%
Urbain	15,3%	12,0%	18,3%	4,6%	5,3%	8,2%	0,6%	0,5%
<b>Sexes</b>								
Féminin	37,1%	10,1%	9,0%	4,2%	4,3%	4,6%	1,9%	0,5%
Masculin	42,6%	11,6%	11,8%	4,2%	4,4%	6,3%	0,5%	0,4%

*Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020*

L'analyse désagrégée de la situation des sources de revenu des ménages montre que plus de 37,1% des ménages dirigés par les femmes considèrent les activités agricole, d'élevage et de pêche comme principales sources de revenu contre 42,6% pour les ménages dirigés par les hommes. En milieu rural, 58% des ménages tirent leurs revenus des mêmes activités contre 15,3% en milieu urbain.

Dans les régions, plus de deux quarts des ménages affirment avoir comme principale source de revenu comme le revenu tiré des activités agricole, de l'élevage et de la pêche dans les régions administratives de Faranah (56,2%), Kankan (56,2%) et Nzérékoré (51,0%).

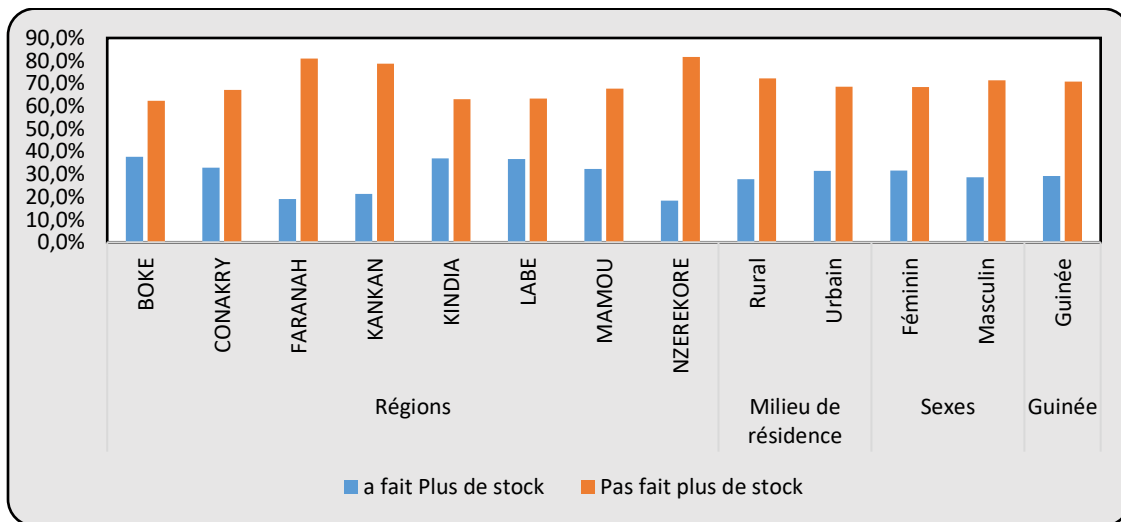
## 2.3 INSECURITE ALIMENTAIRE ET AIDES SOCIALES

### 2.3.1 Sécurité alimentaire des ménages

#### 2.3.1.1 Stockage des aliments par les ménages

Parmi les mesures de protection face à la covid-19, le stockage d'aliments dans le ménage est l'un des points non négligeables. C'est ainsi, pour faire face aux imprévus de la covid-19 et prévenir d'éventuelles pénuries, 29% des ménages ont déclaré faire des stocks d'aliments depuis l'annonce de la maladie dans le pays. Cette mesure a été prise en considération dans les régions de Boké (38%) et 37% respectivement pour Kindia et Labé. Cependant, elle a été moins appliquée par les ménages dans les régions de Nzérékoré, Faranah et Kankan. De même, moins d'un tiers des ménages l'ont adopté en milieu rural (28%) contre 31% en milieu urbain.

**Graphique 96: Répartition (%) des ménages selon la constitution de stocks d'aliment par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**



Sources : enquête COVID-19/DNEEP-2020

#### 2.3.1.2 Inaccessibilité des ménages aux nourritures

Dans l'ensemble, 73,3% des ménages disent craindre de ne pas avoir assez de nourriture à manger par manque d'argent ou d'autres ressources en cette période de pandémie. Cette crainte est assez élevée dans toutes les régions administratives et est comprise entre 68,47% (Faranah) et 79,39% (Kindia). Elle est également plus accentuée en milieu rural (74,22%) qu'en milieu urbain (71,74%). La proportion des ménages dirigés par les femmes et ceux dirigés par les hommes concernés par cette situation est de 73,90% et 73,11% respectivement.

**Tableau 16 : Répartition (%) des ménages selon l'inaccessibilité aux nourritures par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

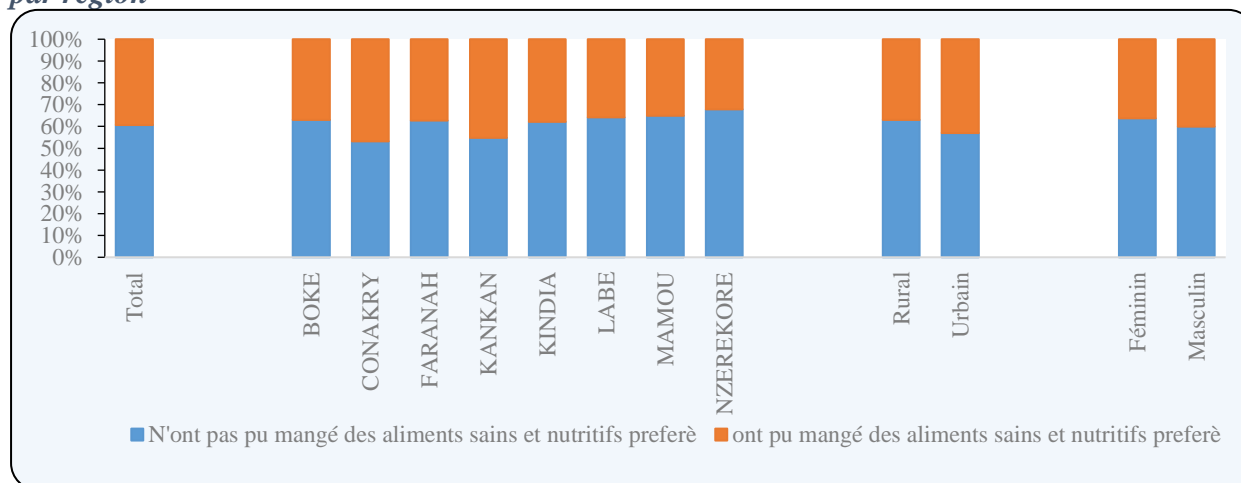
	Proportion de réponse en %	
	Ont craint de ne pas avoir assez de nourriture	Ne craint pas de ne pas avoir assez de nourriture
<b>Guinée</b>	73,26	26,74
<b>Régions administratives</b>		
BOKE	72,78	27,22
CONAKRY	71,05	28,95
FARANAH	68,47	31,53
KANKAN	72,51	27,49
KINDIA	79,39	20,61
LABE	72,09	27,91
MAMOU	70,49	29,51
N'ZEREKORE	76,05	23,95
<b>Milieu de résidence</b>		
Rural	74,22	25,78
Urbain	71,74	28,26
<b>Sexe du chef de ménage</b>		
Féminin	73,9	26,1
Masculin	73,11	26,89

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.3.1.3 Manque d'alimentation saine et nutritive

Sur le total des ménages enquêtés, 61% n'ont pas pu manger des aliments sains et nutritifs/préférés en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. Dans toutes les régions, la proportion de ces ménages qui ont donné cette réponse est supérieure à celle qui en disent le contraire et elle est plus élevée à N'Zérékoré (68%), Mamou (65%) et à Labé (64%). En outre, les ménages en milieu rural (63%) ont été les plus touchés par ce manque d'alimentation saine et nutritive que ceux du milieu urbain (57%). Par ailleurs, selon répartition par sexe, 64% des ménages dirigés par les femmes ont été affectés par le manque d'alimentation saine et nutritive contre 60% de ceux dirigés par les hommes.

**Graphique 17 : Répartition (%) des ménages selon le manque d'alimentation sains et nutritifs par région**

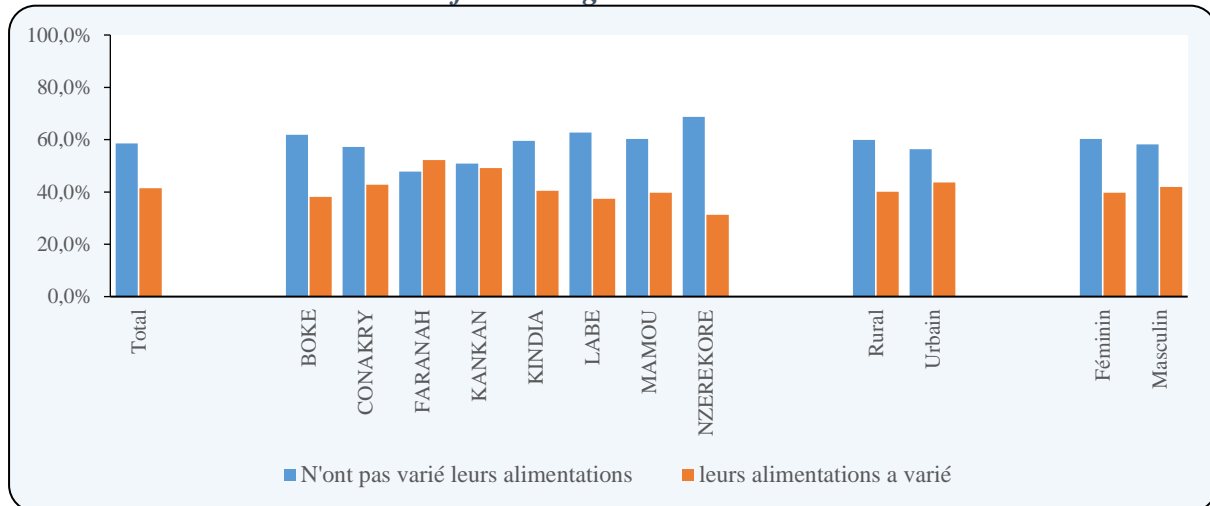


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.3.1.4 Changement d'alimentation

Depuis l'avènement de cette pandémie, 58,5% des ménages n'ont pas connu de changement dans leur alimentation. Cette proportion est plus élevée à N'Zérékoré (68,8%), Mamou (60,3%) et Labé (62,7%) et moins élevée dans la région de Faranah (47,7%).

**Graphique 18 : Répartition (%) des ménages selon le changement d'alimentation par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

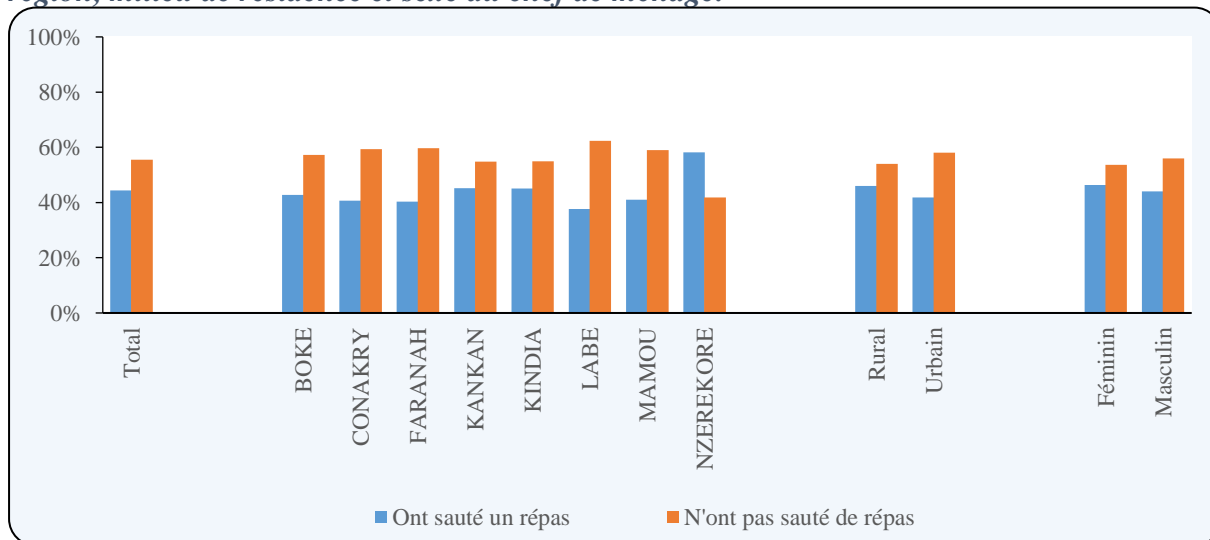


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.3.1.5 Diminution du nombre de repas

A la question "vous, ou tout autre adulte de votre ménage, avez dû sauter un repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent ou d'autres ressources pour acheter de la nourriture", 44,4% ont déclaré avoir sauté un repas. Cette proportion est plus élevée à N'Zérékoré (58,2%) que dans les autres régions. En outre, 46% et 41,9% des ménages enquêtés respectivement en milieu rural et en milieu urbain ont revu à la baisse le nombre de repas.

**Graphique 19 : Répartition (%) des ménages selon la diminution du nombre de repas par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

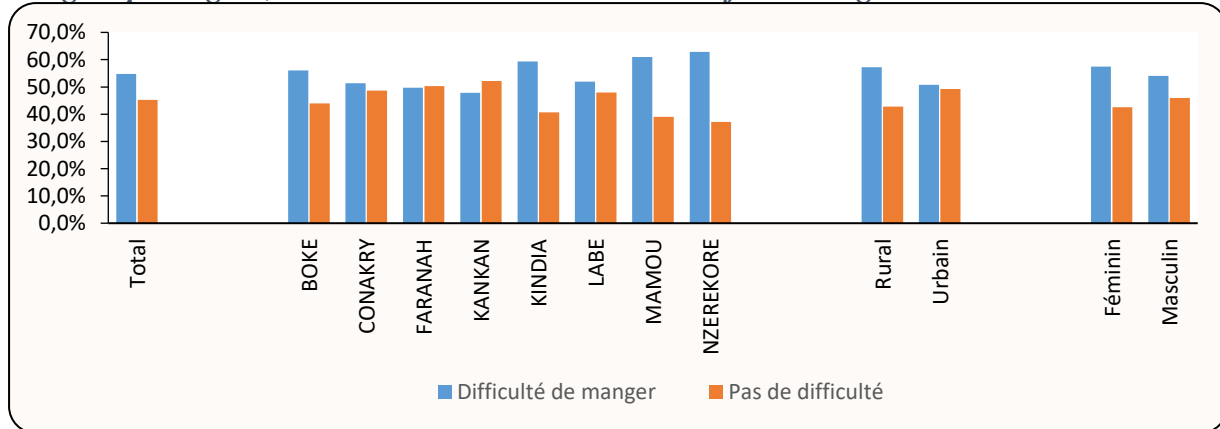


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.3.1.6 Difficulté de manger par manque d'argent

A la question "vous ou tout autre adulte avez mangé moins qu'il n'aurait fallu en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources", 55% des ménages enquêtés ont répondu avoir mangé moins qu'il n'aurait fallu. Ce phénomène est plus observé dans les régions de N'Zérékoré (62,8%), Mamou (61%) et Kindia (59,4%). En outre, la même répartition est observée en milieu rural (57,2%) et urbain (50,8%) mais aussi qu'on soit dans un ménage dirigé par un homme (54,1%) ou dirigé par une femme (57,4%).

**Graphique 100 : Répartition (%) des ménages selon les difficultés de manger par manque d'argent par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

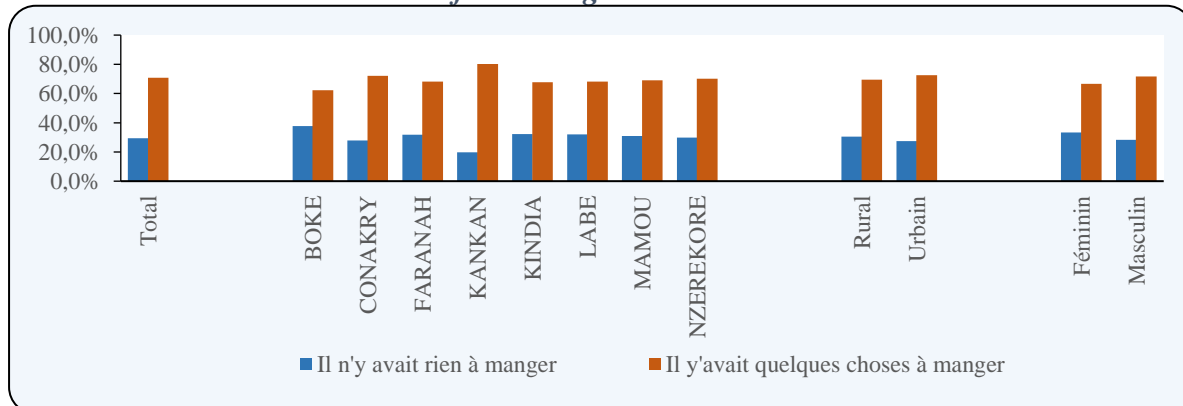


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.3.1.7 Manque de nourriture des ménages

Sur le total des ménages enquêtés, en raison d'un manque d'argent ou de ressources, 29,3% d'entre eux ont déclaré avoir connu un manque de nourriture en cette période de pandémie. Les ménages de la région de Boké (37,7%) ont été les plus affectés par ce phénomène par rapport aux autres régions. De même, 30,5% des ménages en milieu rural et 27,4% en milieu urbain ont eu un manque de nourriture. Ce fait est aussi constaté sur 33,4% des ménages dirigés par les femmes et 28,3% de ceux dirigés par les hommes.

**Graphique 111 : Répartition (%) des ménages selon le manque de nourriture par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

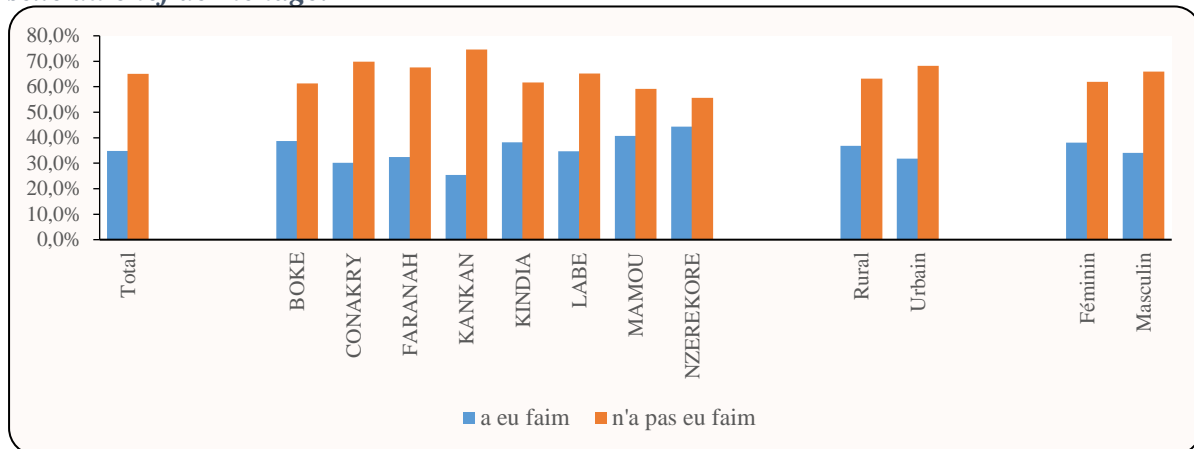


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.3.1.8 La faim dans les ménages

A la question "vous ou tout autre adulte de votre ménage aviez eu faim, mais n'avez pas pu manger parce qu'il n'y a pas assez d'argent ou d'autres ressources", 35% des ménages ont reconnu avoir été dans cette situation pendant la pandémie. Les régions de N'Zérékoré (44,3%) et Mamou (40,8%) sont celles où la plus grande proportion des ménages a été touchée par la faim.

**Graphique 122 : Répartition (%) des ménages selon la faim par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 2.3.2 Aides sociales en faveur des ménages

#### 2.3.2.1 Accès des ménages aux aides de l'Etat et des institutions

Depuis l'apparition de la pandémie, 87,7% des ménages interrogés ont déclaré n'avoir reçu aucune aide. En revanche, sur un total de 281 238 ménages déclarant avoir reçu de l'aide, 141 762 ménages ont reçu de l'aide du Gouvernement : 8% des bénéficiaires ont reçu de l'argent, 19% de la nourriture, et 53% de l'aide en nature. Parallèlement, 86 887 ménages ont déclaré avoir reçu de l'aide des ONG : 6% des bénéficiaires l'ont reçu en argent, 29% en nourriture et 51% en nature. En outre, 20 578 ménages ont affirmé avoir reçu de l'aide des organismes internationaux : 8% des bénéficiaires l'ont reçu en argent, 47% en nourriture et 42% en nature. S'agissant des ménages ayant reçu de l'aide des religieux, 25 151 ménages ont été concernés : 10% des bénéficiaires ont reçu de l'argent, 44% des ménages ont bénéficié de l'aide en nourriture et 41% en nature.

**Tableau 14: Répartition des ménages bénéficiaires selon l'institution et la nature de l'aide**

	ARGENT	NOURRITURE	AIDE EN NATURE	AUTRES	TOTAL
<b>Gouvernement</b>	8%	19%	53%	20%	100%
<b>ONG</b>	6%	29%	51%	14%	100%
<b>Organisme international</b>	8%	47%	42%	3%	100%
<b>Organisme religieux</b>	10%	44%	41%	5%	100%
<b>Autres</b>	20%	25%	23%	33%	100%
<b>Total</b>	<b>10%</b>	<b>28%</b>	<b>46%</b>	<b>17%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020



## 2.4 IMPACT DE CORONAVIRUS SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES

La propagation rapide de la pandémie pourrait être préjudiciable aux acquis obtenus en matière d'amélioration des conditions de vie des ménages notamment, sur l'accès des populations aux services sociaux essentiels (eau potable, assainissement, soins de santé, éducation, etc.) et avoir un impact tangible sur le revenu des ménages. Cet impact pourrait entamer le cycle observé d'amélioration des indicateurs sociaux de base et les avancées en direction de l'atteinte des ODD.

Pour cerner l'impact de la covid-19 sur les ménages, l'enquête s'est penchée à apporter des réponses sur deux volets, à savoir l'impact sur l'accès aux services sociaux de base et sur le revenu des ménages.

### 2.4.1 Accès aux services sociaux de base

Dans cette étude, l'accès aux services de base est cerné sur plusieurs angles notamment, les volets : (i) accès à l'eau potable (ii) accès aux installations d'assainissement (iii) travaux domestiques et entretiens des personnes malades, (iv) violences physiques ou verbales au sein des ménages (v) accessibilité aux services de santé (vi) vaccination des enfants (vii) enregistrements des enfants à l'état civil et (viii) éducation des enfants.

#### 2.4.1.1 Accessibilité des ménages à l'eau potable

A la question "est-ce que la propagation de la covid-19 a causé des difficultés d'accès à l'eau potable", 21% des ménages affirment que la maladie à Coronavirus leur a causé des difficultés. Au niveau régional, Kindia affiche la proportion la plus élevée (31%), suivie de Mamou (27%) et de Conakry (21%).

*Tableau 15: (%) des ménages selon l'accessibilité des ménages à l'eau potable à cause de la covid19 par région du chef de ménage.*

	OUI	NON	TOTAL
Boké	17%	83%	100%
Conakry	21%	79%	100%
Faranah	17%	83%	100%
Kankan	17%	83%	100%
Kindia	31%	69%	100%
Labé	19%	81%	100%
Mamou	27%	73%	100%
N'Zérékoré	18%	82%	100%
<b>NATIONAL</b>	<b>21%</b>	<b>79%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.4.1.2 Accès aux installations d'assainissement

Selon les statistiques fournies par l'enquête, 11% soit 243 467 ménages ont subi les conséquences de la pandémie en limitant leurs accès aux installations d'assainissement externes pendant la nuit. Cela pourrait s'expliquer par l'application des mesures d'urgence sanitaire imposées aux ménages. En effet, pour limiter la propagation de la pandémie, le Gouvernement a décrété un Etat d'urgence sanitaire et un couvre-feu allant de 21h à 5h du matin.

**Tableau 16: Répartition (%) des ménages selon l'accès aux installations d'assainissement à cause de la covid19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Est-ce que la propagation du Coronavirus en Guinée cause à votre ménage ?		
	OUI	NON	TOTAL
<b>Guinée</b>	<b>11,0%</b>	<b>89,0%</b>	<b>100%</b>
<b>Régions administratives</b>			
Boké	13,0%	87,0%	100%
Conakry	9,0%	91,0%	100%
Faranah	8,0%	92,0%	100%
Kankan	8,0%	92,0%	100%
Kindia	12,0%	88,0%	100%
Labé	8,0%	92,0%	100%
Mamou	16,0%	84,0%	100%
N'Zérékoré	14,0%	86,0%	100%
<b>Milieu de résidence</b>			
Rural	12,0%	88,0%	100%
Urbain	9,0%	91,0%	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>			
Féminin	13,0%	87,0%	100%
Masculin	10,0%	90,0%	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Selon le milieu de résidence, les ménages résidents en milieu rural avec une proportion de 12% sont les plus affectés contre 10% en milieu urbain. S'agissant de la Région, les statistiques montrent que Mamou est la plus affectée pour l'accès aux installations sanitaires avec 16% des ménages. Les régions de N'Zérékoré (14%), Boké (13%) et Kindia (12%) sont les plus affectées.

#### 2.4.1.3 Accessibilité des enfants aux services de santé

L'amélioration de l'accès aux services de santé est une préoccupation du Gouvernement guinéen. Pour preuve, elle figure dans le PNDES-2016-2020 comme l'un des objectifs stratégiques. Pendant cette période d'urgence sanitaire, la prise en compte des problèmes liés à l'accès des ménages aux services de santé interpelle tous les acteurs.

A la question de savoir si la propagation de la maladie à coronavirus affecte négativement l'accès des enfants aux services de santé, 30% des ménages affirment que oui, alors que 6% des ménages n'ont pas d'enfant.

En milieu rural, 35% des ménages ont été affectés contre 37% en milieu urbain. S'agissant du sexe, les ménages dirigés par une femme sont affectés à hauteur de 27% contre ceux dirigés par les hommes (31%).

**Tableau 17: Répartition (%) des ménages selon l'accessibilité des enfants aux services de santé par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage**

	Est-ce que la propagation du Coronavirus en Guinée affecte négativement l'accès des enfants aux services de santé ?							
	OUI		NON		Pas d'enfant		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>684201</b>	<b>30%</b>	<b>1463556</b>	<b>64%</b>	<b>132090</b>	<b>6%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>								
Boké	54815	23%	162856	69%	18379	8%	236050	100%
Conakry	110316	29%	235288	63%	30436	8%	376040	100%
Faranah	50985	29%	111755	63%	14011	8%	176751	100%
Kankan	133004	32%	274632	66%	9159	2%	416795	100%
Kindia	113553	34%	207916	62%	14707	4%	336176	100%
Labé	55815	24%	163231	71%	11963	5%	231009	100%
Mamou	36974	19%	138412	71%	20425	10%	195810	100%
N'Zérékoré	128739	41%	169466	54%	13010	4%	311214	100%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	414204	30%	911450	65%	73865	5%	1399519	100%
Urbain	269997	31%	552106	63%	58225	7%	880328	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>								
Féminin	119785	27%	283109	65%	34495	8%	437388	100%
Masculin	564416	31%	1180447	64%	97596	5%	1842459	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.4.1.4 Vaccination des enfants

Au-delà de la pandémie de la covid-19, il existe de nombreuses maladies essentielles qui affectent la santé des ménages comme le paludisme, le choléra, le tétanos et la méningite dont la lutte nécessite des campagnes de vaccination. Ces campagnes si elles ne sont pas bien réalisées ou suivies, causeraient plus de mortalité infantile et/ou juvénile au sein des ménages.

Ainsi, 34% des ménages pensent que la propagation de la pandémie affecte négativement les programmes de vaccination des enfants, contre 6% des ménages qui n'ont pas d'enfant. Bien que la majorité des ménages supposent que cette pandémie n'a pas d'effet sur le calendrier de vaccination, il est important de prendre des mesures pour l'endiguer, afin que la crainte liée à la maladie à coronavirus ne soit un argument ou un motif pour certains ménages de refus de la vaccination des enfants.

**Tableau 18: Répartition (%) des ménages selon la vaccination des enfants par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Est-ce que la propagation du Coronavirus en Guinée a affecté négativement ?							
	OUI		NON		Pas d'enfants dans mon ménage		TOTAL	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>765304</b>	<b>34%</b>	<b>1373600</b>	<b>60%</b>	<b>140944</b>	<b>6%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>								
Boké	76993	33%	140391	59%	18666	8%	236050	100%
Conakry	145743	39%	196881	52%	33417	9%	376040	100%
Faranah	53120	30%	109535	62%	14096	8%	176751	100%
Kankan	145487	35%	261303	63%	10005	2%	416795	100%
Kindia	121570	36%	198580	59%	16026	5%	336176	100%
Labé	58184	25%	159698	69%	13127	6%	231009	100%
Mamou	44730	23%	128871	66%	22209	11%	195810	100%
N'Zérékoré	119476	38%	178339	57%	13399	4%	311214	100%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	455860	33%	866938	62%	76722	5%	1399519	100%
Urbain	309444	35%	506662	58%	64222	7%	880328	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>								
Féminin	118103	27%	282340	65%	36945	8%	437388	100%
Masculin	647201	35%	1091259	59%	103999	6%	1842459	100%

*Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020*

Dans les ménages, la crainte de propagation de la covid-19 pendant les campagnes de vaccination se manifeste beaucoup plus à Conakry (39%) suivie de N'Zérékoré (38%), Kindia (36%) et Kankan (35%). En revanche, l'effet de la maladie sur la vaccination des enfants reste relativement faible à Mamou (23%) que dans les autres régions.

#### 2.4.1.5 Enregistrement des enfants à l'état civil

Avant même l'apparition de la pandémie à coronavirus, le taux d'enregistrement des naissances des enfants à l'état civil est resté faible en dépit des multiples campagnes de sensibilisation engagées par le Gouvernement avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers.

Au niveau national, 14% des ménages estiment que la propagation de la maladie affecte l'enregistrement des enfants contre 8% qui n'ont pas d'enfant.

**Tableau 19: Répartition (%) des ménages selon l'enregistrement des enfants à l'état civil par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Est-ce que la propagation du Coronavirus en Guinée affecte négativement v							
	OUI		NON		Pas d'enfant		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>314360</b>	<b>14%</b>	<b>1769720</b>	<b>78%</b>	<b>195768</b>	<b>9%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions administratives</b>								
Boké	30907	13%	173836	74%	31308	13%	236050	100%
Conakry	54424	14%	284390	76%	37227	10%	376040	100%
Faranah	16579	9%	142907	81%	17264	10%	176751	100%
Kankan	20293	5%	369657	89%	26846	6%	416795	100%
Kindia	68716	20%	249771	74%	17688	5%	336176	100%
Labé	33277	14%	180974	78%	16758	7%	231009	100%
Mamou	27043	14%	137727	70%	31041	16%	195810	100%
N'Zérékoré	63121	20%	230458	74%	17636	6%	92311214	100%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	197020	14%	1085747	78%	116752	8%	1399519	100%
Urbain	117340	13%	683973	78%	79016	9%	880328	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>								
Féminin	69683	16%	323101	74%	44605	10%	437388	100%
Masculin	244677	13%	1446619	79%	151163	8%	1842459	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.4.1.6 Education des enfants

L'encadrement des enfants à domicile constitue une tâche difficile pendant cette période de confinement. A cause de l'arrêt inopiné des cours, certains parents prennent des mesures pour la continuation de la scolarisation des enfants.

Ainsi, les statistiques résumées dans le tableau ci-dessous illustrent que la plupart des parents ont pris des mesures pour continuer la scolarisation des enfants à domicile. Toutefois, ces mesures diffèrent aussi bien au niveau national que dans les régions.

Au niveau national, 70% des ménages n'ont pas pris de mesures pour la continuation des cours et 18% de ménages ont recruté des enseignants pour les cours à domicile.

**Tableau 20: Répartition (%) des ménages selon les mesures prises pour la scolarisation des enfants par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Avez-vous pris des mesures pour continuer la scolarisation des enfants à domicile ?					
	Cours à distance en partenariat avec l'école	Cours à domicile assuré par les parents seuls	Cours à domicile dispensé par un contractuel	Pas de mesures	Autres	Pas d'enfants qui allaient à l'école avant la crise du Coronavirus
<b>TOTAL</b>	<b>1%</b>	<b>18%</b>	<b>6%</b>	<b>70%</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>
<b>Régions Administratives</b>						
Boké	0%	17%	5%	75%	2%	2%
Conakry	2%	24%	13%	57%	2%	4%
Faranah	1%	12%	5%	77%	3%	2%
Kankan	2%	16%	7%	68%	4%	3%
Kindia	0%	16%	6%	74%	1%	3%
Labé	2%	18%	4%	71%	1%	5%
Mamou	1%	16%	2%	77%	1%	3%
N'Zérékoré	3%	19%	5%	68%	1%	3%
<b>Milieu de résidence</b>						
Rural	1%	15%	4%	76%	2%	3%
Urbain	2%	22%	10%	60%	2%	3%
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Féminin	1%	16%	5%	72%	1%	4%
Masculin	1%	18%	7%	69%	2%	3%

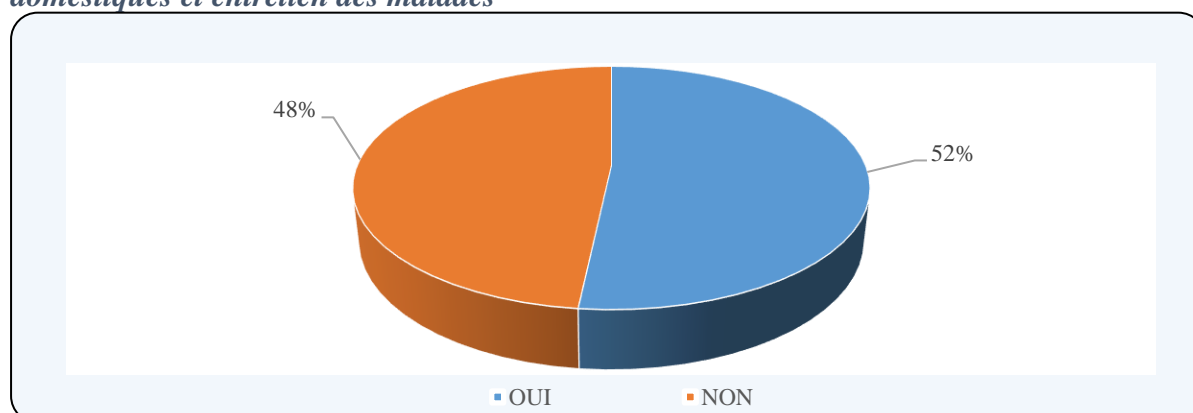
Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 2.4.2 Travaux domestiques et entretiens des personnes malades

Parmi toutes les activités des ménages, les travaux domestiques et l'entretien des personnes occupent une place importante, en ce sens qu'elles concernent aussi bien l'encadrement des enfants que l'entretien des personnes âgées et/ou malades.

Ainsi, selon les statistiques résumées dans le tableau ci-dessous, la maladie à Coronavirus a affecté la majorité des ménages (52%) dans l'exécution des travaux ménagers et l'entretien des personnes malades. Cela pourrait se justifier par les conséquences des mesures d'urgence. En effet, depuis mars 2020, les écoles sont fermées sur toute l'étendue du territoire national et les regroupements de plus de 20 personnes sont interdits. Ces mesures engendrent plus de charges et de temps pour l'encadrement des enfants dans les ménages.

**Graphique 133: Répartition des ménages selon l'impact de la maladie sur les travaux domestiques et entretien des malades**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Selon la région, on note que Kindia (58%), Mamou (57%), Boké (53%) et Conakry (52%) sont les plus affectées en matière de travaux domestiques et d'entretien de personnes malades. En plus, les ménages dirigés par les femmes sont plus touchés (55%) que ceux dirigés par les hommes (51%).

#### 2.4.3 Violences physiques ou verbales au sein des ménages

Les violences basées sur le genre ont souvent été enregistrées dans les ménages pendant les périodes de restriction de mobilité. Les réponses des enquêtés résumées dans le tableau ci-dessous, montrent que 20% des ménages estiment que la maladie a causé une augmentation de la violence physique ou verbale au sein de leurs foyers. Ce qui pourrait être expliqué par les désagréments causés par la longue période de présence des enfants à la maison selon 67% des ménages et par la perte de revenu subie par leurs parents selon 63% des ménages.

**Tableau 21: Répartition (%) des ménages selon les violences physiques ou verbales au sein des ménages par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Est-ce que la propagation du Coronavirus en Guinée a causé une augmentation					
	OUI		NON		TOTAL	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>458 698</b>	<b>20%</b>	<b>1 821 149</b>	<b>80%</b>	<b>2 279 847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions administratives</b>						
Boké	37 334	16%	19 8717	84%	236 050	100%
Conakry	73 084	19%	302 956	81%	376 040	100%
Faranah	49 806	28%	126 944	72%	176 751	100%
Kankan	90 335	22%	326 460	78%	416 795	100%
Kindia	66 944	20%	269 232	80%	336 176	100%
Labé	28 879	13%	202 131	87%	231 009	100%
Mamou	47 012	24%	148 798	76%	195 810	100%
N'Zérékoré	65 303	21%	245 911	79%	311 214	100%
<b>Milieu de résidence</b>						
Rural	287 352	21%	1 112 167	79%	1 399 519	100%
Urbain	171 346	19%	708 982	81%	880 328	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Féminin	101 612	23%	335 776	77%	437 388	100%
Masculin	357 086	19%	1 485 373	81%	1 842 459	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

## 2.5 IMPACT DE CORONAVIRUS SUR LE REVENU DES MENAGES

La baisse de l'activité économique induite par la covid-19 s'est traduite par des pertes d'emploi, notamment dans l'agriculture, le commerce, le tourisme et les services en particulier. Les mesures de confinement et la restriction de la mobilité interurbaine ont aggravé les conséquences économiques et contraint le transport des biens et des services avec pour corollaire des ruptures dans la fourniture des approvisionnements en biens et services et une flambée des prix des produits de première nécessité. De plus, les revenus des ménages ont été affectés notamment par la diminution des transferts de fonds internationaux.

A date, on constate que le taux de l'inflation a connu une augmentation en mars 2020 passant de 9,3% en février pour se situer à 9,7% en glissement annuel soit un écart de 0.4 point de pourcentage. Ce taux est de 11,6% en avril 2020 en glissement annuel.

### 2.5.1 Revenu des ménages

Les mesures d'atténuation de l'impact de la pandémie sur les ménages passent par l'accompagnement de ces derniers en matière de revenu. Les résultats de l'enquête montrent une baisse de 10 à 30% pour 29% des ménages ; de plus de 30% à 50% pour 31% ; et de plus de 50% pour 30%. Par rapport au temps de résilience de la trésorerie, 88% des ménages pensent pouvoir tenir d'un à deux mois, 11% des ménages de 2 à 4 mois et seulement 2% des ménages jusqu'à 6 mois. A Conakry, les revenus ont baissé de 10 à 30% pour 34% des ménages, de 30 à 50% pour 32% des ménages et de plus de 50% pour 23% des ménages.

*Tableau 22: Répartition (%) des ménages selon le revenu par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.*

	Si vous constatez une baisse de revenu, à combien l'estimez-vous ?				
	Moins de 10%	Entre 10 et 30%	Entre 30 et 50%	Plus de 50%	
<b>Total</b>	<b>10%</b>	<b>29%</b>	<b>31%</b>	<b>30%</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>					
Boké	8%	27%	28%	37%	100%
Conakry	12%	32%	34%	23%	100%
Faranah	9%	28%	23%	40%	100%
Kankan	9%	28%	34%	30%	100%
Kindia	10%	40%	26%	24%	100%
Labé	3%	26%	33%	38%	100%
Mamou	12%	21%	31%	36%	100%
N'Zérékoré	16%	26%	33%	25%	100%
<b>Milieu de résidence</b>					
Rural	10%	29%	31%	31%	100%
Urbain	11%	30%	31%	29%	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>					
Féminin	11%	1%	30%	28%	100%
Masculin	10%	28%	31%	30%	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020



## 2.5.2 Temps de résilience des ménages

Face à l'effet de la pandémie, nombreux sont les ménages qui cherchent à se faire des stocks de nourriture ou faire de l'épargne pour résister. La durée de résilience des ménages dépend de plusieurs facteurs notamment la durée de la pandémie, les mesures prises par les ménages pour faire face à la maladie et surtout de l'épargne antérieure des ménages.

A la question "pensez-vous pouvoir tenir cette situation au bout de combien de temps", 88% des ménages pensent pouvoir tenir d'un à deux mois, 11% des ménages de 2 à 4 mois et seulement 2% des ménages jusqu'à 6 mois. Cette situation corrobore avec les baisses de revenu des entreprises familiales et des activités déclarées par les ménages.

A Conakry, épicerie de la pandémie, la durée de résilience de 5 à 6 mois ne sera atteinte que par 1% des ménages. Alors qu'en régions, les proportions sont de 3% pour Faranah et Kankan et 2% pour Boké.

**Tableau 25 : Répartition (%) des ménages selon le temps résilience par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Pensez-vous pouvoir tenir cette situation au bout de combien de temps ?							
	1 à 2 mois		3 à 4 mois		4 à 6 mois		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>1091827</b>	<b>88%</b>	<b>133136</b>	<b>11%</b>	<b>18855</b>	<b>2%</b>	<b>1243818</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>								
Boké	109346	79%	25284	18%	3102	2%	137732	100%
Conakry	196103	88%	23645	11%	1914	1%	221662	100%
Faranah	62601	84%	9300	13%	2425	3%	74326	100%
Kankan	179241	93%	7988	4%	5113	3%	192342	100%
Kindia	170974	92%	13962	7%	1707	1%	186643	100%
Labé	110339	86%	15986	13%	1268	1%	127593	100%
Mamou	99232	79%	25762	20%	839	1%	125833	100%
N'Zérékoré	163991	92%	11210	6%	2487	1%	177687	100%
<b>Milieu de résidence</b>								
Rural	643624	87%	82588	11%	9656	1%	735869	100%
Urbain	448203	88%	50548	10%	9199	2%	507950	100%
<b>Sexe du Chef de ménage</b>								
Féminin	218035	87%	28872	12%	2738	1%	249645	100%
Masculin	873792	88%	104264	10%	16117	2%	994173	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

## 2.6 MOUVEMENTS DE LA POPULATION ET DESTINATION

L'une des difficultés rencontrées pendant cette période de pandémie est le déplacement des personnes et leurs biens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. En Guinée, la majorité des chefs de ménages interrogés (71%) ont affirmé que la pandémie a eu un impact négatif sur leurs mouvements.

**Tableau 26 : Impact de la pandémie sur les mouvements de population**

	Cette pandémie a-t-elle eu des impacts sur vos déplacements ou un membre de votre famille du ménage résident ?					
	OUI		NON		TOTAL	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Total</b>	<b>1629612</b>	<b>71%</b>	<b>650235</b>	<b>29%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>						
BOKE	168089	71%	67961	29%	236050	100%
CONAKRY	277937	74%	98103	26%	376040	100%
FARANAH	101651	58%	75100	42%	176751	100%
KANKAN	292332	70%	124463	30%	416795	100%
KINDIA	241020	72%	95156	28%	336176	100%
LABE	177109	77%	53900	23%	231009	100%
MAMOU	152850	78%	42960	22%	195810	100%
N'ZEREK ORE	218623	70%	92591	30%	311214	100%
<b>Milieu de résidence</b>						
Rural	989312	71%	410207	29%	1399519	100%
Urbain	640300	73%	240028	27%	880328	100%
<b>Sexe du Chef de Ménage</b>						
Féminin	<b>316185</b>	<b>72%</b>	<b>121203</b>	<b>28%</b>	<b>437388</b>	<b>100%</b>
Masculin	<b>1313427</b>	<b>71%</b>	<b>529032</b>	<b>29%</b>	<b>1842459</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

## 2.7 TRANSFERTS INTERNATIONAUX

Les transferts de fonds internationaux constituent une source de revenu importante des ménages en Guinée. En effet, l'économie guinéenne est fortement tributaire des transferts de fonds en provenance de la diaspora. Il convient de souligner qu'en 2017, selon la Banque Mondiale, 93 millions de dollars ont été transférés par la diaspora, soit 1,53% du PIB. Etant donné le caractère global de la crise, une forte baisse de ces transferts de fonds pourrait engendrer une vulnérabilité accrue pour bon nombre de ménages soutenus par cette voie.

Ainsi, à la question "Effectuez-vous, avant Covid-19, des transferts d'argent vers l'extérieur", 88% des ménages ont affirmé non contre 12%.

*Tableau 237 : Répartition (%) des ménages selon les transferts internationaux par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.*

	Effectuez-vous, avant COVID-19, des transferts d'argent vers l'extérieur					
	OUI		NON		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>National</b>	<b>279036</b>	<b>12%</b>	<b>200811</b>	<b>88%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>						
Boké	27659	12%	208391	88%	236050	100%
Conakry	54034	14%	322006	86%	376040	100%
Faranah	7647	4%	169104	96%	176751	100%
Kankan	43790	11%	373005	89%	416795	100%
Kindia	34399	10%	301777	90%	336176	100%
Labé	48605	21%	182404	79%	231009	100%
Mamou	33984	17%	161826	83%	195810	100%
N'Zérékoré	28918	9%	282296	91%	311214	100%
<b>Milieu de Résidence</b>						
Rural	158578	11%	1240941	89%	1399519	100%
Urbain	120458	14%	759870	86%	880328	100%
<b>Sexe du Chef de ménage</b>						
Féminin	62416	14%	374972	86%	437388	100%
Masculin	216620	12%	1625839	88%	1842459	100%

*Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020*

Les transferts de fonds à l'extérieur peuvent être liés, entre autres, à la formation des enfants à l'étranger et les frais de traitement des parents malades et évacués à l'étranger.

Au niveau régional, les régions de Labé (21%), Mamou (17%) et Conakry (14%) se distinguent le plus dans les transferts de fonds vers l'extérieur. Cependant, à Faranah (4%) et N'Zérékoré (9%), peu de ménages font des transferts vers l'extérieur.

**Tableau 248 : Répartition (%) des ménages selon la provenance des transferts par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage.**

	Bénéficiez-vous, avant COVID-19, des transferts d'argent en provenance de l'étranger ?					
	OUI		NON		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>517694</b>	<b>23%</b>	<b>1762153</b>	<b>77%</b>	<b>2279847</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>						
Boké	68298	29%	167753	71%	236050	100%
Conakry	105961	28%	270079	72%	376040	100%
Faranah	18519	10%	158232	90%	176751	100%
Kankan	65587	16%	351208	84%	416795	100%
Kindia	56661	17%	279515	83%	336176	100%
Labé	95823	41%	135186	59%	231009	100%
Mamou	64026	33%	131784	67%	195810	100%
N'Zérékoré	42819	14%	268395	86%	311214	100%
<b>Milieu de Résidence</b>						
Rural	307221	22%	1092298	78%	1399519	100%
Urbain	210472	24%	669855	76%	880328	100%
<b>Sexe du Chef de ménage</b>						
Féminin	125092	29%	312296	71%	437388	100%
Masculin	392601	21%	1449858	79%	1842459	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Au niveau national, 23% des ménages bénéficient des transferts d'argent en provenance de l'extérieur. Labé (41%), Mamou (33%), Boké (29%) et Conakry (28%) sont les principales régions bénéficiaires de ce type d'opération.

### 2.7.1 Difficultés liées aux transferts

En raison de la pandémie, les transferts de fonds internationaux des ménages connaissent des difficultés.

**Tableau 259 : Répartition (%) des ménages selon les difficultés rencontrées liés aux transferts**

	Si oui, rencontrez-vous des difficultés depuis l'apparition de la covid-19 ?					
	OUI		NON		TOTAL	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Guinée</b>	<b>249656</b>	<b>89%</b>	<b>29381</b>	<b>11%</b>	<b>279036</b>	<b>100%</b>
<b>Régions Administratives</b>						
Boké	24499	89%	3160	11%	27659	100%
Conakry	47298	88%	6736	12%	54034	100%
Faranah	6493	85%	1154	15%	7647	100%
Kankan	42353	97%	1437	3%	43790	100%
Kindia	30496	89%	3903	11%	34399	100%
Labé	44002	91%	4603	9%	48605	100%
Mamou	32087	94%	1897	6%	33984	100%
N'Zérékoré	22428	78%	6491	22%	28918	100%
<b>Milieu de Résidence</b>						
Rural	143651	91%	14927	9%	158578	100%
Urbain	106005	88%	14453	12%	120458	100%
<b>Sexe du Chef de ménage</b>						
Féminin	55369	89%	7047	11%	62416	100%
Masculin	194287	90%	22333	10%	216620	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

L'analyse du tableau ci-dessus, montre que 89% des ménages ont rencontré des difficultés dans la réception des transferts de fonds en provenance de l'étranger. Toutefois, les ménages résidents dans les régions de Labé (91%), Mamou (94%) et Kankan (97%) sont les plus affectés.

**Tableau 30 : Répartition (%) des ménages selon les difficultés rencontrées depuis l'apparition de la covid19 par région, milieu de résidence et sexe du chef de ménage à destination de l'étranger**

	Si oui, rencontrez-vous des difficultés depuis l'apparition de la covid-19 ?					
	Oui		Non		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Total</b>	<b>462384</b>	<b>89%</b>	<b>55310</b>	<b>11%</b>	<b>517694</b>	<b>100%</b>
<b>Région Administrative</b>						
BOKE	65991	97%	2307	3%	68298	100%
CONAKRY	93467	88%	12494	12%	105961	100%
FARANAH	15606	84%	2913	16%	18519	100%
KANKAN	59718	91%	5869	9%	65587	100%
KINDIA	50734	90%	5926	10%	56661	100%
LABE	84630	88%	11193	12%	95823	100%
MAMOU	51329	80%	12698	20%	64026	100%
N'ZEREKORE	40909	96%	1910	4%	42819	100%
<b>Milieu de résidence</b>						
Rural	273463	89%	33758	11%	307221	100%
Urbain	188920	90%	21552	10%	210472	100%
<b>Sexe du chef de ménage</b>						
Féminin	112920	90%	12172	10%	125092	100%
Masculin	349463	89%	43138	11%	392601	100%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Au niveau national, la majorité des ménages (89%) ont eu des difficultés à transférer des fonds à l'étranger depuis l'apparition de la pandémie à coronavirus. Cette proportion est relativement plus importante à Boké (97%), N'Zérékoré (96%), Kankan (91%) et Kindia (90%). Les régions de Mamou et Faranah semblent être les moins touchées.

**TROISIEME PARTIE : IMPACT de la COVID-19 SUR L'ACTIVITE DES  
ENTREPRISES EN GUINEE**

### 3 IMPACTS DE CORONAVIRUS SUR LES ENTREPRISES INFORMELLES ET FORMELLES EN GUINEE

Les unités de production informelles (UPI) constituent une frange importante (plus de 50%) de l'économie guinéenne. Le dynamisme de ces UPI permet d'augmenter la production nationale mais aussi d'améliorer le revenu des ménages. Ce chapitre va donc se pencher sur l'effet de la covid-19 sur ces entreprises peu suivies dans un contexte de restriction généralisée de l'Economie nationale.

#### 3.1 Activités principales des entreprises informelles

##### 3.1.1 Nature et secteurs d'activités des entreprises informelles

Le secteur d'activité majoritaire des entreprises informelles reste les services (transport, commerce, prestation de service/transfert d'argent) avec un poids avoisinant 40% de l'ensemble des activités économiques.

*Tableau 3126: Répartition (en %) des entreprises informelles par nature et secteur d'activité selon le milieu de résidence*

Domaine d'activité de votre entreprise	RURAL	URBAIN	Total
	%	%	%
Agriculture/élevage	8,2	1,5	4,0
Artisanat/Manufacturière/industries/Menuiserie/ Construction	29,9	18,4	22,7
Commerce/Transport/Hôtellerie/Restauration/Prestation de service/Transfert d'argent	42	38,7	39,9
Métier de maintenance et de réparation	0	0,5	0,3
Autres à préciser	20	40,9	33,2
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

##### 3.1.1.1 Situation actuelle des entreprises informelles

Le tableau ci-dessous présente la situation des unités de production informelles en cette période de pandémie. Les résultats de l'enquête montrent que plus d'un tiers (38,4%) des entreprises ont subi l'effet immédiat de la crise sanitaire. Plus précisément, 10,9% des entreprises déclarent qu'elles ont fermé définitivement et 27,5% ont fermé temporairement à cause de la covid-19.

L'analyse par milieu de résidence révèle un effet plus pesant sur l'activité informelle en zone rurale. En effet, la crise sanitaire a provoqué la fermeture (temporaire ou définitive) de plus de la moitié des entreprises informelles rurales (52,3%) contre 30,3% en milieu urbain. Cette situation résulterait des mesures prises par le gouvernement pour endiguer la propagation de la pandémie en limitant les mouvements entre Conakry (principale zone d'écoulement des produits) et les autres régions.

*Tableau 272 : Situation actuelle des entreprises informelles*

Situation actuelle	RURAL	URBAIN	National
	%	%	%
Fermée définitivement à cause de la covid-19	15,2	8,4	10,9
Fermée temporairement (d'autres raisons que la covid-19)	0,1	17,1	10,8
Fermée temporairement (en raison de contraintes relatives au Covid-19)	37,1	21,9	27,5
Ouverte	36	52,2	46,3
Autre	11,5	0,4	4,5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020



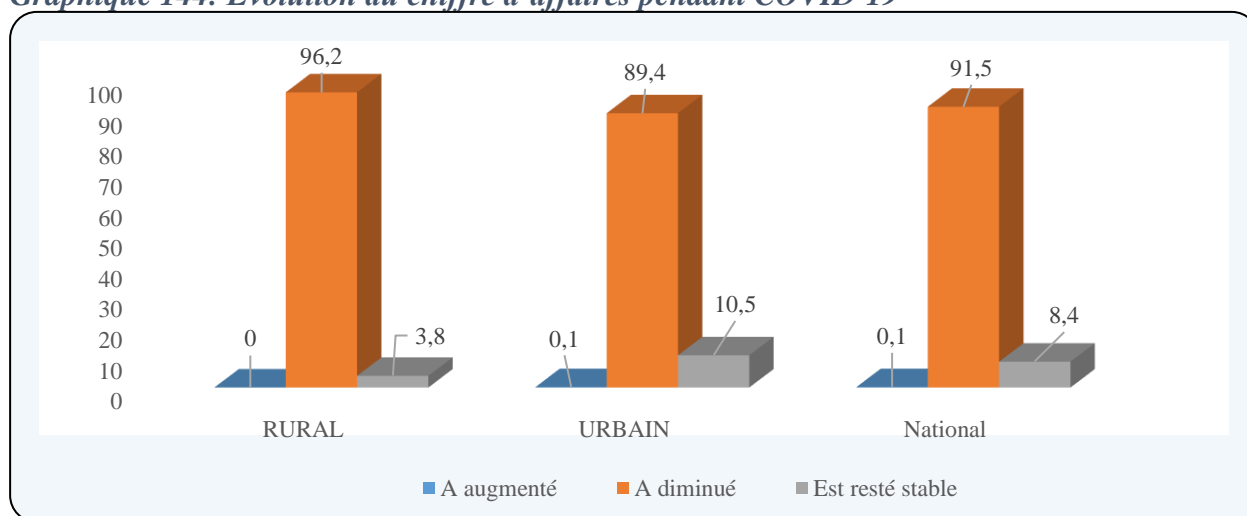
### 3.1.1.2 Principales sources d'approvisionnement

En termes de source d'approvisionnement, comme souligné ci-dessus, le marché local est la principale source d'approvisionnement en produits/intrants pour les entreprises informelles. En effet, l'approvisionnement local est de 71% et les marchés de l'espace CEDEAO et de l'Union Européenne représentent respectivement 0,4% et 0,3%.

### 3.1.1.3 Évolution du chiffre d'affaires depuis l'apparition de la covid-19

Sous l'effet de la crise sanitaire, les unités informelles ont enregistré des baisses dans leurs activités. En effet, d'après les résultats de l'analyse, 91,5% des promoteurs des UPI déclarent avoir constaté une baisse de leur chiffre d'affaires depuis l'apparition de COVID-19. Les entreprises évoluant dans le milieu rural (96,2%) et celles du milieu urbain (89,4%) sont fortement affectées par cette situation.

**Graphique 144: Evolution du chiffre d'affaires pendant COVID-19**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Le tableau ci-dessous permet de comprendre l'ampleur de la baisse du volume des ventes des UPI depuis l'apparition de la covid-19. La baisse des chiffres d'affaires est plus prononcée en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, 26% des entreprises évoluant dans l'informalité en milieu urbain ont enregistré au moins 76% de baisse de leur chiffre d'affaires contre 9,1% en milieu rural.

**Tableau 283 : Ampleur de la baisse de chiffre d'affaires des entreprises informelles**

Ampleur de la baisse du chiffre d'affaires des UPI	RURAL (%)	URBAIN (%)	National (%)
0-25%	33,8	49,5	44,3
26-50%	13,4	11,8	12,4
51-75%	43,6	12,6	23
76-100%	9,1	26	20,4
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

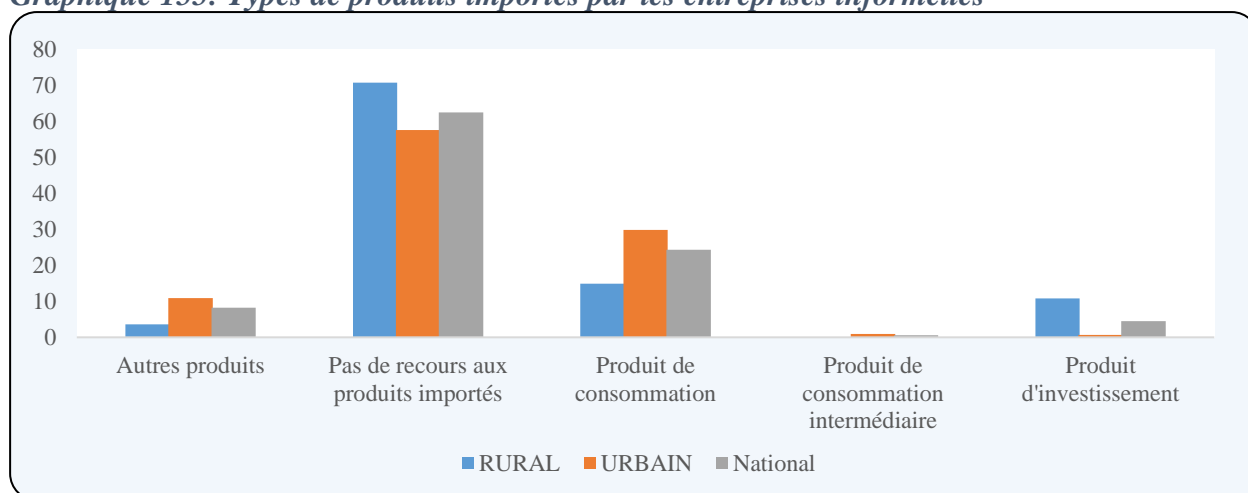
### 3.1.1.4 Types de produits importés/exportés par les entreprises informelles

#### 3.1.1.4.1 Type de produits importés

La plupart des unités de production informelles (62,5%) ne font pas recours aux produits importés dans le cadre de leur activité, avec un accent particulier en milieu rural (70,7%). Cependant, près d'un quart (24,3%) d'entre elles importent des produits de consommation finale. Les proportions des entreprises informelles qui importent des produits de consommation intermédiaire et d'investissement sont de 0,6% et 4,5% respectivement.



**Graphique 155: Types de produits importés par les entreprises informelles**

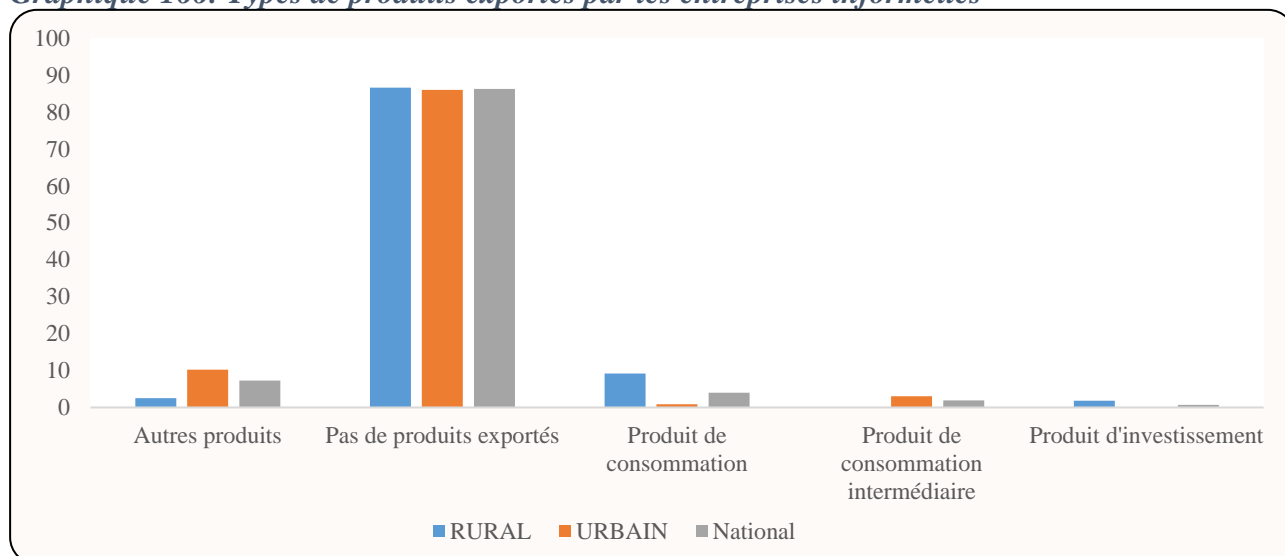


Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 3.1.1.4.2 Type de produits exportés

L'analyse des données de l'enquête montre que le marché local reste le principal débouché pour les entreprises informelles dans la mesure où 86,2% des promoteurs déclarent ne pas exporter leur production.

**Graphique 166: Types de produits exportés par les entreprises informelles**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 3.1.1.5 Prévisions de productions et de ventes pour le reste de l'année

Au regard de l'importance du secteur informel dans l'Economie nationale, la maîtrise des prévisions de production et de vente de cette dernière est nécessaire. A cet effet, il ressort de l'analyse du tableau ci-dessous que la production ou vente des unités de production informelle (UPI) connaîtrait une baisse de 72,6% contre 7,9% de celles qui s'attendent à une augmentation. Par ailleurs, les promoteurs des UPI du milieu rural estiment que leur production ou vente va baisser de 74,6%, et ceux du milieu urbain de 71,6%.

**Tableau 294 : Préviation (%) de production ou de vente des UPI**

Comment entrevoyez-vous la production ou la vente pour le reste de l'année ?	Va diminuer	Va augmenter	Va rester stable
RURAL	74,6	15,3	10
URBAIN	71,6	4,4	24
<b>National</b>	<b>72,6</b>	<b>7,9</b>	<b>19,5</b>

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.1.6 Évolution de la production et Préviation de dépenses pour les prochains mois

Sur la base des déclarations des responsables des UPI, les perspectives de production et de vente seraient au ralenti suite aux mesures d'urgences sanitaires mises en place pour lutter contre la covid-19. En effet, 69,8% des UPI s'attendent à une diminution des stocks en intrants et/ou marchandises contre 0,6% de celles qui pensent à une augmentation. Selon le milieu de résidence, 70% des promoteurs des UPI du milieu urbain déclarent que leurs stocks en intrants et/ou marchandises vont connaître une baisse contre 69,2% pour ceux du milieu rural.

**Tableau 305 : Préviation des stocks en intrants et marchandises**

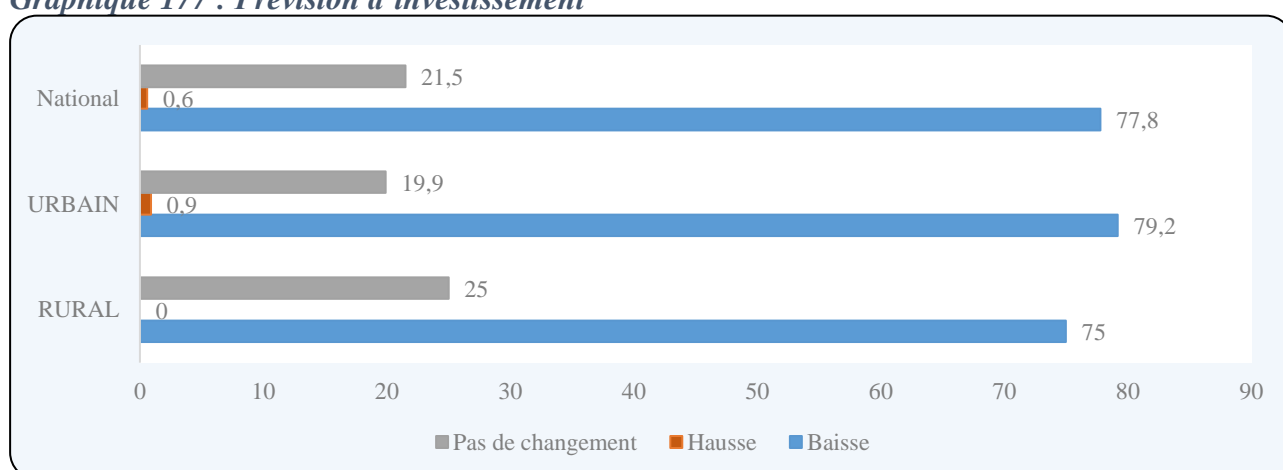
	RURAL	URBAIN	NATIONAL
	%	%	%
<b>Vont diminuer</b>	69,2	70	69,8
<b>Vont augmenter</b>	0	0,8	0,6
<b>Vont rester stable</b>	30,8	29,1	29,7
<b>Total</b>	100	100	100

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.1.7 Prévisions en matière d'investissement

Selon les résultats de l'étude, 77,8% des responsables des UPI pensent ne pas atteindre le niveau d'investissements de l'année dernière suite à l'apparition de la covid-19 contre 0,6%. Cette tendance est valable aussi bien en milieu urbain (75%) qu'en milieu rural (79,2%).

**Graphique 177 : Préviation d'investissement**



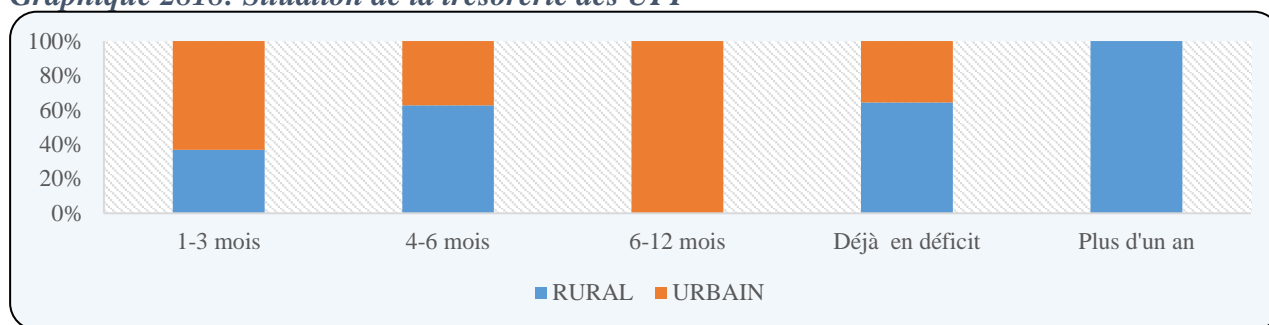
Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.1.8 Temps de résilience de la trésorerie des entreprises

La covid-19 constitue un choc pour l'activité économique de façon générale. A la question "dans combien de temps votre niveau de trésorerie actuelle peut-il permettre à votre établissement de faire face à ses dépenses d'exploitation courantes", 42,7% des responsables des UPI ont répondu que leurs trésoreries sont en déficit contre 45% de ceux des UPI qui pourront résister de 1 à 3 mois. Selon le

milieu de résidence, la proportion du déficit des UPI en milieu rural (61,4%) est beaucoup plus prononcée que celles des UPI en milieu urbain (34%).

**Graphique 2818: Situation de la trésorerie des UPI**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.2 Aptitude et pratique des entreprises face au coronavirus

#### 3.1.2.1 Effet de coronavirus sur les activités des entreprises

La pandémie a eu des répercussions sur l'activité des UPI. Au niveau national, 69,7% des UPI ont rencontré des difficultés dans l'exécution de leurs opérations quotidiennes par manque de liquidité. Selon le milieu de résidence, la même situation est observée chez 33,4% des UPI en milieu urbain contre 23,5% en milieu rural. Une certaine perturbation a été aussi enregistrée dans la chaîne des transports/logistique. En effet, 56,8% des UPI ont enregistré des perturbations dans les services de transports/logistique. Selon le milieu de résidence, 51,3% des UPI en milieu urbain ont connu des perturbations dans cette branche.

**Tableau 316 : Résilience des activités de l'entreprise**

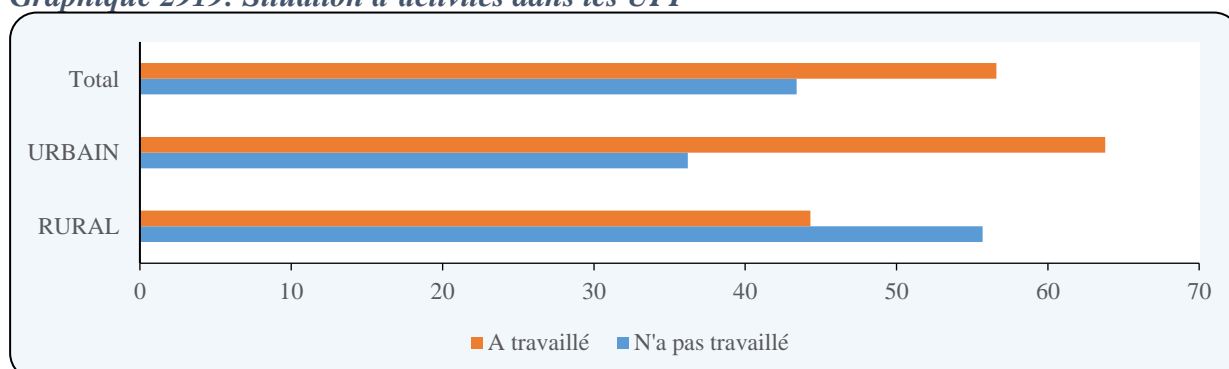
Un manque de liquidités tel qu'elle n'arrive pas à effectuer des opérations	RURAL	URBAIN	NATIONAL
	%	%	%
Non	23,5	33,4	30,3
Oui	76,5	66,6	69,7
Une perturbation dans les services de transport/ logistique			
Non	31,4	48,7	43,2
Oui	68,6	51,3	56,8

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

#### 3.1.2.2 Mesures de prévention contre la covid-19

D'après les résultats de l'étude, plus de 40% des UPI ont cessé de travailler sous l'effet de la pandémie. Ce fait est observé sur 36,2% des entreprises informelles en milieu urbain et sur plus de la moitié (55,7%) de celles évoluant dans le milieu rural.

**Graphique 2919: Situation d'activités dans les UPI**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.2.3 L'effet de la pandémie sur la trésorerie

Au niveau des entreprises informelles, 76,9% d'entre elles ont déclaré avoir connu une baisse de leurs revenus depuis l'apparition de la pandémie comparativement à la même période de l'année 2019. Ce même état de fait est observé en milieu rural (73,7%) qu'en milieu urbain (78,3%).

**Tableau 327 : La variation du revenu des entreprises informelles**

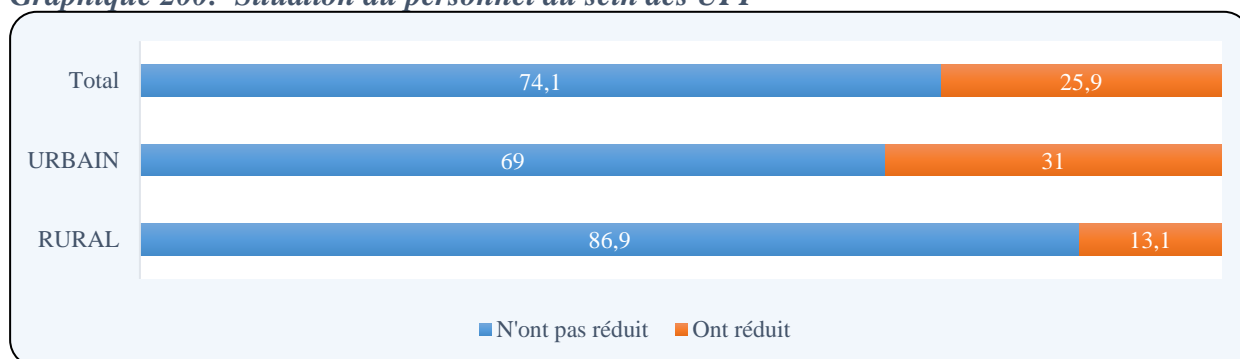
	MILIEU DE RESIDENCE		NATIONAL
	Rural	Urbain	
	%	%	%
<b>Moins élevé</b>	73,7	78,3	76,9
<b>Plus élevé</b>	0	0,1	0,1
<b>Stable</b>	26,4	21,6	23
<b>Total</b>	100	100	100

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.2.4 L'effet de la pandémie sur les emplois

A la question "avez-vous réduit le nombre d'employés pendant cette période de Covid-19", 25,9% des entreprises du secteur informel ont déclaré avoir réduit leur personnel. Cette réduction est plus accentuée dans les entreprises en milieu urbain (31%) qu'en milieu rural (13,1%).

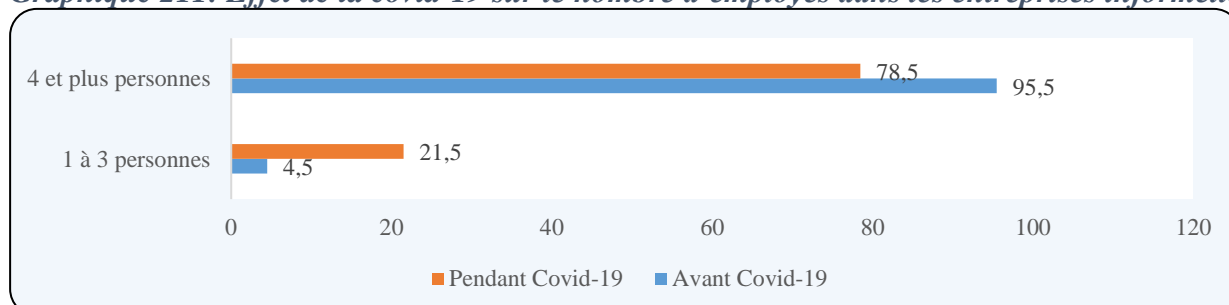
**Graphique 200: Situation du personnel au sein des UPI**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

La proportion des UPI dont le nombre d'employés est compris entre 1 à 3 personnes est passée de 4,5% (avant Covid-19) à 21,5% (pendant Covid-19). Cet état de fait est observé aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Graphique 211: Effet de la covid-19 sur le nombre d'employés dans les entreprises informelles**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

### 3.1.2.5 Dispositions prises par les entreprises pour gérer la crise

Face à la crise sanitaire, les employeurs du secteur informel sont tenus parfois de réduire les charges de fonctionnement et d'exploitation qui peut se traduire par la réduction de l'effectif du personnel ou réduire le nombre d'heures de travail.

A la question "comptez-vous réduire le nombre d'employés dans les jours à venir", seulement une poignée (0,5%) d'employeurs ont affirmé vouloir réduire dans les jours à venir leurs effectifs à cause de la maladie. Au niveau urbain, cette proportion est de 0,7%, tandis qu'en milieu rural tous les employeurs pensent garder leurs personnels intacts.

**Tableau 337 : Perception (%) des chefs des UPI sur l'emploi dans le futur**

Milieu de résidence	NON	OUI
Rural	100	0
Urbain	99,3	0,7
Total	99,5	0,5

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Plus d'un tiers (37,8%) des employeurs du secteur informel ont réduit le nombre d'heures de travail suite à la survenue de la pandémie. En milieu urbain cette proportion est plus importante (46,6%) qu'en milieu rural (15,9%).

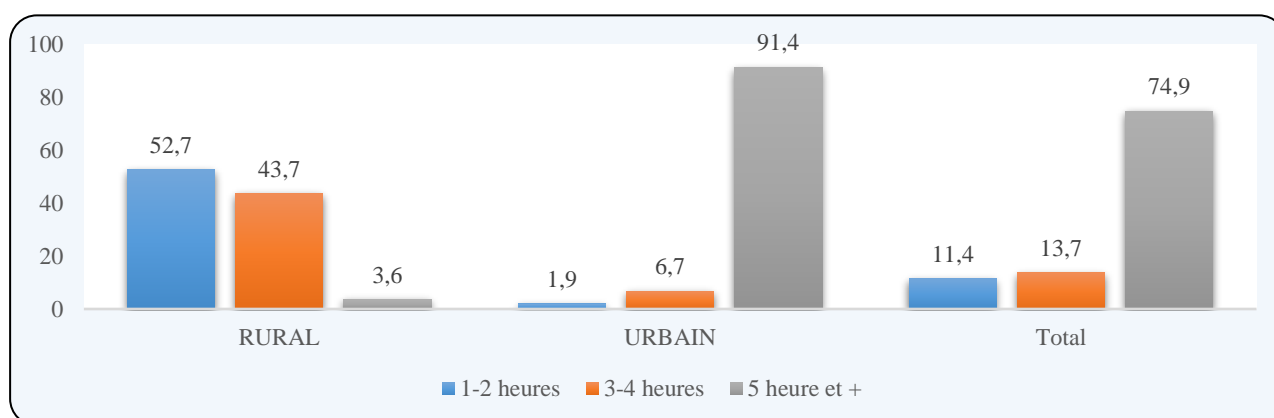
**Tableau 348 : Perception des chefs des UPI sur le nombre d'heure de travail**

Milieu de Résidence	UPI n'ayant pas réduit	UPI ayant réduit
Rural	84,1	15,9
Urbain	53,4	46,6
Total	62,2	37,8

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Au niveau national, trois quarts des UPI estiment une réduction jusqu'à plus de 5 heures, contre 13,7% entre 3 à 4 heures. Selon le milieu de résidence, 91,4% des UPI ont réduit le nombre d'heures de travail de plus 5 heures en milieu urbain alors qu'en milieu rural, 52,7% estiment une réduction de 1 à 2 heures.

**Graphique 222 : Nombre d'heures réduites par les chefs des UPI selon le milieu de résidence**



Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

Il ressort de l'analyse des résultats de l'étude que les exportations des entreprises informelles (12,3%) ont été affectées par la maladie. Les entreprises résidentes en milieu urbain (14,4%) sont plus affectées que celles résidentes en milieu rural (7%).

*Tableau 359 : Perception (%) des chefs des UPI sur les effets de la covid-19 sur les exportations*

<b>Milieu de résidence</b>	Non	Oui
Rural	93	7
Urbain	85,6	14,4
<b>Total</b>	<b>87,7</b>	<b>12,3</b>

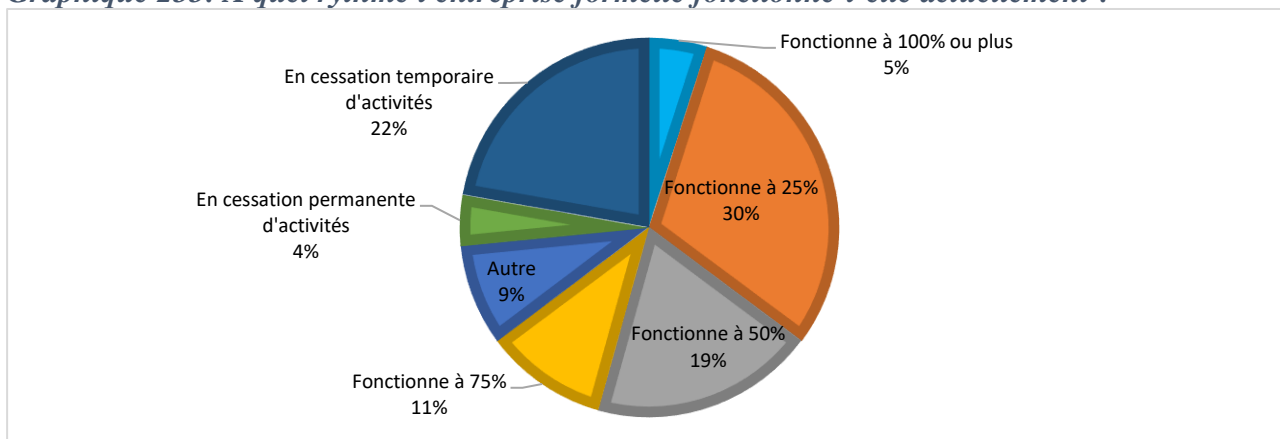
*Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020*

## 3.2 IMPACT DU CORONAVIRUS SUR LES ENTREPRISES FORMELLES

### 3.2.1 Situation actuelle des entreprises formelles

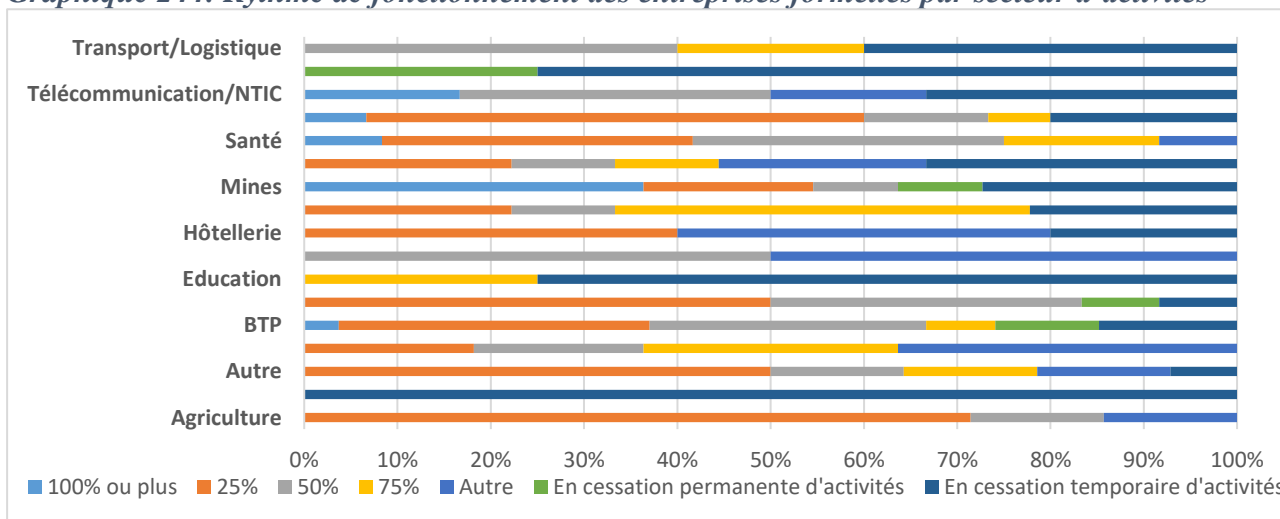
Il ressort des résultats de l'enquête que 81% des entreprises formelles ont été négativement affecté par la crise Covid-19. En effet, 30 % des établissements ne fonctionnent qu'à hauteur de 25 % du rythme habituel, 22 % sont en cessation temporaire d'activités et 4 % ont définitivement interrompu toutes activités. Il faut toutefois noter que certaines entreprises parviennent à tirer leur épingle du jeu avec un taux de fonctionnement de 100% voire plus (5% de l'échantillon).

**Graphique 233: A quel rythme l'entreprise formelle fonctionne-t-elle actuellement ?**



Source : Enquête APIP

**Graphique 244: Rythme de fonctionnement des entreprises formelles par secteur d'activités**



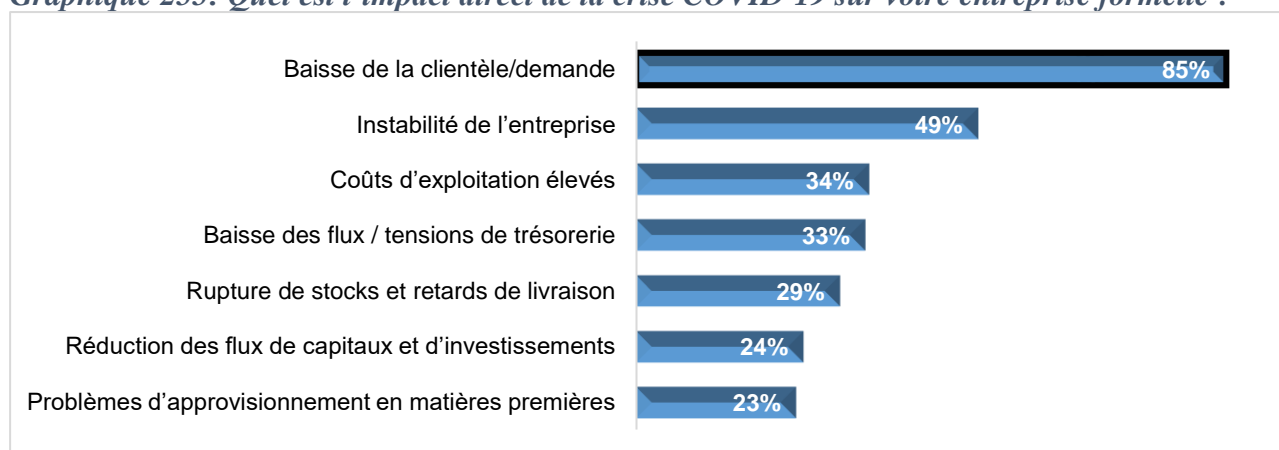
Source : Enquête APIP

Bien que la crise COVID-19 affecte toute l'Economie guinéenne, il n'en demeure pas moins que certains secteurs d'activités restent plus vulnérables que d'autres. Dans le secteur des mines par exemple, 36 % des entreprises fonctionnent à 100 % ou plus et seulement 9 % ont réduit leurs activités de moitié. Si ce secteur s'en sort relativement bien, la situation est tout autre pour des secteurs comme le transport/logistique, le commerce ou l'agrobusiness. En ce qui concerne le secteur du tourisme/voyage, 75 % des entreprises sont en cessation temporaire d'activités et 25 % ont définitivement arrêté toutes activités. Toutes les entreprises enquêtées évoluant dans le secteur de l'agrobusiness ont temporairement suspendu leurs opérations. Dans le domaine des transport/logistique, 40 % des entreprises assurent la moitié des activités habituelles, 20 % réussissent à assurer près de 75 % de leurs opérations et 40 % sont en cessation temporaire d'activités.

Par ailleurs, 64 % des entreprises formelles en cessation temporaire d'activités n'ont malheureusement pas de visibilité quant à la reprise de leurs activités. Cette pandémie engendre une grande incertitude auprès des acteurs formels du secteur privé. Il est à noter que seulement 8 % d'entre elles estiment pouvoir reprendre les opérations dans un délai d'un à deux mois ; alors que 11 % de ces entreprises s'avèrent être plus pessimistes en prévoyant un retour dans une période allant entre deux et six mois.

Pour 85 % des entreprises formelles enquêtées, la baisse de la clientèle et de la demande en générale est de loin l'impact le plus direct de la crise Covid-19. En effet, pour qu'une entreprise soit rentable, il est essentiel qu'elle puisse écouler sa production et offrir ses services sur la base d'une demande effective des consommateurs. La baisse de la demande, qu'elle soit à court ou moyen terme, constitue un manque à gagner pour les entreprises. Parmi les autres incidences de la crise, figurent l'instabilité de l'entreprise (49 %), les coûts d'exploitation élevés (34 %), la baisse des flux de trésorerie (33 %), la rupture des stocks et retards de livraison (29 %), la réduction des flux de capitaux et d'investissements (24 %) et les problèmes d'approvisionnement en matières premières (23 %).

**Graphique 255: Quel est l'impact direct de la crise COVID-19 sur votre entreprise formelle ?**



Source : Enquête APIP

### 3.2.2 De la vulnérabilité à l'adaptabilité : un aperçu des mesures de riposte des entreprises formelles

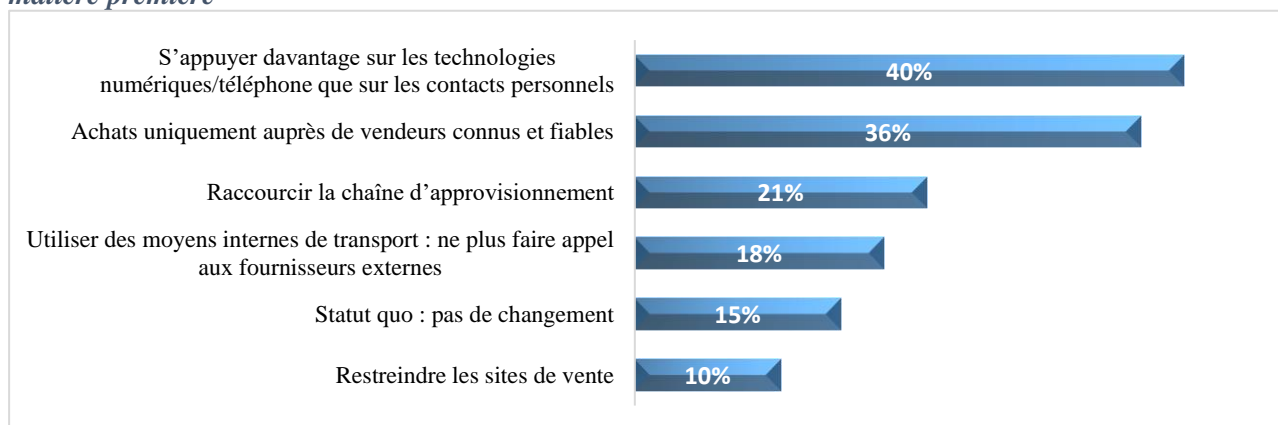
Face aux mesures de distanciation sociale instaurées pour limiter la propagation de la maladie, les entreprises formelles du secteur privé ont mis en place un dispositif leur permettant d'assurer la continuité des affaires et de garantir la protection de leurs employés et clients.

#### 3.2.2.1 Des stratégies opérationnelles pour garantir la continuité des affaires

Selon l'analyse des données, 40 % des entreprises formelles sondées déclarent s'appuyer davantage sur les technologies numériques/téléphone depuis le début de la pandémie. Compte tenu des aléas liés à la pandémie, les chefs d'entreprises s'organisent tant bien que mal pour assurer une certaine continuité des opérations quotidiennes. C'est notamment le cas pour les questions relatives à l'accès aux intrants et matières premières dans cet environnement épidémique. Pour pallier aux contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement dans le contexte actuel, 36 % des entreprises formelles achètent uniquement auprès de vendeurs connus et fiables et 21 % optent pour un raccourci de la chaîne d'approvisionnement. Malgré ces mesures d'adaptation mises en place par certains établissements, force est de constater que près de 15 % des entreprises sondées n'ont pas effectué de changement dans leur mécanisme d'approvisionnement en matières premières.



**Graphique 266 : Comment gérez-vous dans cet environnement épidémique votre approvisionnement en matière première**

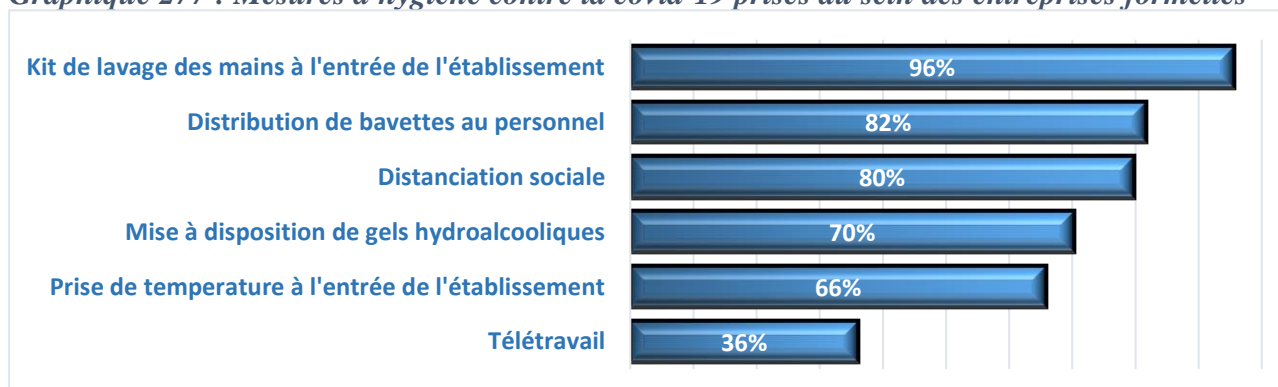


Source : Enquête APIP

### 3.2.2.2 Des mesures d'hygiène et d'organisation contre la propagation de la maladie en milieu professionnel formel

Neuf entreprises sur dix ont instauré au sein de leur établissement, des mesures d'hygiène contre la maladie. La grande majorité des entreprises du secteur privé a relativement vite réagi en élaborant leur propre stratégie de protection contre la maladie. Parmi les mesures adoptées, figurent la mise en place d'un dispositif de lavage des mains, la distribution de bavettes au personnel ou encore la prise de température à l'entrée des établissements. Pour aller plus loin dans la prévention, près de 36 % des entreprises enquêtées ont affirmé avoir adopté le télétravail comme système de fonctionnement pour assurer la continuité des opérations. Bien entendu, ce dispositif de fonctionnement nécessite au préalable des capacités techniques et financières pas toujours disponibles au sein de l'entreprise. A défaut d'avoir la technologie et les moyens nécessaires pour un mode de travail à distance, certaines entreprises ont tout juste opté pour un système de rotation des équipes ou encore une réduction du nombre d'heures.

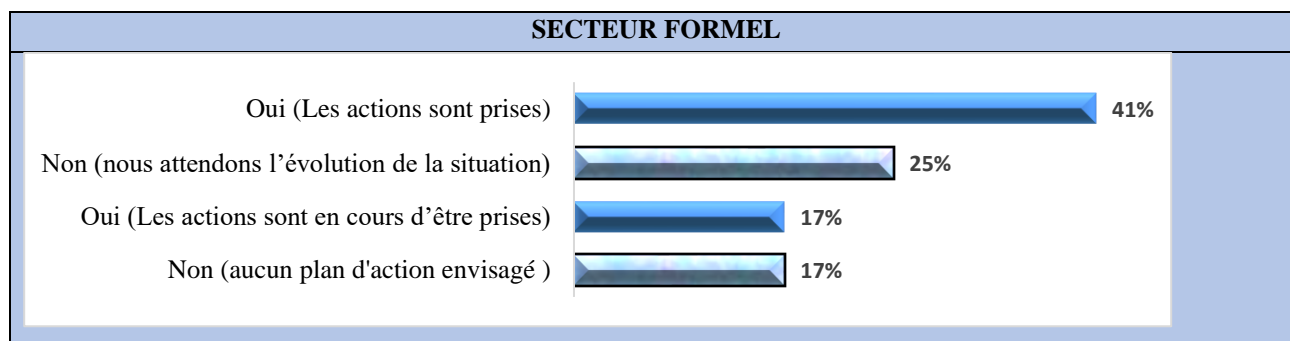
**Graphique 277 : Mesures d'hygiène contre la covid-19 prises au sein des entreprises formelles**



Source : Enquête APIP

Enfin, près de 60 % des entreprises formelles enquêtées ont élaboré un plan d'action pour faire face à la crise. Parmi elles, 41 % avaient déjà prises des actions au moment du sondage, soit environ un mois après l'annonce du premier cas détecté de Covid-19 en Guinée. A l'opposé, environ 40 % de ces structures formelles demeurent dans une logique d'attentisme avec 25 % d'entre elles observant l'évolution de la situation avant toute prise de décision et 17 % n'envisageant aucun plan d'action.

Graphique 28: Avez-vous élaboré un plan d'action pour faire face à la crise ?

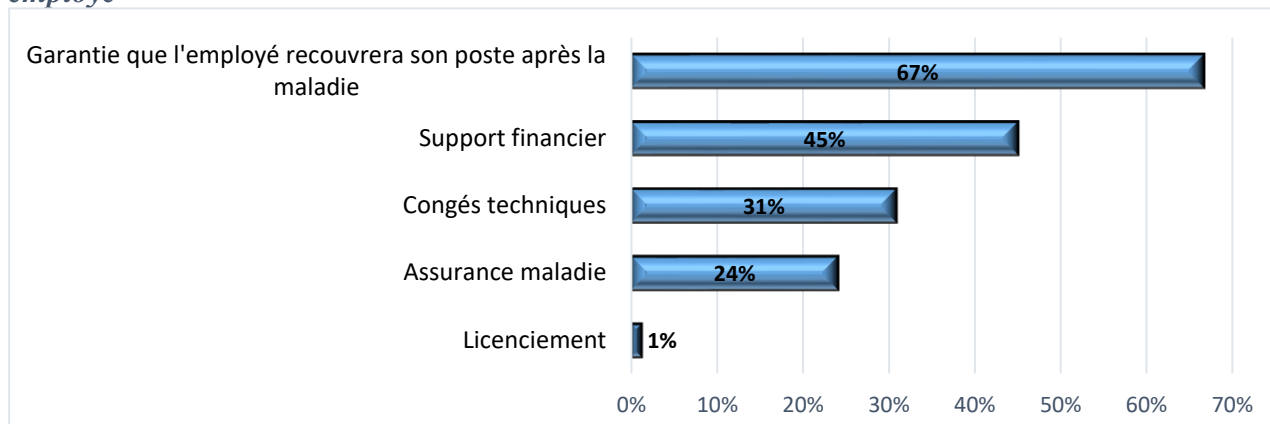


Source : Enquête APIP

### 3.2.2.3 Des mécanismes d'assistance aux employés en cas de contamination

Les résultats de l'enquête indiquent que 67 % des entreprises formelles garantissent que l'employé contaminé recouvrera son poste après la maladie. Face à cette pandémie qui fragilise le tissu économique guinéen, les acteurs du secteur privé ont également mis en place un dispositif en cas de contamination d'un employé. Outre le support financier (45 %), la prise en charge médicale constitue un aspect important étant donné le coût relatif de l'accès aux soins. Ainsi, une entreprise sur quatre affirme avoir une assurance maladie professionnelle à la disposition de leurs employés en cas de besoin. Par ailleurs, l'assurance de retrouver son emploi prend son sens dans un contexte où la stigmatisation et les préjugés liés à la maladie sont fortement présents. Enfin, il est important de noter que seulement 1 % des entreprises formelles enquêtées a émis le licenciement comme solution en cas de contamination d'un employé.

Graphique 3929: Dispositions prévues par l'entreprise formelle en cas de contamination d'un employé



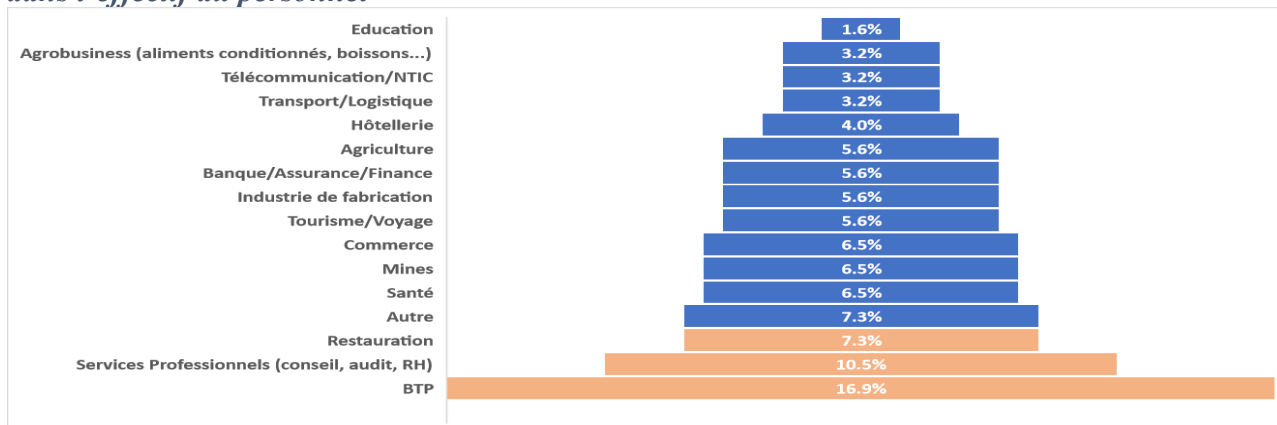
Source : Enquête APIP

## 3.2.3 La covid-19, une source d'instabilité pour le marché du travail

### 3.2.3.1 Incidence de la covid-19 sur l'emploi formel

Il ressort de l'enquête que 8 entreprises formelles sur 10 ont procédé à un changement dans l'effectif du personnel depuis le début de la crise. Cette variation dans l'effectif du personnel concerne tous les secteurs d'activités avec une prédominance pour les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), des services professionnels (conseils, audit, ressources humaines) et de la restauration.

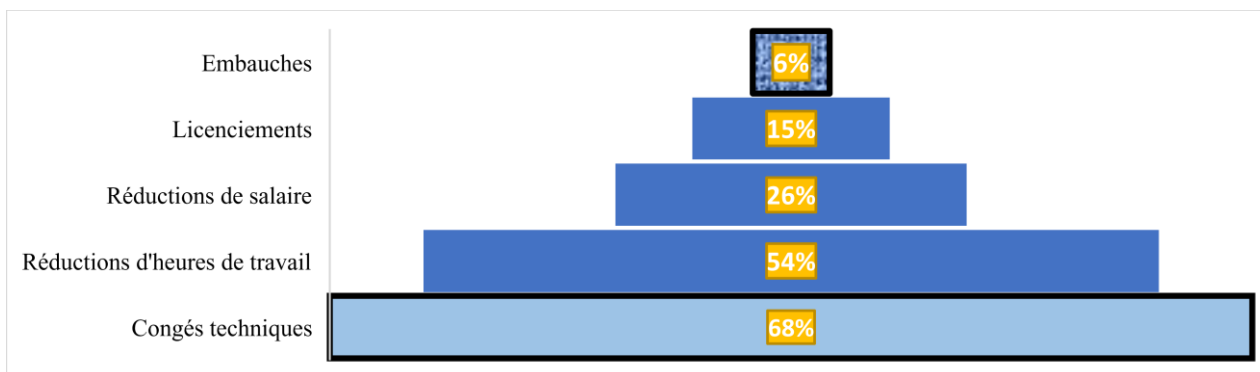
**Graphique 300 : Répartition par secteur des entreprises formelles ayant effectué un changement dans l'effectif du personnel**



Source : Enquête APIP

Parmi les principaux changements apportés, notons que les entreprises ont eu majoritairement recours aux congés techniques (68 %) et à la réduction du nombre d'heures de travail (54 %). 26 % des chefs d'entreprises ont opté pour une réduction des salaires alors que 15 % ont plutôt privilégié le licenciement. Dans tous les cas de figure, ces mesures ont sans doute réduit le revenu disponible des ménages.

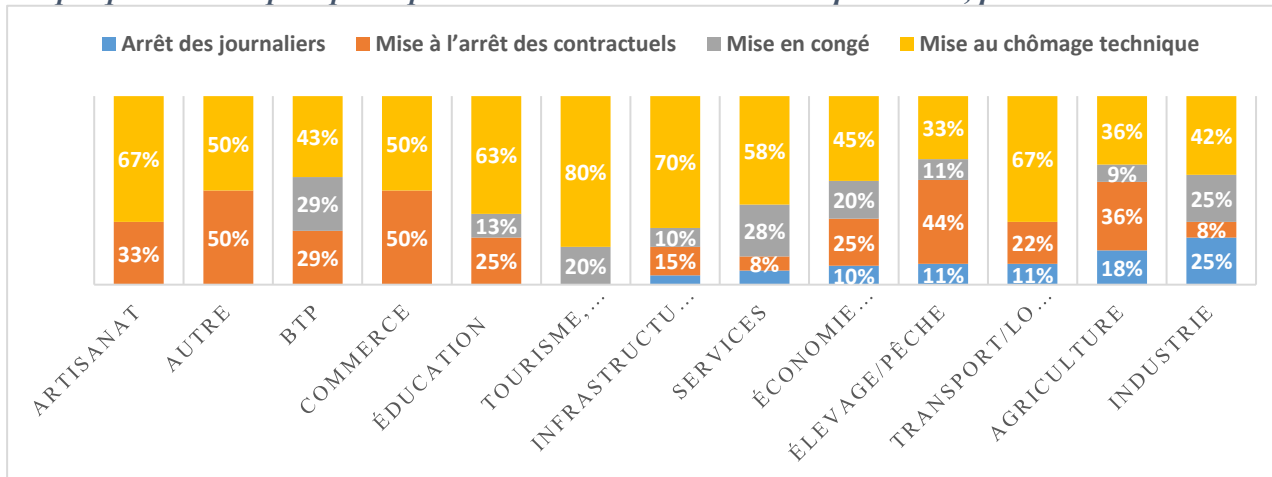
**Graphique 311 : Changements dans l'effectif du personnel**



Source : Enquête APIP

Les résultats de l'enquête montrent que les entreprises des secteurs du tourisme, des infrastructures et du transport logistique ont plus eu recours à la mise en chômage technique.

**Graphique 322 : Impact principal de la crise COVID-19 sur le personnel, par secteur d'activités**



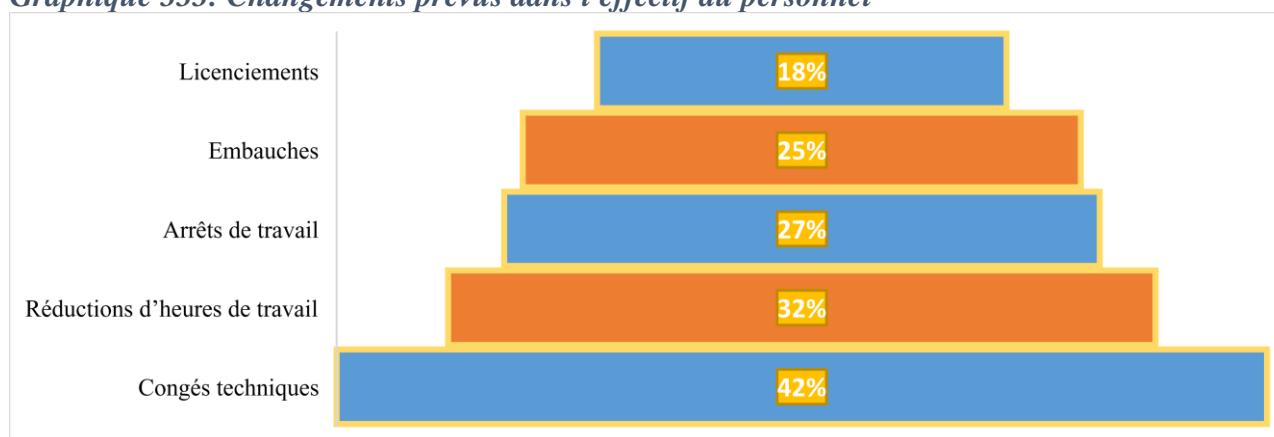
Source : Enquête APIP

### 3.2.3.2 Prévisions en matière d'embauche

Avec les incertitudes liées à la pandémie qui sévit actuellement à travers le monde, les chaînes d'approvisionnement et le jeu des transactions entre l'offre et la demande sont bouleversés. Ce déséquilibre se répercute sur les prévisions de production/vente des entreprises formelles et affecte par ricochet leurs estimations en besoin en ressources humaines. Lors des enquêtes, les entreprises formelles ont été invitées à se prononcer sur l'impact de Covid-19 sur leurs décisions en matière d'embauche.

Ainsi, 37 % des entreprises enquêtées prévoient des changements dans l'effectif du personnel d'ici la fin de l'année. Selon ces prévisions, 42 % des répondants auront recours aux congés techniques, 27 % à un arrêt de travail et 18 % au licenciement. Il est à noter qu'en préparation de la reprise des activités, près de 25 % des établissements anticipent un renforcement de l'effectif du personnel.

**Graphique 333: Changements prévus dans l'effectif du personnel**



Source : Enquête APIP

### 3.2.4 Impact de la crise sanitaire sur le revenu des entreprises formelles

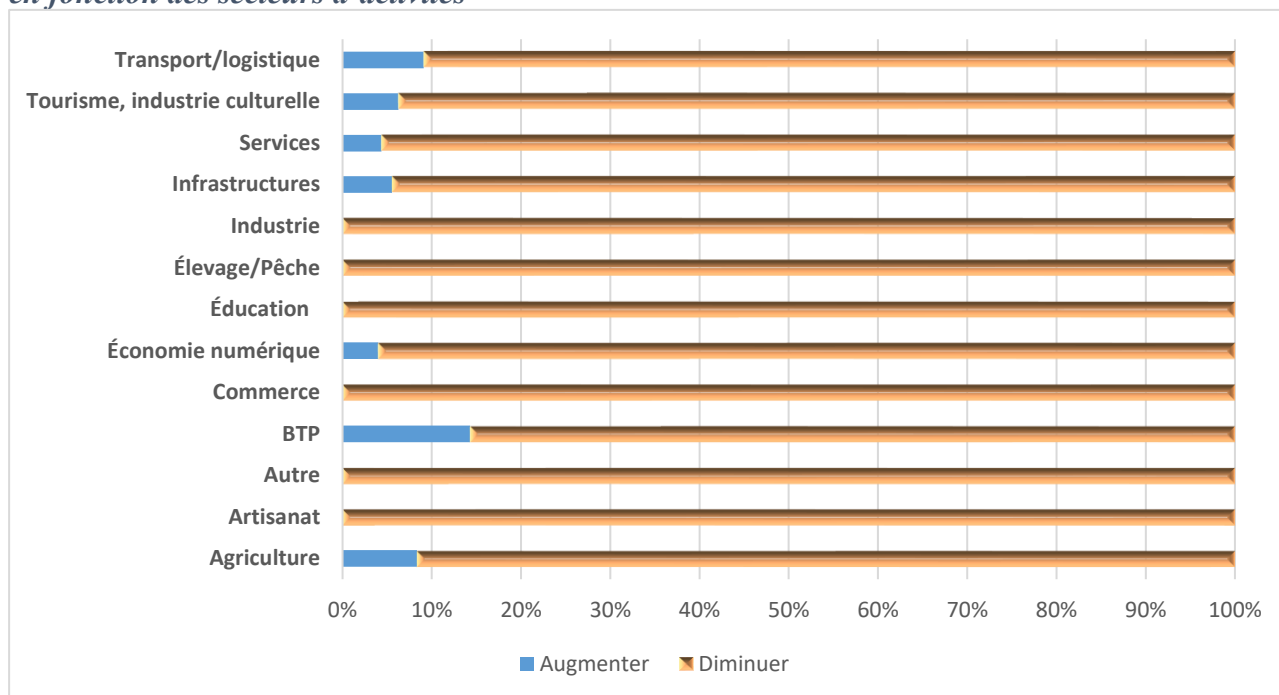
Au coût humain de la pandémie, s'ajoute également un coût financier variable en fonction de la taille des entreprises et du secteur d'activité. La section suivante aborde les différentes retombées financières encourues par les entreprises formelles.

#### 3.2.4.1 Évolution du chiffre d'affaires depuis l'apparition de la covid-19

Près de 9 entreprises formelles sur 10 estiment que leur chiffre d'affaires pour cette année en cours va relativement diminuer par rapport aux prévisions. En effet, la maladie est apparue en Guinée à la mi-Mars 2020, et les premiers impacts ont commencé à se faire sentir en fin du premier trimestre de la même année. La ventilation sectorielle fait état d'un constat similaire. 94 % des entreprises formelles enquêtées évoluant dans les secteurs du tourisme et de l'industrie culturelle<sup>2</sup> connaîtront une relative baisse de leur chiffre d'affaires. En effet, avec la fermeture des frontières aériennes et la suspension des vols commerciaux, certaines agences de voyages ont dû fermer du jour au lendemain. Parallèlement, le secteur du transport/logistique est fortement affecté avec environ 90 % des entreprises revoyant à la baisse leur chiffre d'affaires.

<sup>2</sup> Ces secteurs incluent l'hôtellerie

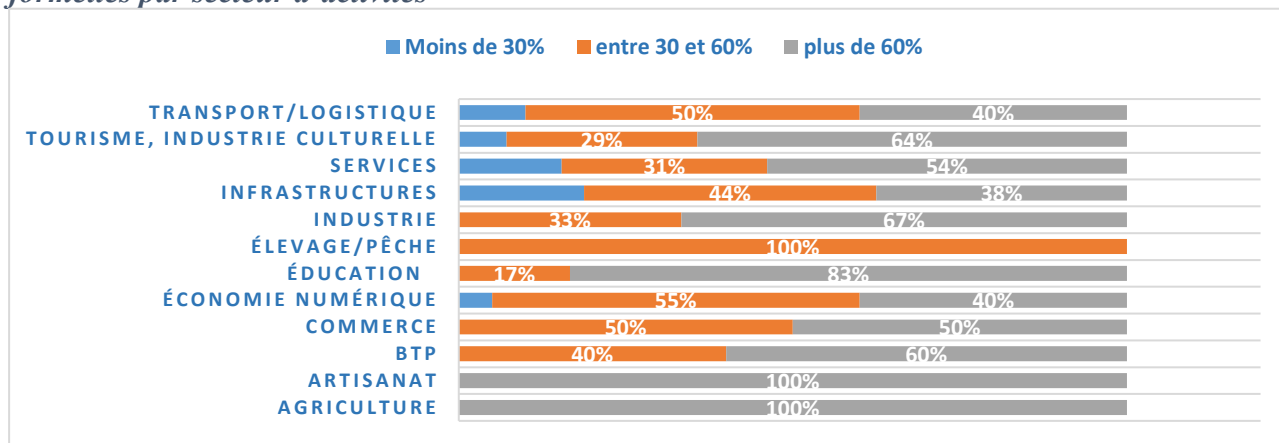
**Graphique 344 : Evolution du chiffre d'affaires des entreprises formelles pour l'année en cours en fonction des secteurs d'activités**



Source : Enquête APIP

Par ailleurs, toutes les entreprises sondées évoluant dans le secteur de l'agriculture et de l'artisanat connaîtront en moyenne une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 60 %. Dans les domaines de l'industrie et des BTP, environ six entreprises sur dix feront face à une réduction de plus de 60 % de leur revenu.

**Graphique 355 : Estimation de la propension à baisser du chiffre d'affaires des entreprises formelles par secteur d'activités**



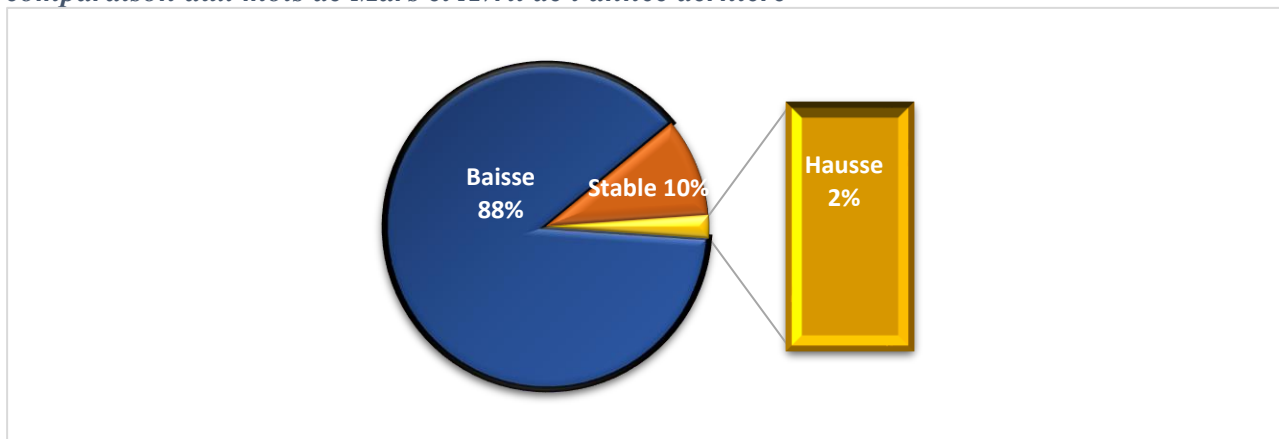
Source : Enquête APIP

### 3.2.4.2 Évolution de la production des activités/des ventes

Afin d'évaluer l'impact de Covid-19 sur la production/ventes des entreprises, les entreprises ont été conviées à se prononcer sur les réalisations de cette année en comparaison à celles de l'année dernière.

Au niveau de la production, 88 % des entreprises constatent une réduction des activités en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière. Seulement 2 % estiment une hausse de l'activité contre 10 % pour un statu-quo. Un aperçu de l'évolution des activités en fonction de la taille des entreprises reflète encore une fois la vulnérabilité des petites et moyennes entreprises guinéennes.

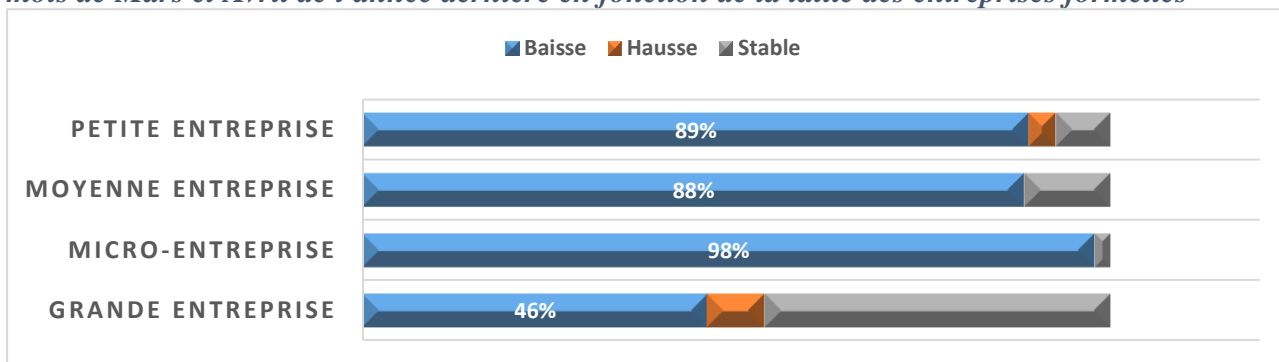
**Graphique 366 : Quelle est l'évolution des productions/ventes en Mars et Avril 2020 en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière**



Source : Enquête APIP

Par rapport aux réalisations des mois de Mars et Avril 2020, approximativement neuf petites et moyennes entreprises sur dix ont enregistré un fléchissement de leur production contre seulement 4 grandes entreprises sur dix.

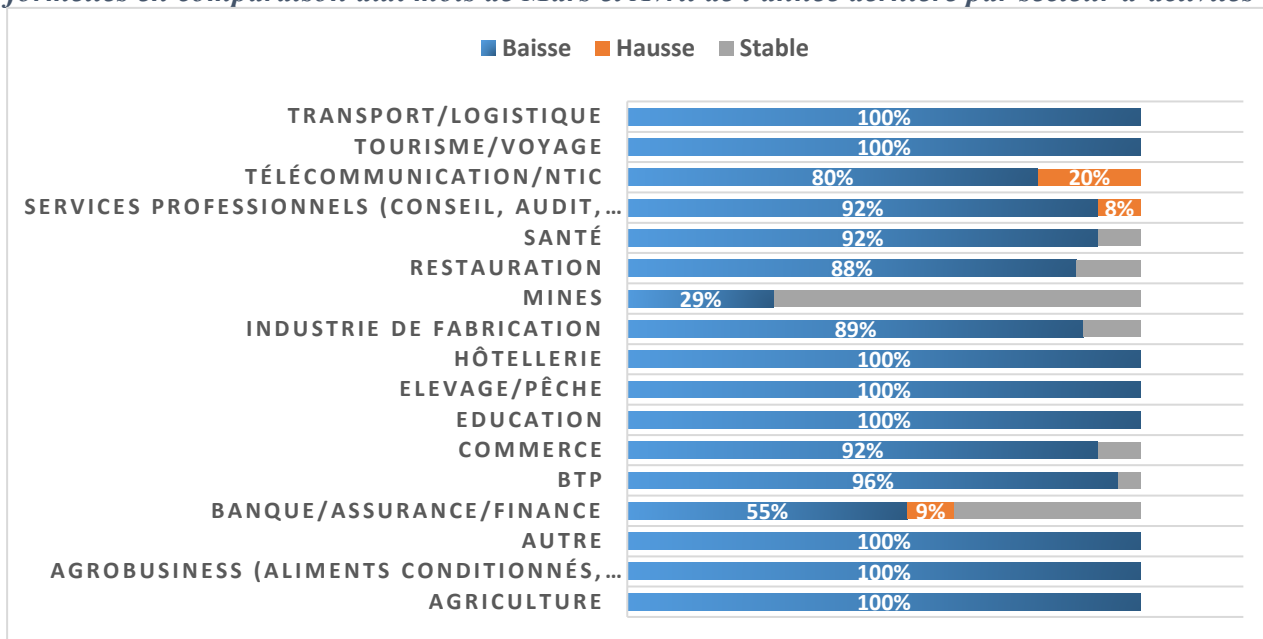
**Graphique 377 : Evolution des productions/ventes en Mars et Avril 2020 en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière en fonction de la taille des entreprises formelles**



Source : Enquête APIP

Quant à la ventilation par secteur d'activités, elle démontre que par rapport à la même période de l'an dernier, la production/ vente des secteurs du transport/logistique, tourisme, hôtellerie, agriculture et agribusiness a amplement décliné.

**Graphique 4838: l'évolution des productions/ventes en Mars et Avril 2020 des entreprises formelles en comparaison aux mois de Mars et Avril de l'année dernière par secteur d'activités**

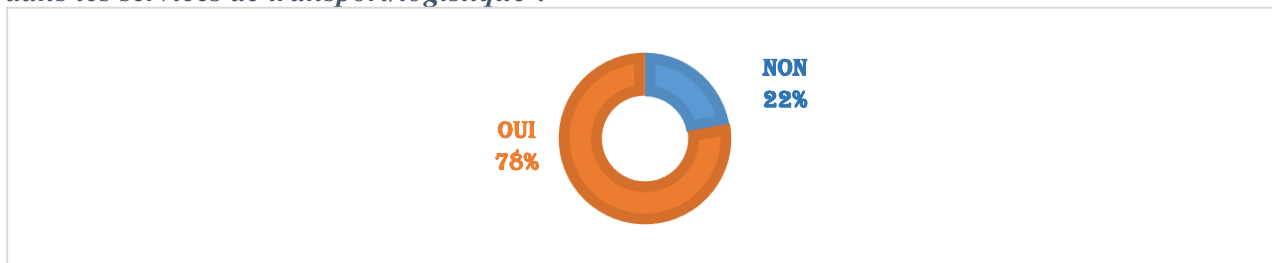


Source : Enquête APIP

### 3.2.4.3 Crise sanitaire, crise de mobilité : Perturbation dans les services de transport/logistique

Plus de trois quarts des entreprises enquêtées estiment avoir connu une perturbation dans les services de transport/logistique.

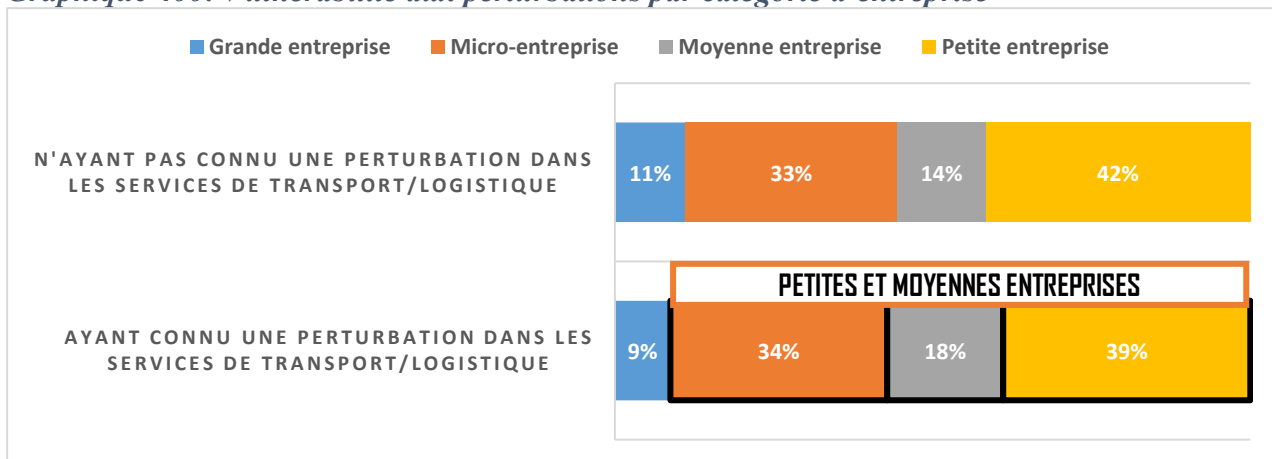
**Graphique 4939: Au cours des 60 derniers jours cet établissement a-t-il connu une perturbation dans les services de transport/logistique ?**



Source : Enquête APIP

Les PME demeurent les plus vulnérables aux perturbations liées au transport/logistique.

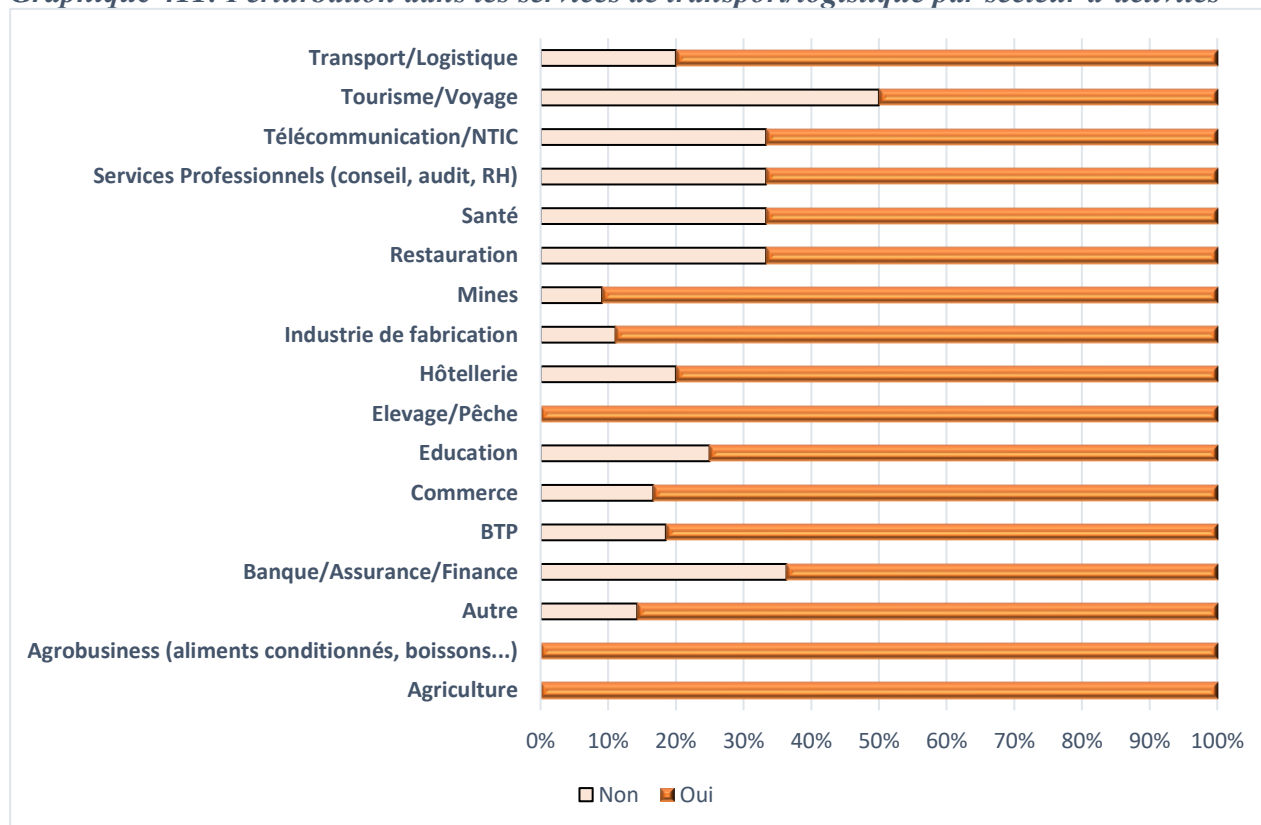
**Graphique 400: Vulnérabilité aux perturbations par catégorie d'entreprise**



Source : Enquête APIP

Les secteurs qui ont été le plus affectés par la perturbation de transport/logistique sont l'agriculture, l'agrobusiness et l'élevage/pêche.

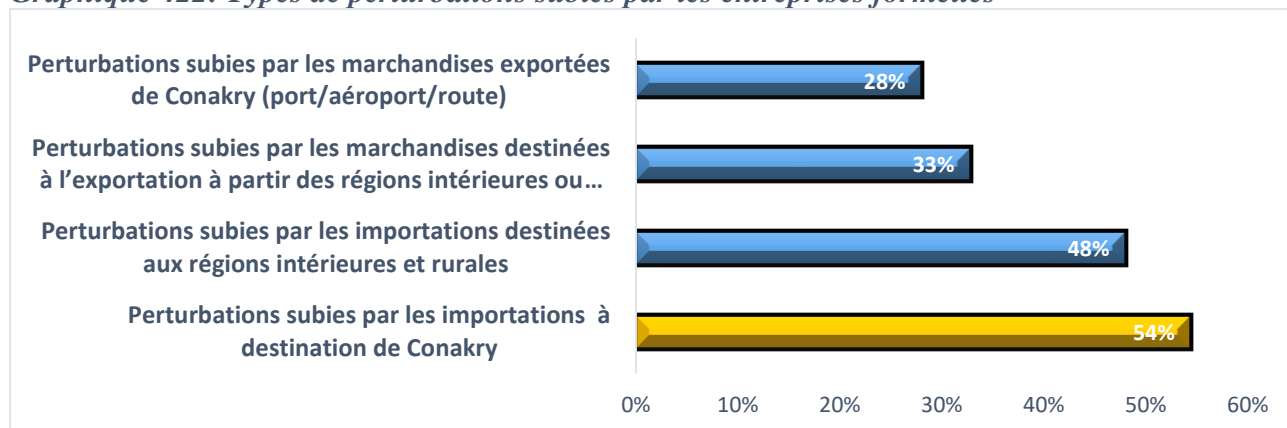
**Graphique 411: Perturbation dans les services de transport/logistique par secteur d'activités**



Source : Enquête APIP

Les entreprises formelles enquêtées ont été majoritairement affectées par les perturbations subies par les importations à destination de Conakry (54 %) et des régions intérieures et rurales (48 %). Du fait de ces perturbations, les entreprises de biens de consommation et de vente au détail sont exposées à un risque financier plus élevé que la normale, surtout celles ayant recours aux marchandises en provenance de Chine. Par ailleurs, avec la fermeture des ports et voies terrestres, 28 % des répondants ont été impactés par les perturbations subies par les entraves à l'exportation des marchandises depuis Conakry.

**Graphique 422: Types de perturbations subies par les entreprises formelles**



Source : Enquête APIP



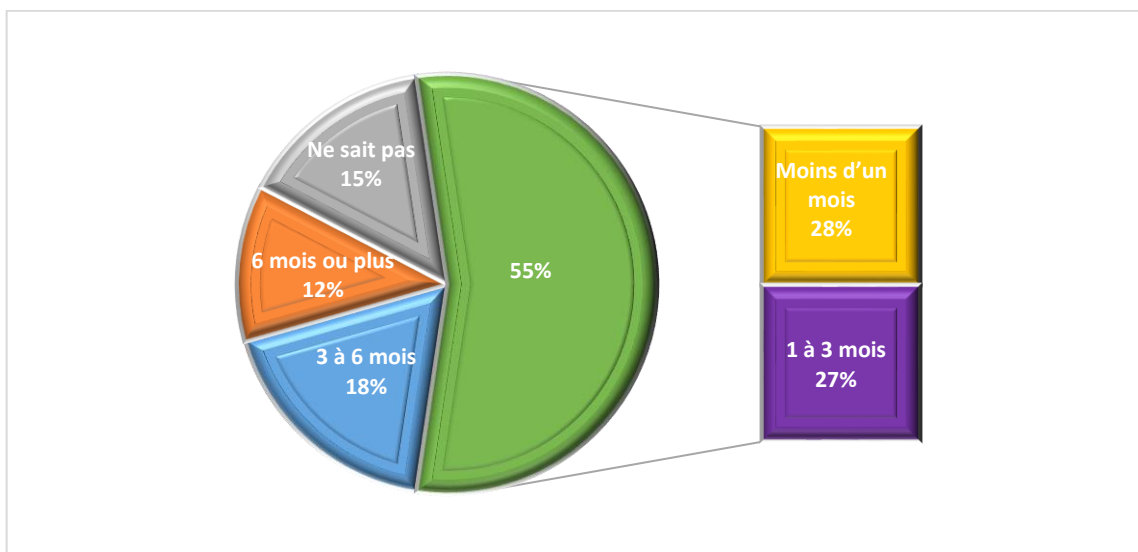
### 3.2.5 La fragile résilience du secteur privé menace les perspectives d'investissement

#### 3.2.5.1 Temps de résilience de la trésorerie des entreprises formelles

En cette période de crise liée à la covid-19, les propriétaires d'entreprises formelles traversent des temps difficiles. Qu'ils assistent à un fort déclin de leur chiffre d'affaires ou qu'ils aient cessé toute activité, ils se voient menacés de se retrouver en manque de liquidités. La résilience des entreprises guinéennes se définit comme étant leur capacité à surmonter cette crise de la covid-19 en s'adaptant et en modifiant leur organisation afin de mieux affronter les chocs futurs. La trésorerie de l'entreprise, qui englobe l'ensemble des liquidités disponibles pour assurer les opérations courantes, constitue un indicateur de résilience. Ainsi, il a été demandé aux entreprises sondées, d'estimer la durée de fonctionnement de leur établissement compte tenu de l'état actuel de leur trésorerie et de l'état d'urgence sanitaire en vigueur.

Par ailleurs, 55 % des entreprises sondées ne disposent que de trois mois de couverture des dépenses d'exploitation courantes. Parmi ces dernières, 28 % ne pourront pas faire face aux charges courantes au-delà d'un mois. 18 % seront à court d'argent dans trois à six mois si la crise continue de sévir. Les entreprises ayant de faibles réserves de trésorerie ou des flux de trésorerie instables du fait de la crise sanitaire demeurent particulièrement vulnérables. En outre, celles qui exercent leurs activités dans des secteurs comme le tourisme, l'accueil, le divertissement et le transport aérien sont plus durement éprouvées à court terme.

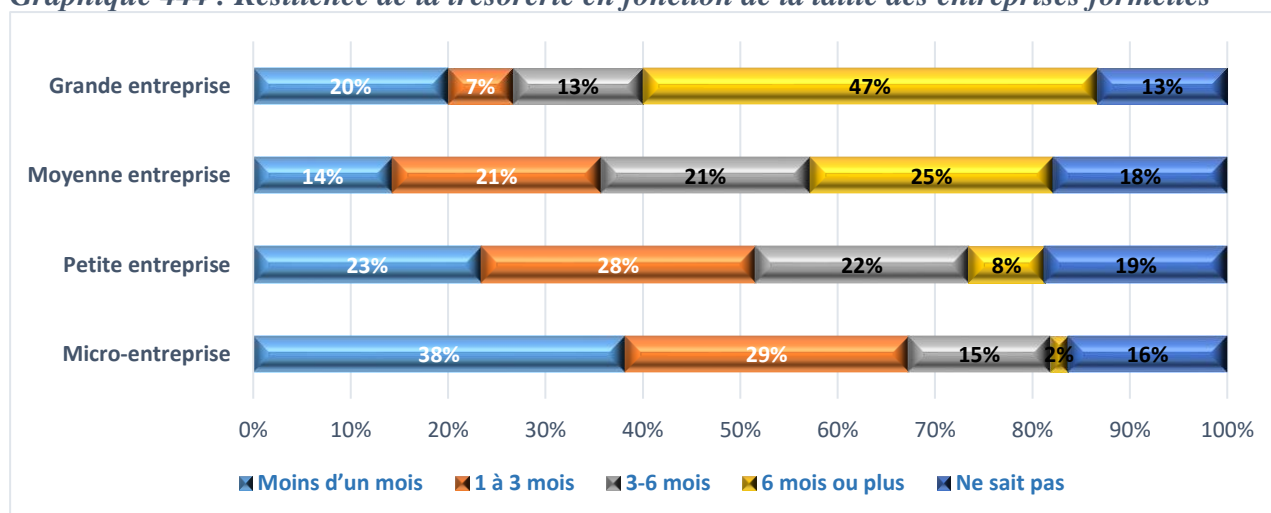
**Graphique 433 : Pendant combien de temps votre trésorerie actuelle peut-elle permettre à votre établissement de couvrir ses dépenses d'exploitation courantes ?**



*Source : Enquête APIP*

Les résultats de l'enquête montrent que 67 % des micro-entreprises sondées manqueront de liquidités d'ici trois mois contre 27 % pour les grandes entreprises. La fragile résilience des micro-entreprises est mise en épreuve par les répercussions économiques et financières de la crise sanitaire. Cela dit, même les grandes entreprises qui semblent être en bonne posture financière ne sont pas nécessairement à l'abri ; cela dépend de l'évolution de la situation et du temps qu'il faudra pour que la demande et les chaînes d'approvisionnement rentrent dans l'ordre. Lorsque les ventes chutent, le cycle des flux de trésorerie, dont la fonction est de produire les liquidités nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, ralentit, voire s'arrête.

**Graphique 444 : Résilience de la trésorerie en fonction de la taille des entreprises formelles**



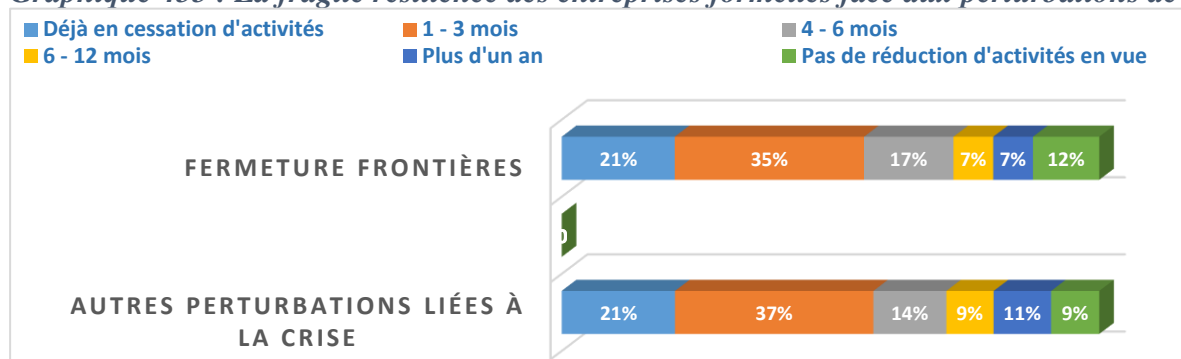
Source : Enquête APIP

### 3.2.5.2 Résilience face à la fermeture des frontières et aux autres perturbations liées à la crise

Aux préoccupations liées à la trésorerie, s'ajoutent également les contraintes liées à la fermeture des frontières et autres perturbations relatives à la crise telles que les restrictions de voyages intrarégionaux. S'il est vrai que la plupart des entreprises concentrent maintenant leurs efforts sur la protection des employés, la compréhension des risques pour l'entreprise et la gestion des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, il n'en demeure pas moins que la survie de certaines entreprises reste sur la sellette. La fermeture des frontières depuis le 24 Mars 2020 a considérablement freiné les activités des transporteurs et commerçants. La fréquentation des hôtels et restaurants a largement baissé également. Ces faits corroborent bel et bien l'opinion des entreprises formelles sondées dans la mesure où près de 70 % d'entre elles ne seront plus en activité si ces conditions perdurent au-delà de six mois.

Avec le ralentissement de la demande et la chute du chiffre d'affaires, si les entreprises ne parviennent pas à ralentir à un rythme similaire leurs décaissements, notamment le versement des salaires, l'achat de matières premières, de marchandises ou de fournitures ainsi que le paiement des intérêts et du loyer, elles finiront par épuiser leurs réserves liquides et, par la suite, leurs lignes de crédit. A ce moment-là, elles seront alors en situation de défaut de trésorerie.

**Graphique 455 : La fragile résilience des entreprises formelles face aux perturbations de la crise**

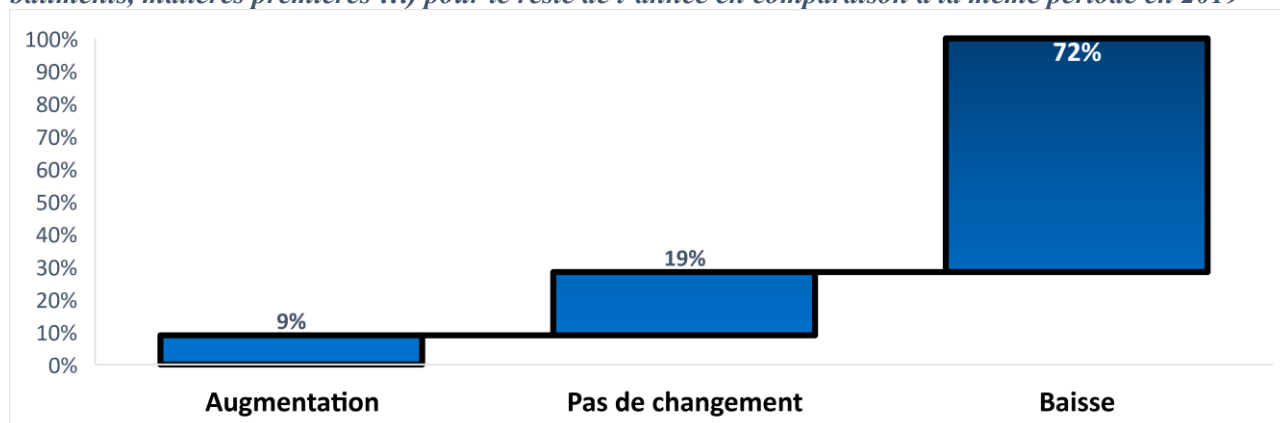


Source : Enquête APIP

### 3.2.5.3 Prévisions en matière d'investissement

Compte tenu des prévisions des flux de trésorerie, certaines entreprises ont élaboré un plan de gestion de trésorerie dans le cadre de leurs plans globaux de gestion des risques d'entreprise et de continuité des affaires. Ce faisant, les plans d'investissement en capital ont été revus à la baisse pour près de 72 % des répondants, 19 % maintiennent leur stratégie d'accumulation de capital physique et seulement 9 % prévoient une hausse.

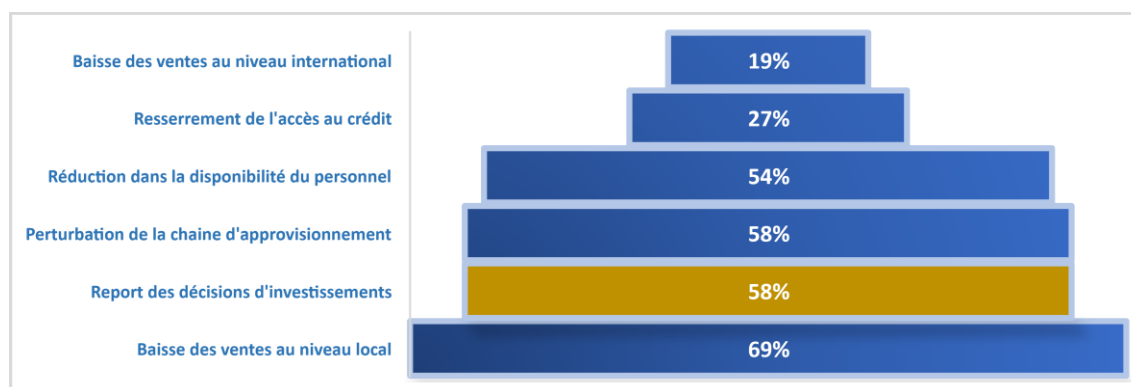
*Graphique 466 : Quelles sont vos prévisions en matière d'investissement (machines, équipements, bâtiments, matières premières ...) pour le reste de l'année en comparaison à la même période en 2019*



Source : Enquête APIP

Cette faible aversion aux risques est directement liée aux effets de la covid-19 sur les entreprises formelles. En effet, à la question de savoir quel était l'impact de la pandémie sur leurs opérations, près de 58 % des chefs d'entreprises ont émis l'hypothèse d'un report des investissements.

*Graphique 477 : Les effets de la covid-19 sur les activités des entreprises formelles*



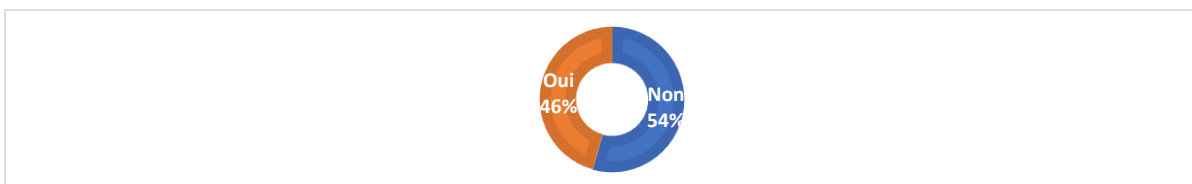
Source : Enquête APIP

### 3.2.6 La covid-19 affecte la capacité financière des entreprises formelles

#### 3.2.6.1 Disponibilité de l'offre de services financiers et situation des liquidités pour effectuer les opérations régulières

Près de la moitié des répondants déclarent avoir connu une réduction de l'offre de services financiers normalement disponibles. Parmi les raisons évoquées figurent, entre autres, de longues files d'attente dues à la réduction du personnel des institutions financières (57%), les perturbations sur le système de banque en ligne (17%), l'accès réduit aux établissements bancaires (31%) et services clientèle par téléphones (21%).

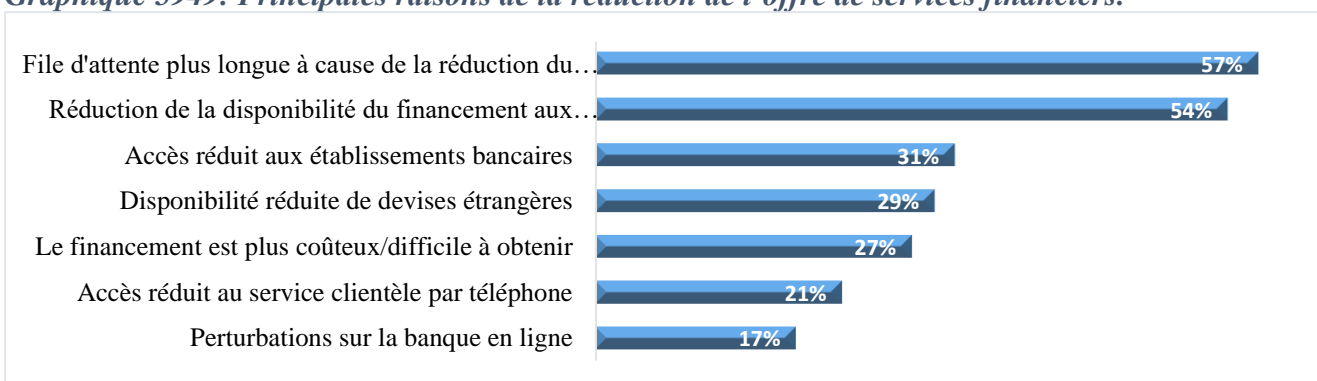
**Graphique 5848: Au cours des 60 derniers jours votre entreprise a-t-elle connue une réduction de l'offre de services financiers normalement disponibles ? (Prêts, garanties, avances sur paiement, lettres de crédit.)**



Source : Enquête APIP

Une entreprise sur trois déclare être affectée par la disponibilité réduite des devises étrangères. Avec la fermeture des frontières terrestre, maritime et aérienne, le commerce extérieur subit de plein fouet les effets de cette politique notamment à travers la baisse des réserves de change. Inébranlablement, cela affecte l'offre de devises étrangères sur le marché domestique et une réduction de la liquidité pour effectuer des opérations régulières. Par ailleurs, 54 % des entreprises estiment être confrontées à une réduction de la disponibilité du financement aux entreprises et 27 % considèrent qu'il est plus coûteux et difficile d'en obtenir.

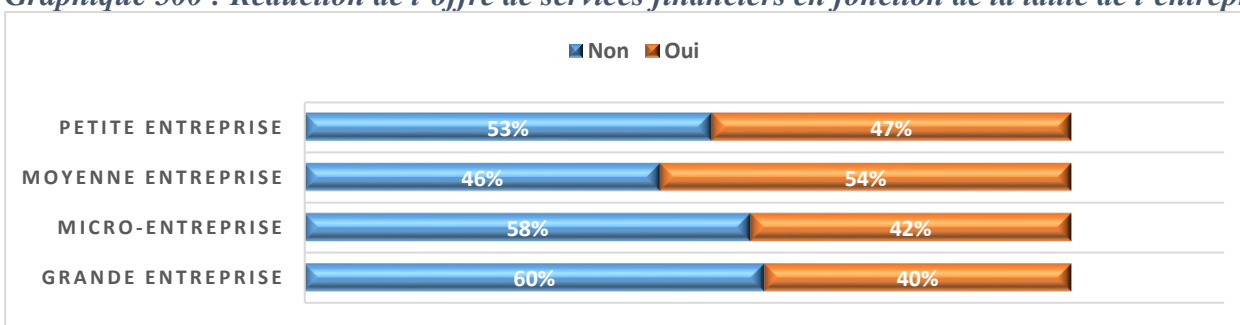
**Graphique 5949: Principales raisons de la réduction de l'offre de services financiers.**



Source : Enquête APIP

Indépendamment de leur taille, la réduction de l'offre de services financiers affecte toutes les entreprises. Ainsi, 54 % des entreprises de taille moyenne ont connu une diminution de l'offre de services financiers contre seulement 40 % des grandes entreprises, 42 % pour les micro-entreprises et 47 % pour les petites entreprises.

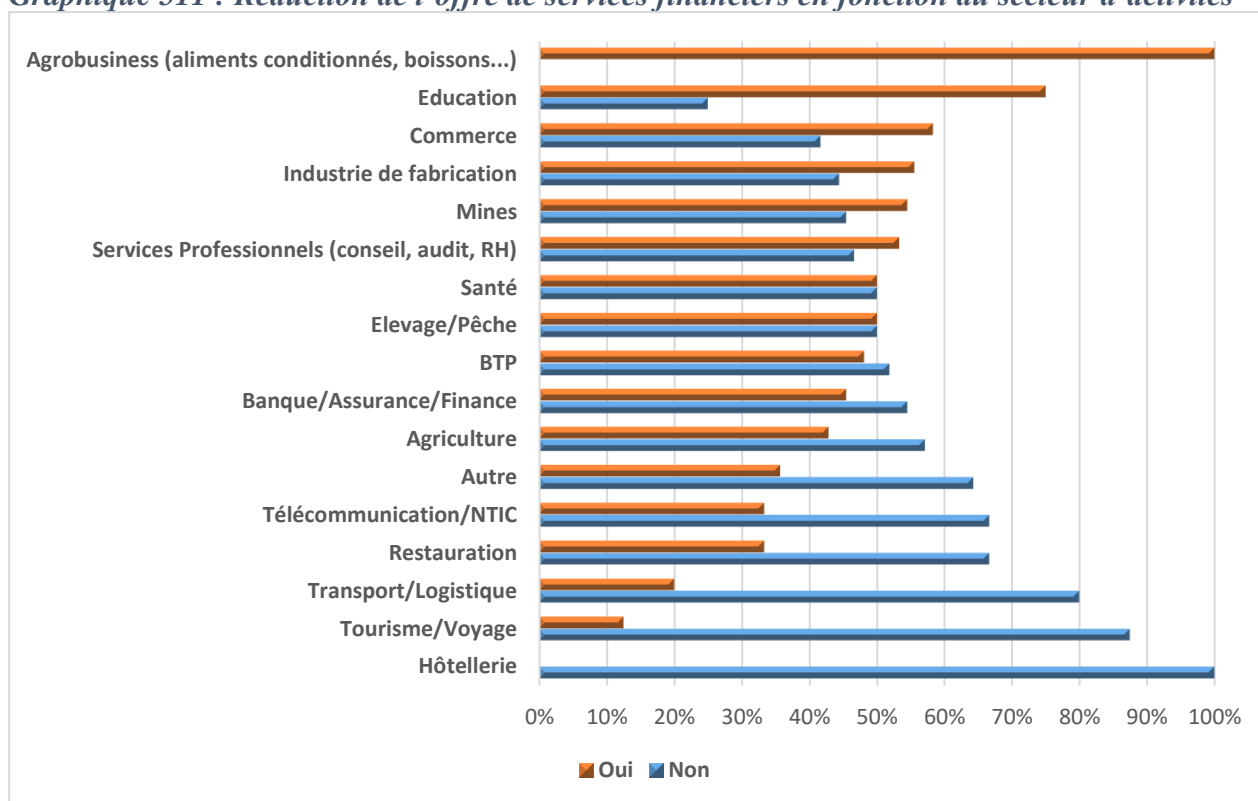
**Graphique 500 : Réduction de l'offre de services financiers en fonction de la taille de l'entreprise**



Source : Enquête APIP

Du côté des secteurs d'activités, l'incidence diffère également : bien que toutes les entreprises formelles sondées évoluant dans le secteur de l'agribusiness estiment être confrontées à la diminution de l'offre de services financiers, toutes les entreprises enquêtées du secteur de l'hôtellerie semblent être moins affectées par cet état de fait.

*Graphique 511 : Réduction de l'offre de services financiers en fonction du secteur d'activités*



*Source : Enquête SFI*

### 3.3 PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERME

#### 3.3.1 Un aperçu des mesures proposées par le Gouvernement

Seul 10% des entreprises formelles déclarent avoir bénéficié des mesures gouvernementales de soutien au secteur privé. À l'instar de nombre d'autres pays, la Guinée a déclaré l'état d'urgence et édicté des mesures fortes pour contenir la propagation de la pandémie et préserver la santé publique du pays. Pour prémunir l'Economie nationale et assister le secteur privé à absorber les chocs induits par le ralentissement prévisible de l'activité économique, le gouvernement de la Guinée a élaboré un plan de riposte économique à la crise sanitaire de la covid-19 qui se décline en trente mesures phares. Parmi ces mesures, figurent notamment l'allègement des charges financières et fiscales pesant sur les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire et un mécanisme de garantie des prêts bancaires aux PME en difficulté. Les entreprises formelles enquêtées ont été invitées à partager leurs impressions sur ces mesures gouvernementales.

Le report de trois mois du paiement des factures d'eau et d'électricité apparaît être la mesure gouvernementale la plus courante dont les entreprises formelles sondées ont bénéficié jusqu'à présent. Parmi les entreprises ayant bénéficié des mesures gouvernementales, 44 % affirment avoir profité de ce mécanisme. Le report des remboursements des prêts bancaires pour le secteur du tourisme et l'hôtellerie et du paiement des impôts arrivent en seconde position avec 25 % de bénéficiaires. Dans les domaines de la santé, près de 6 % des répondants formels déclarent avoir bénéficié d'exonérations sur les équipements de santé et produits assimilés entrant dans le cadre de la lutte contre la covid-19. Enfin, dans le secteur de l'éducation, 6 % des structures formelles confirment le maintien de la subvention des universités pour assurer le fonctionnement des opérations durant la crise.

*Graphique 522 : les mesures de riposte contre la covid-19 dont l'entreprise a bénéficié*

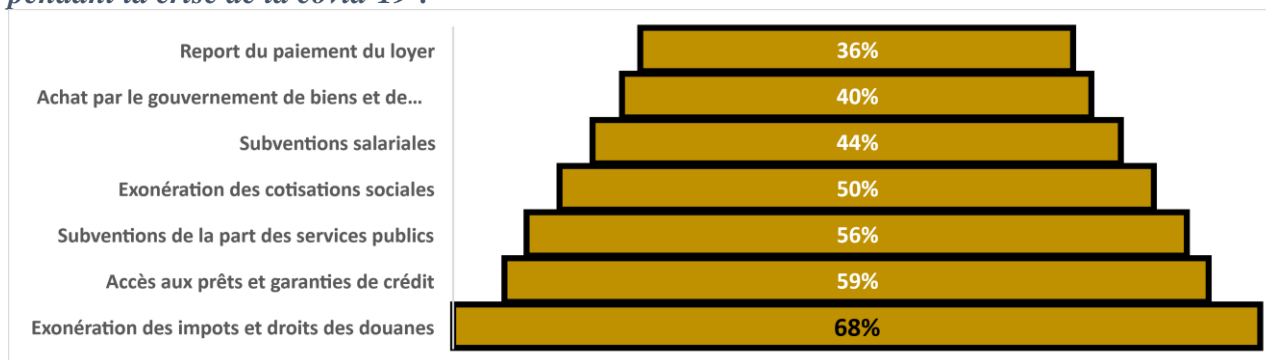


*Source : Enquête APIP*

#### 3.3.2 Phase d'urgence : traverser la crise et préparer la relance de l'activité

L'exonération des impôts et des droits de douane serait la mesure la plus adaptée pour soutenir les entreprises formelles enquêtées pendant la crise de la covid-19. Avec près de 68 % des structures formelles ayant une préférence pour cette option, force est de constater qu'elle ne figure malheureusement pas dans les mesures gouvernementales de soutien au secteur privé. L'exonération des cotisations sociales (50 %) ainsi que les subventions salariales (44 %) sont également plébiscitées par les entreprises formelles du secteur privé.

**Graphique 533 : Quelles seraient les politiques les plus à même de soutenir votre entreprise pendant la crise de la covid-19 ?**



**Source :** Enquête APIP

## **QUATRIEME PARTIE : INDICE MULTIDIMENSIONNEL**



## 4 INDICE MULTIDIMENSIONNEL ET MESURES D'ATTENUATION

### 4.1 INDICE MULTIDIMENSIONNEL DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES MENAGES<sup>3</sup>

4.1.1 Les principaux résultats de l'indice au niveau des ménages

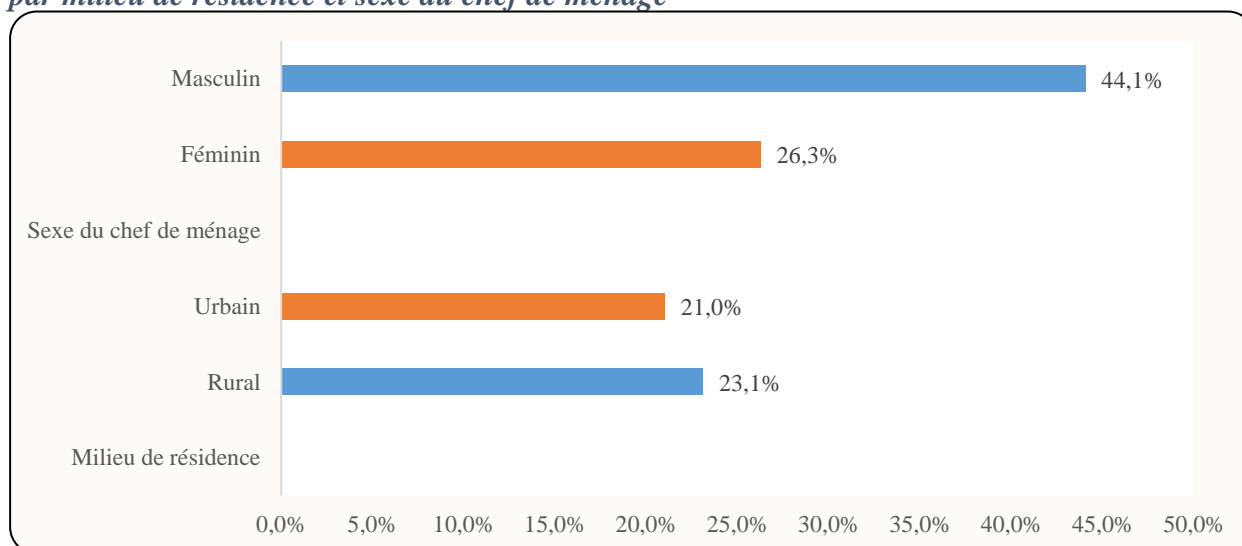
#### 4.1.1.1 Niveau des Indices en milieu de résidence et le sexe du chef de ménage

Les résultats montrent que dans l'ensemble, la valeur de l'indice global est de 69,1%, ce qui prouve que la majorité (3 sur 5) des chefs de ménages guinéens ont reçu l'information ou les messages de préventions sur cette pandémie. Toutefois, les agents communautaires de santé et toutes les parties prenantes doivent continuer les sensibilisations dans toutes les régions car, si le niveau global est acceptable, il reste encore beaucoup d'efforts pour atteindre le bon niveau de connaissance sur les mesures de prévention des chefs de ménages dans plusieurs régions.

L'analyse du graphique ci-dessous nous montre que l'effet de la covid-19 sur l'activité économique est beaucoup plus ressenti en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, la valeur de l'indice en milieu urbain est inférieure à celle en milieu rural (respectivement 21% et 23%).

Selon le sexe des chefs de ménages, les résultats du graphique montrent que les femmes cheffes de ménages ressentent beaucoup plus l'impact de la maladie que les ménages dirigés par les hommes. En effet, la valeur de l'indice multidimensionnel calculé est deux fois plus petite chez les femmes cheffes de ménage que chez les hommes chefs de ménages (respectivement 26,3% et 44,1%). Ce qui montre qu'en période de pandémie, les femmes cheffes de ménages doivent être beaucoup plus appuyées pour pouvoir atténuer l'effet de la maladie au sein des ménages.

**Graphique 544 : Valeur de l'indice de connaissance de la covid-19 et ses impacts sur les ménages par milieu de résidence et sexe du chef de ménage**



*Source : calcul de l'auteur*

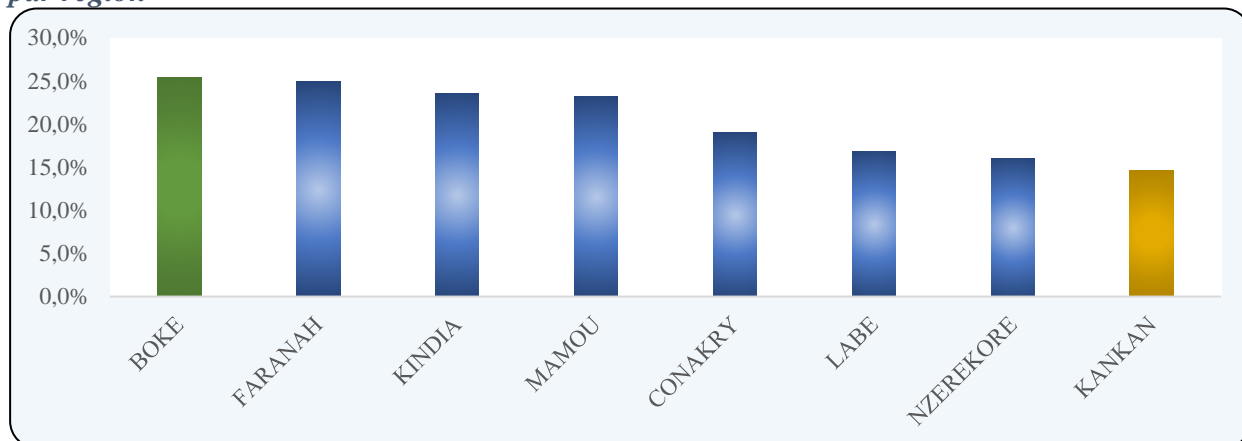
#### 4.1.1.2 Indices par Région

L'analyse au niveau régional dévoile une disparité grandissante. C'est dans les régions de Kankan (14,7%), N'Zérékoré (16%), Labé (16,8%) et Conakry (19%) qu'on enregistre les plus faibles valeurs de l'indice, ce qui montre que les impacts économiques et alimentaires de la pandémie sont beaucoup plus ressentis dans ces quatre régions durant cette période de pandémie. C'est dans la région de Boké (25,8%) qu'on enregistre la plus grande valeur de l'indice, ce qui signifie que l'effet de cette maladie

<sup>3</sup> La méthodologie de calcul de l'indice figure en annexe2 du présent rapport

n'est pas trop ressenti par les ménages se trouvant dans cette région. Elle est suivie des régions de Faranah (24,9%), Kindia (23,6%) et Mamou (23,2%).

**Graphique 555 : Valeur de l'indice de connaissance de la covid-19 et ses impacts sur les ménages par région**

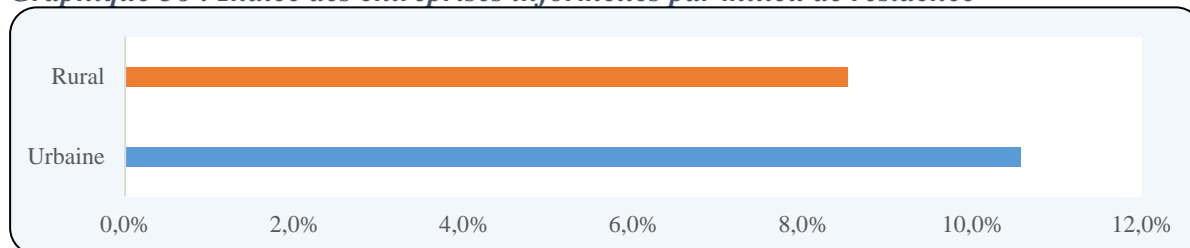


*Source : calcul de l'auteur*

#### 4.1.2 Les principaux résultats de l'indice au niveau des entreprises informelles

Contrairement aux ménages, ce sont les entreprises informelles résidentes en milieu rural (8,5%) qui ressentent le plus l'impact de cette pandémie sur leurs activités économiques que celles résidentes en milieu urbain (10,6%).

**Graphique 56 : Indice des entreprises informelles par milieu de résidence**



*Source : calcul de l'auteur*

## 4.2 MESURES D'ATTENUATIONS DE L'EFFET DE LA COVID-19 SUR LA POPULATION

Cette section traite des attentes des ménages vis-à-vis de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. A la question "attendez-vous une aide de l'État dans le cadre de la lutte contre cette pandémie", 73,7% des chefs de ménages affirment avoir besoin de l'aide de l'Etat pour atténuer leurs consommations ou améliorer leurs activités économiques. Cette proportion est supérieure à 60% dans toutes les régions. Cependant, 26,3% des chefs de ménages déclarent ne pas avoir besoin d'aide de la part de l'Etat.

*Tableau 40 : Répartition (en %) des ménages selon leurs attentes vis-à-vis de l'État dans le cadre de la lutte contre cette pandémie*

	Attendez-vous une aide de l'État dans le cadre de la lutte contre cette pandémie		
	OUI	NON	TOTAL
	%	%	%
Guinée	73,7%	26,3%	100,0%
<b>Régions administratives</b>			
Boké	80,3%	19,7%	100,0%
Conakry	69,8%	30,2%	100,0%
Faranah	81,7%	18,3%	100,0%
Kankan	76,8%	23,2%	100,0%
Kindia	64,6%	35,4%	100,0%
Labé	66,7%	33,3%	100,0%
Mamou	67,5%	32,5%	100,0%
N'Zérékoré	83,7%	16,3%	100,0%
<b>Milieu de résidence</b>			
Rural	74,7%	25,3%	100,0%
Urbain	72,1%	27,9%	100,0%
<b>Sexe du chef de ménage</b>			
Féminin	71,2%	28,8%	100,0%
Masculin	74,3%	25,7%	100,0%

Source : Enquête COVID-19/DNEEP 2020

**CINQUIEME PARTIE : IMPACT DU COVID-19 SUR  
LES AGREGATS MACROECONOMIQUES**

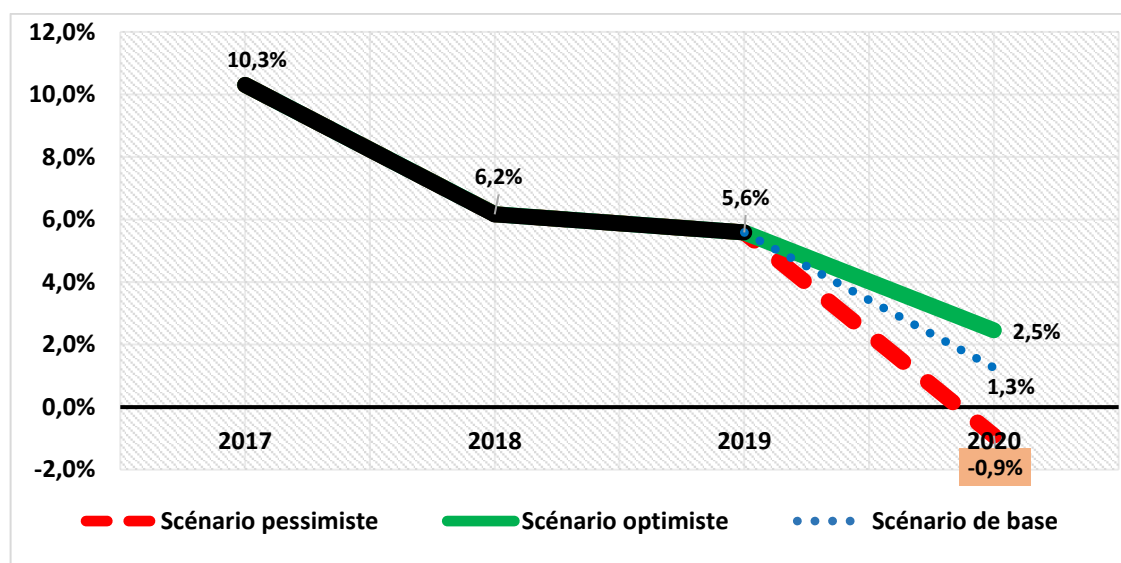
## 5 IMPACT SUR LES AGREGATS MACROECONOMIQUES

Ce chapitre évalue l'impact de la covid-19 et des mesures de lutte prises par le Gouvernement sur le cadre macroéconomique suite à la variation des revenus des ménages, du chiffre d'affaires et le fonctionnement des entreprises formelles et informelles. Il évalue également les possibles détériorations ou améliorations de l'impact de la pandémie sur le cadre macroéconomique.

Pour y arriver, une collecte de données conjoncturelles sur la production a été réalisée auprès des entreprises et des départements sectoriels pour compléter celles de l'enquête téléphonique réalisée auprès des ménages et entreprises pour mieux cerner l'impact de la pandémie sur le cadre macroéconomique.

L'analyse de ces données nous a amené à estimer trois (3) évolutions possibles de la situation économique. Il s'agit des scénarios de base, optimiste et pessimiste.

*Graphique 57: Evolution de la croissance économique selon les scénarios*



Source : Enquête COVID-19/DNEEP/DNPP 2020

### 5.1 SCENARIO DE BASE

Le scénario de base révisé les prévisions de croissance réalisées en 2019. Il est élaboré sur la base des données conjoncturelles relative à la production des entreprises d'une part, et des résultats de l'enquête auprès des ménages et des entreprises dans le cadre de l'évaluation de l'impact de COVID-19 sur l'Economie guinéenne d'autre part. Les principales hypothèses ainsi retenues sont :

- La baisse des revenus de 31% des ménages enquêtés ;
- La restriction des mouvements de 71% des chefs de ménages ;
- La détérioration du transfert net ;
- La baisse de la clientèle et de la demande de 85% des entreprises formelles enquêtées ;
- Le changement effectué dans l'effectif du personnel de 8 entreprises formelles sur 10 ;
- La fermeture définitive de 10,9% des entreprises et temporaire de 27,5% ;
- La baisse du chiffre d'affaires de 89% des entreprises formelles et de 91,5% des UPI suite à l'apparition de la covid-19 ;
- La baisse des productions/ventes de 72,6% unités de production informelle (UPI) ;
- La baisse des investissements par 72% des entreprises formelles et par 77,8% des UPI suite à l'apparition de la covid-19 ;
- Le manque de liquidités par 67% des micro-entreprises sondées d'ici trois mois contre 27% pour les grandes entreprises ;

- La réduction de l'offre de services financiers de 46% des entreprises formelles ;
- Les perturbations enregistrées dans les services de transport/logistique par 78% des entreprises formelles et 56,8% des UPI ;
- La cessation de travail de 40% des UPI sous l'effet de la pandémie.
- La baisse des revenus de 76,9% des entreprises informelles comparativement à la même période de l'année 2019 ;
- La réduction du personnel de 37% des entreprises formelles et 25% des entreprises du secteur informel d'ici la fin de l'année ;
- La cessation d'activités de 21,1% des entreprises formelles suite à la restriction des mouvements ;
- La réduction du nombre d'heures de travail par 37,8% des employeurs informels ; et
- La baisse du niveau des exportations de 12,3% des entreprises informelles.

Selon l'optique offre, les résultats de la simulation ont montré que la croissance économique pourrait se situer à 1,3% en 2020 contre une prévision initiale de 5,8%. Cette évolution de la croissance s'expliquerait par le ralentissement des activités dans tous les secteurs de l'Economie suite à l'impact de la covid-19.

La croissance du *secteur primaire*, s'établirait à 3,1% en 2020 contre une prévision initiale de 4,5% suite aux effets conjugués du ralentissement de l'activité au niveau de ses sous-secteurs (agriculture, élevage, sylviculture et pêche) malgré les efforts fournis par les autorités pour les soutenir.

Les activités agricoles devraient connaître un ralentissement pour se situer à 4,1% contre 5,2% prévue initialement. Ce ralentissement s'expliquerait par la baisse du rendement de 2% suite à l'effet induit des difficultés d'importation des intrants et par la baisse des revenus des exploitants provoquée par les invendus de la campagne précédente liés aux restrictions des mouvements des personnes et leurs biens, de la zone de production vers les zones de consommation.

L'élevage serait moins impacté, sa croissance est estimée à 5,5% en 2020 contre 5,8% prévue initialement. Cette légère baisse s'expliquerait par les difficultés d'importation des poussins dans le cadre du renouvellement du stock de volaille et de soja pour leur alimentation. La résilience du sous-secteur de l'élevage face à la covid-19 serait due à l'effet induit des réformes et des investissements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du PASANDAD.

Au cours des quatre (4) premiers mois de l'année, les exportations des produits halieutiques ont baissé de 99,9%. Cette baisse, liée à la restriction imposée par les pays destinataires, pourrait impacter négativement la croissance des activités de pêche de 0,9 point de croissance.

A l'analyse des données conjoncturelles, les activités sylvicoles sont durement impactées par la maladie à COVID-19. Au cours des quatre (4) premiers mois de l'année 2020 comparés à la même période de 2019, les exportations des produits de l'exploitation forestière se sont effondrées. En effet, les volumes en millier de tonnes de caoutchouc et de bois exportés sont passés respectivement de 5,07 à 3,50 et de 1,91 à 0,70. Cette évolution pourrait plonger le sous-secteur sylvicole dans une récession de 1,8%.

S'agissant du secteur secondaire, sa croissance se situerait à 2,1% en 2020 contre une prévision de 5,9%, suite à la baisse des activités manufacturières et au ralentissement des activités extractives et de construction.

Le secteur minier, moteur de la croissance de l'économie nationale, est durement impacté par la covid-19 suite à la baisse de la demande de l'industrie chinoise, principale destination de la bauxite guinéenne. Au cours des quatre (4) premiers mois de l'année, la tendance haussière entamée depuis 2016 a fléchi, passant de 391,6% à 36,9%. Les exportations d'or ont aussi baissé, passant de 89,9% à 55,1% sur la même période. Ceci étant, les activités minières devraient connaître un ralentissement de sa croissance de 2,8% pour un objectif du scénario de base de 8,3%.

Selon les résultats de l'enquête auprès des entreprises formelles et informelles, 89% des entreprises formelles et 91,5% des UPI ont connu une baisse de leurs chiffres d'affaire de suite à l'apparition de COVID-19. La continuation de cette tendance baissière pourrait impacter négativement la croissance des activités manufacturières qui se situerait à -0,1% en 2020 contre un objectif initial de 2,6%.

Les informations conjoncturelles indiquent que la production du ciment a chuté au cours quatre premiers mois de l'année 2020 suite au retard enregistré dans l'exécution de plusieurs projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures. Par conséquent, cette situation devrait légèrement ralentir les activités de construction qui progresserait de 3,4% contre 4,3% prévu initialement.

Par contre, la production énergétique devrait connaître un taux de croissance de 4,2% en 2020 comme prévu initialement. Cette performance serait due aux nouvelles mesures prises par les autorités pour améliorer la fourniture de l'eau et de l'électricité pendant ce temps de crise sanitaire mondiale.

Quant au secteur tertiaire, sa croissance devrait baisser de 0,2% en 2020 contre une prévision précédente de 4,2%. Cette situation s'expliquerait par la détérioration des activités de commerce, du tourisme, des transports et des autres services non marchands à l'exception des postes et télécommunications qui devraient connaître une amélioration.

Selon les résultats de l'enquête auprès des ménages et des entreprises, les revenus de 31% des ménages et les ventes de 72,6% unités de production informelle (UPI) ont diminué. Ce qui pourrait affecter l'offre et la demande des biens sur les marchés domestiques. A cet effet, une baisse des activités de commerce de 2,2% en 2020 devrait être attendue pour une prévision précédente de 3,9%

S'agissant, de la valeur ajoutée des activités hôtelières, sa croissance chuterait à 3,6% en 2020 pour une prévision initiale de 4,1%. Cette chute s'expliquerait par la rareté des clients dans les complexes hôteliers et par la fermeture des bars, salles de jeux et autres lieux de rassemblement.

L'analyse des données conjoncturelles pour la période de janvier-avril 2020 montre que le nombre de passages a chuté de 3% suite à la suspension des vols, de la restriction de voyage et de la fermeture des frontières. Ainsi, les activités de transport devraient enregistrer un taux de croissance de -1,5% contre 2,5% prévue initialement.

Contrairement aux autres secteurs du tertiaire, les postes et télécommunications connaîtraient une très bonne évolution. Ce secteur serait renforcé de la crise sanitaire à Covid-19 grâce au recours à la téléphonie et à l'internet pour le travail à distance. Ainsi, sa croissance se situerait à 10,6% en 2020 contre une prévision précédente de 3,5%.

Selon l'optique demande, une baisse drastique de la consommation de 27,1% et un faible rythme de croissance de l'investissement de 0,2% devraient être attendue en 2020 contre respectivement 5,4% et -6,7% en 2019. Ces situations pourraient s'expliquer principalement par la baisse des revenus des ménages, la perturbation des systèmes d'approvisionnement, l'instabilité des prix et les difficultés de transport.

Le scénario de base prévoit un taux d'inflation en moyenne annuelle qui se situerait à 11,1% en 2020 contre une prévision initiale de 9,9%. En glissement annuel, elle serait de 11,8% par rapport à 9,2% prévue précédemment. Ces évolutions s'expliqueraient par la rareté de certains biens sur le marché suite à la baisse des importations, le recul de la production et les perturbations enregistrées dans la chaîne d'approvisionnement des marchés locaux.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2020, les prévisions des recettes budgétaires n'ont pas été atteintes suite à la baisse des impôts sur les sociétés minières de 63,5%, des impôts sur les revenus des personnes physiques de 60,7%, des impôts sur le patrimoine de 45,1%, de la taxe sur les produits miniers de 48,4% et de la taxe d'accès au réseau de télécommunication de 44,4%. Par conséquent, une perte de recettes budgétaires pourrait être enregistrée tant au niveau de la fiscalité intérieure qu'à celui de la fiscalité extérieure. Ainsi, les recettes budgétaires pourraient se situer à 17 986,0 milliards de GNF (16,2% du PIB) contre un objectif de la LFI de 19 754,8 milliards de GNF (16,3% du PIB), soit un surplus de 1 768,8 milliards de GNF.

Sur la même période, les dépenses publiques ont enregistré une hausse de 20,2% en lien avec une hausse de 34,5% des dépenses courantes en particulier, les subventions et transferts (+39,5%). Par contre, elles constituent une baisse par rapport à la LFI. Dans ces conditions, les dépenses publiques pourraient se situer à 21,6% du PIB en 2020 pour une prévision de la LFI de 21,5% du PIB. Les dépenses courantes seraient exécutées à hauteur de 15,9% du PIB contre une prévision initiale de 13,6% du PIB, en relation avec l'augmentation des salaires, des subventions et transferts, et des achats de biens et services. Cette évolution résulte essentiellement du paiement des primes en faveur des agents de santé, de l'acquisition de kits sanitaires, et des transferts en faveur des ménages et entreprises dans le cadre du programme gouvernemental de riposte contre la covid-19.

Quant aux dépenses en capital, elles devraient être exécutées à hauteur de 5,7% du PIB contre une prévision initiale de 7,9% du PIB. Cette diminution s'expliquerait par l'insuffisance des ressources nécessaires pour financer les projets structurants. Ainsi, les soldes budgétaires dons compris et dons exclus seraient respectivement déficitaires de 3,4% et 5,4% du PIB.

En dépit d'un excédent de 142,59 millions de dollars de la balance commerciale au premier trimestre 2020, le compte des transactions courantes a dégagé un déficit de 95,06 millions de dollars, essentiellement dû à la dégradation de la balance des revenus primaires. L'excédent de la balance commerciale s'explique par la résilience du secteur minier qui représente 99% des exportations totales. Les exportations de bauxite sont passées de 186,304 millions de tonne à fin mars 2019 à 191,405 millions de tonne à la même période en 2020. Quant aux exportations d'or, elles se sont situées à 4,9 tonnes au premier trimestre 2020 contre 4,2 tonnes à la même période en 2019.

Sur la base des tendances observées et des hypothèses formulées au premier trimestre, les échanges extérieurs devraient enregistrer un solde global négatif de 0,9% du PIB en 2020 contre une prévision initiale de 1,2% du PIB. Cette réduction serait imputable à la fermeture des frontières des pays partenaires qui impacterait négativement les exportations, le tourisme, le transport et les transferts. Ainsi, les réserves extérieures devraient représenter 1,4 mois d'importations à fin 2020 contre un objectif initial de 2,5 mois.



## 5.2 SCENARIO OPTIMISTE

Ce scénario suppose que la propagation de la maladie à coronavirus devrait être maîtrisée avant la fin du mois de décembre 2020 grâce au respect des mesures prises par les autorités pour éradiquer ce fléau. Il est aussi élaboré sur la base de certaines hypothèses issues des échanges avec les sectoriels d'une part et des résultats de l'enquête auprès des ménages et des entreprises d'autre part. Les principales hypothèses ainsi retenues sont :

- L'efficacité des mesures prises par les autorités guinéennes pour lutter contre la covid-19 ;
- La baisse des revenus de moins de 31% des ménages enquêtés ;
- La détérioration des mouvements et destinations de moins 71% des chefs de ménages ;
- L'arrêt des transferts d'argent envers l'extérieur par moins de 88% des ménages contre un poignet de plus des ménages qui font des transferts à l'extérieur ;
- La baisse de la clientèle et de la demande de moins 85% des entreprises formelles enquêtées ;
- Le changement effectué dans l'effectif du personnel de moins 80% entreprises formelles malgré les effets induits de la covid-19 ;
- La fermeture définitive de moins de 10,9% et temporaire de moins de 27,5% des UPI ;
- La baisse du chiffre d'affaires de moins de 89% des entreprises formelles et de moins de 91,5% des UPI malgré l'apparition de Covid-19 ;
- La baisse des productions/ventes de moins de 72,6% unités de production informelle (UPI) contre plus de 7,9% de celles qui s'attendent à une augmentation ;
- La baisse des investissements de moins de 72% des entreprises formelles et de moins de 77,8% des UPI en dépit de l'apparition de la covid-19 ;
- La trésorerie déficitaire de moins de 42,7% des UPI contre la trésorerie de plus de 45% des UPI qui pourront résister de 1 à 3 mois ;
- Le manque de liquidités par moins de 67% des micro-entreprises sondées d'ici trois mois contre plus de 27% pour les grandes entreprises ;
- La réduction de l'offre de services financiers de moins de 46% des entreprises formelles ;
- Les perturbations enregistrées dans les services de transport/logistique par moins de 78% des entreprises formelles et moins de 56,8% des UPI ;
- La cessation de travail de moins de 40% des UPI sous l'effet de la pandémie.
- La baisse des revenus de moins de 76,9% des entreprises informelles comparativement à la même période de l'année 2019 ;
- La réduction du personnel par moins de 37% des entreprises formelles et plus de 25% des entreprises du secteur informel d'ici la fin de l'année ;
- La cessation d'activités par moins de 21,1% des entreprises formelles suite à la fermeture des frontières et à l'interdiction des voyages intérieurs ;
- La réduction du nombre d'heures de travail par moins de 37,8% des employeurs informels ;
- La baisse du niveau des exportations de moins de 12,3% des entreprises informelles.
- La disponibilité des intrants agricoles et machines dans les communautés dans le cadre des différentes campagnes agricoles ;
- L'amélioration et la bonne répartition de la pluviométrie dans l'espace et dans le temps ;
- Le maintien du même niveau de production par certaines sociétés minières malgré la baisse de la demande mondiale de la bauxite ;
- Les investissements publics prévus dans le cadre du plan de riposte contre la covid-19 ; et
- L'utilisation de l'internet et la téléphonie comme des moyens de travail pour éviter la contagion.

Les résultats de la simulation ont montré que, vu du côté offre, la croissance économique pourrait se situer à 2,5% en 2020 contre une prévision du scénario de base de 1,3% en supposant que la propagation de la maladie à coronavirus sera maîtrisée à la fin du premier semestre 2020. Cette

évolution de la croissance s'expliquerait par le ralentissement des activités dans tous les secteurs de l'Economie suite à l'impact de la pandémie de Covid-19.

De l'analyse des données conjoncturelles, on retrouve presque la même configuration pour le secteur primaire que celle dans le scénario de base avec un risque de repli de la demande à cause des mesures sanitaires. Cette analyse indique que la baisse de la demande sur les marchés domestiques des produits agricoles pourrait augmenter les prix à l'intérieur du pays. L'avantage de la Guinée, est que les acquis des campagnes précédentes pourraient garantir un approvisionnement normal des marchés nationaux en produits alimentaires. Cette résilience du secteur serait possible grâce au maintien d'un niveau appréciable de l'offre et de la demande. Ainsi, la croissance du secteur s'établirait à 2,8% en 2020 contre une prévision du scénario de base de 3,1%.

Les activités agricoles devraient connaître un ralentissement pour se situer à 3,5% contre 4,1% prévue par le scénario de base, soit un écart de 0,6 point, en lien avec la baisse de la demande des produits agricoles et la fermeture des frontières terrestres avec les pays voisins.

L'élevage enregistrerait une croissance de 5% en 2020 contre 5,5% prévu par le scénario de base, suite à la mise en œuvre de certaines actions du projet de gestion durable du bétail dans ce sous-secteur.

Les activités de pêche devraient connaître une croissance de 2,1% en 2020, soit le même taux que le scénario de base et contre une prévision initiale de 3%. Cette situation s'expliquerait par la baisse de production par certaines sociétés de pêche exportatrices de poissons.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2020, 89% des entreprises formelles et de 91,5% des UPI ont connu une baisse de leurs chiffres d'affaire. De même, 72% des entreprises formelles et 77,8% des UPI prévoient une baisse de leurs investissements. En dépit des résultats enregistrés sur la période, le secteur secondaire pourrait rebondir facilement après la crise à COVID-19, car quelques lueurs d'espoirs pointent à l'horizon. Il s'agit, notamment, de la relance de la demande extérieure de la bauxite et de la reprise des chantiers de construction dans le pays. Ceci étant, la croissance du secteur secondaire se situerait à 2,9% en 2020 pour une prévision du scénario de base de 2,1%.

En 2020, les activités minières devraient enregistrer un taux de croissance de 3,8% pour un objectif du scénario de base de 2,8%, soit une augmentation de 1 point de pourcentage. Cette résilience des activités extractives résulterait du maintien du même rythme de production de la production de la bauxite par certaines sociétés minières malgré la fermeture des frontières maritimes.

Les activités manufacturières, quant à elles, pourraient connaître une baisse de 0,1% en 2020 contre une prévision du scénario de base de 2,6%, soit 2,5 points d'écart. Cette situation pourrait s'expliquer par les difficultés d'approvisionnement en matières premières et d'exportations des produits

Concernant les activités de construction, elles devraient afficher un taux de croissance de 4,6% en 2020 contre un objectif du scénario de base de 3,4%. Cette évolution serait possible grâce à la poursuite de la réalisation de plusieurs projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures.

Contrairement aux autres sous-secteurs du secondaire, la production de l'électricité et de l'eau devrait connaître un taux de croissance de 6,5% en 2020 qui dépasserait l'objectif du scénario de base de 4,2%, grâce aux mesures prises par les autorités pour améliorer l'offre pendant ce temps de crise mondiale.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2020, le secteur tertiaire est ressorti comme celui qui subit le plus les chocs de la covid-19 à cause de la baisse du nombre des passagers aériens, de la restriction des mouvements des personnes et de leurs biens et l'arrêt des cours dans les établissements d'enseignement. Les effets induits de ces chocs sur ce secteur seront atténués par le bon comportement des postes et télécommunications. De ce fait, la croissance de ce secteur devrait chuter de 0,1% en 2020 contre une baisse de 0,2% prévue par le scénario de base.

Les activités commerciales devraient baisser de 2,3% en 2020 contre une tendance du scénario de base de 2,2%, en lien avec la fermeture des frontières qui empêcherait l'approvisionnement des marchés en marchandises.

Les services d'hôtellerie devraient enregistrer une croissance qui diminuerait de 3,6% en 2020 comme prévu par le scénario de base, suite à la rareté des clients dans les complexes hôteliers et à la fermeture des bars, salles de jeux et autres lieux de rassemblement.

La croissance des activités de transports devrait baisser de 1,5% en 2020, soit le même taux prévu par le scénario de base et contre 3% en 2019, due à la suspension des vols, de la restriction de voyage et de la fermeture des frontières.

Par contre, les postes et télécommunications connaîtraient une très bonne évolution. Elles devraient enregistrer un taux de croissance de 15,8% en 2020 contre une prévision du scénario de base de 10,6%. Cette performance s'expliquerait par le recours à la téléphonie et à l'internet pour le travail à distance.

Au niveau de la demande, une baisse de la consommation de 27,1% et de l'investissement de 0,3% devrait être attendue en 2020. Cette situation serait aussi liée à la mise en application des mesures sanitaires qui a eu essentiellement pour conséquence la baisse des revenus des ménages, le manque de quelques produits sur le marché, l'augmentation des prix, les difficultés de transport.

Les résultats du scénario optimiste montrent également que le taux d'inflation en moyenne annuelle se situerait à 10,8% en 2020 contre une prévision du scénario de base de 11,1%. En glissement annuel, elle serait de 11,1% par rapport à 11,8% prévue par le scénario de base. Ces évolutions résulteraient non seulement de la combinaison des mesures de politique budgétaire et politique restrictive, mais aussi, des mesures structurelles relatives à la production vivrière.

En 2020, la situation des finances publiques serait caractérisée par des soldes budgétaires déficitaires dons compris et dons exclus qui se situeraient respectivement à 3 735,1 milliards de GNF (-3,4% du PIB) et 6 140,0 milliards de GNF (-5,5% du PIB). Les recettes budgétaires totales pourraient se situer à 17 810,5 milliards de GNF (16% du PIB) contre un objectif du scénario de référence de 17 986,0 milliards de GNF (16,3% du PIB), soit un manque à gagner de 175,5 milliards de GNF, suite au ralentissement des activités économiques.

Les dépenses publiques seraient exécutées moins que prévu par la LFI. Elles pourraient se situer à 24 176,3 milliards de GNF (21,7% du PIB) en 2020 pour une prévision du scénario de référence de 23 986,1 milliards de GNF (21,5% du PIB). Cette évolution s'expliquerait par l'augmentation des dépenses courantes.

Les dépenses courantes seraient exécutées à hauteur de 17 810,5 milliards de GNF (16% du PIB) contre une prévision du scénario de base de 17 680,5 milliards de GNF (15,9% du PIB), soit une hausse de 130 milliards de GNF. Cette évolution s'expliquerait par l'augmentation des salaires et des achats des biens et services pour le compte du secteur de la santé dans le cadre de la lutte contre la covid-19.

Quant aux dépenses en capital, elles devraient être exécutées à hauteur de 6 305,7 milliards de GNF (5,7% du PIB) contre 6 305,7 milliards de GNF (5,7% du PIB) prévu par le scénario de base, soit une diminution de 3 215,4 milliards de GNF.

Les échanges extérieurs devraient enregistrer un solde global déficitaire de 945,3 millions de dollars US (-0,8% du PIB) en 2020 qui serait imputable à la fermeture des frontières des pays partenaires qui affecterait les exportations, les importations, le tourisme, le transport et les transferts. Ainsi, les réserves extérieures devraient représenter 1,4 mois d'importations à fin 2020 comme prévu par le scénario de base.

### 5.3 SCENARIO PESSIMISTE

Le scénario pessimiste repose sur des hypothèses qui supposent que cette pandémie ne pourrait pas être éradiquée d'ici le 31 décembre 2020 et impacterait négativement le cadre macroéconomique du pays. De façon spécifique, les hypothèses suivantes ont été notamment formulées pour réaliser ce scénario :

- L'inefficacité des mesures prises par autorités guinéennes pour lutter contre la covid-19 ;
- La baisse des revenus de plus de 31% des ménages enquêtés ;
- La détérioration des mouvements et destinations de plus de 71% des chefs de ménages ;
- L'arrêt des transferts d'argent envers l'extérieur par plus de 88% des ménages contre un poignet de moins de 12% des ménages qui font des transferts à l'extérieur ;
- La baisse de la clientèle et de la demande de plus de 85% des entreprises formelles enquêtées ;
- Le changement effectué dans l'effectif du personnel de plus de 80% des entreprises formelles suite aux effets induits de la covid-19 ;
- La fermeture définitive de plus de 10,9% et temporaire de plus de 27,5% des UPI ;
- La baisse du chiffre d'affaires de plus de 89% des entreprises formelles et de plus de 91,5% des UPI suite à l'apparition de COVID-19 ;
- La baisse des productions/ventes de plus de 72,6% unités de production informelle (UPI) contre moins de 7,9% de celles qui s'attendent à une augmentation ;
- La baisse des investissements de plus de 72% des entreprises formelles et de plus de 77,8% des UPI suite à l'apparition de la covid-19 ;
- La trésorerie déficitaire de plus de 42,7% des UPI contre la trésorerie de moins de 45% des UPI qui pourront résister de 1 à 3 mois ;
- Le manque de liquidités par plus de 67% des micro-entreprises sondées d'ici trois mois contre moins de 27% pour les grandes entreprises ;
- La réduction de l'offre de services financiers de plus de 46% des entreprises formelles ;
- Les perturbations enregistrées dans les services de transport/logistique par plus de 78% des entreprises formelles et plus de 56,8% des UPI ;
- La cessation de travail de plus de 40% des UPI sous l'effet de la pandémie ;
- La baisse des revenus de plus de 76,9% des entreprises informelles comparativement à la même période de l'année 2019 ;
- La réduction du personnel de plus de 37% des entreprises formelles et plus de 25% des entreprises du secteur informel d'ici la fin de l'année ;
- La cessation d'activités de plus de 21,1% des entreprises formelles suite à la fermeture des frontières et à l'interdiction des voyages intérieurs ;
- La réduction du nombre d'heures de travail par plus de 37,8% des employeurs informels ;
- La baisse du niveau des exportations de plus de 12,3% des entreprises informelles ; et
- La baisse de la demande mondiale de la bauxite pousserait les sociétés minières à optimiser leurs productions.

Le scénario pessimiste prévoit une récession de l'Economie en 2020. Le taux de croissance se fixerait à -0,9% en 2020 en baisse par rapport à la prévision du scénario optimiste de 1,5%, en raison des effets d'entraînement de la covid-19 sur les secteurs économiques, notamment, l'industrie, les mines, les transports, l'hôtellerie, le commerce et les autres services non marchands.

Selon résultats de l'enquête auprès des ménages, les revenus des ménages sont tirés principalement des activités agricoles (41,5%), des entreprises familiales non agricoles (11,3%) et de l'emploi salarié d'un membre du ménage (11,3%). Au cours des quatre premiers mois de l'année, 40,3% des ménages ont déclaré n'avoir pas réalisé une activité depuis coronavirus contre 60,7% de ceux qui ont réalisé une activité dans les fermes agricoles. L'augmentation de la proportion des ménages ayant déclaré

l'inactivité des fermes agricoles pourrait provoquer un ralentissement drastique de la croissance du secteur primaire qui s'établirait à 1,9% en 2020 contre une prévision du scénario optimiste 2,8%.

Sur la même période, le secteur secondaire a subi un recul de la demande mondiale des produits miniers, des perturbations sur la chaîne d'approvisionnement en matières premières et, une baisse du chiffre d'affaires et de l'investissement des entreprises. Par conséquent, la valeur ajoutée du secteur secondaire connaîtrait une baisse de 1,3% en 2020 contre une hausse de 2,9% prévue par le scénario optimiste. Toutefois, la branche de la production énergétique se comporterait mieux par rapport aux autres branches du secondaire grâce aux mesures prises par les autorités pour fournir ces services à la population pendant l'Etat d'urgence.

L'analyse des données conjoncturelles a montré que le secteur tertiaire a été beaucoup touché par la covid-19 à cause des restrictions de mouvements de personnes et de biens qui, provoquerait une perturbation du commerce, à la baisse des revenus et du pouvoir d'achat des ménages. Le tertiaire a été identifié comme le plus affecté par les effets de la pandémie suite à la diminution du nombre des passagers aériens, de la restriction des mouvements des personnes et de leurs biens et l'arrêt des cours dans les établissements d'enseignements. De ce fait, la croissance de la valeur ajoutée de ce secteur devrait baisser à 1,4% en 2020, soit la même tendance baissière que pour le scénario optimiste.

En 2020, une baisse significative à la fois de la consommation de 29,2% et de l'investissement de 16,5% pourrait être possible contre respectivement des prévisions du scénario optimiste de -27,2% et 0,2% pour la même année. Cette baisse serait imputable essentiellement à la baisse des revenus des ménages, à la perte de pouvoir d'achat due à l'aggravation de l'inflation, au problème d'approvisionnement, aux difficultés de transport provoqués par mise en pratique des mesures prises par les autorités guinéennes.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle se situerait à 11,8% en 2020 contre 10,8% prévu par le scénario optimiste. Aussi, elle serait de 13,7% en glissement annuel contre une prévision de 11,1% pour le scénario optimiste. Ces niveaux de prix à la consommation s'expliqueraient par la rareté de certains biens sur le marché suite à la baisse des importations et le recul de la production.

Selon le scénario pessimiste, la gestion des finances publiques se caractériserait en 2020 par une évolution plus rapide des dépenses publiques par rapport aux recettes totales, comme indiqué par le scénario optimiste. Les dépenses publiques augmenteraient de 16,9% contre une baisse des recettes totales de 3,4%. Les dépenses publiques seraient exécutées à hauteur de 21 546,5 milliards de GNF (20% du PIB) et les recettes budgétaires totales seraient mobilisées à hauteur de 17 273,8 milliards de GNF (16% du PIB). Les déficits budgétaires dons compris et dons exclus se situeraient respectivement à 4 272,7 milliards de GNF (-4% du PIB) et 6 221,6 milliards de GNF (-5,8% du PIB).

Les transactions avec l'extérieur afficheraient un solde global déficitaire de 1 171,6 millions de dollars US (-1,1% du PIB). Ce déficit s'expliquerait aussi par la forte augmentation des importations, en lien avec d'importants investissements directs étrangers (IDE) et les décaissements des prêts projets pour le développement des infrastructures. Les réserves extérieures représenteraient ainsi 1,2 mois d'importations à fin 2020 contre un objectif initial de 1,4 mois pour le scénario optimiste.

**Tableau 41 : Principaux indicateurs macroéconomiques selon les trois scénarios**

	2019	2020			
	Année de base	Avant COVID-19	Scénario de base	Scénario Optimiste	Scénario Pessimiste
<b>Secteur réel</b>					
Croissance économique	5,6%	5,8%	1,3%	2,5%	-0,9%
PIB/tête (en US\$)	968,7	1027,1	996,5	1010,9	939,7
Prix à la consommation (en glissement fin décembre)	9,1%	9,2%	9,7%	10,8%	13,7%
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	9,5%	9,6%	9,5%	10,6%	11,8%
<b>Finances publiques</b>					
Recettes courantes (en % du PIB)	16,5%	15,6%	16,2%	16,1%	14,2%
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,2%	12,4%	15,9%	15,8%	15,0%
Dépenses en capital (en % du PIB)	4,8%	9,3%	5,7%	5,7%	5,1%
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,6%	-6,1%	-5,4%	-5,4%	-5,8%
Solde primaire (en % PIB)	1,1%	-1,2%	-1,5%	-1,6%	-1,9%
Besoin de financement (+) (en % du PIB)	0,0%	9,7%	14,3%	14,6%	17,2%
<b>Balance des paiements</b>					
Exportations biens /PIB (en %)	41,2%	45,1%	22,0%	22,8%	18,6%
Importations biens /PIB (en %)	-39,1%	-38,4%	-29,6%	-29,2%	-28,0%
Compte courant (n c.transf.pub.) en millions USD	-1063,5	-175,1	-1672,9	-1570,0	-1710,6
Compte courant (n c.transf.pub.) en % du PIB	-9,3%	-1,4%	-14,0%	-12,9%	-15,1%
Solde global en millions USD	-22,74	2362,54	-1027,33	-944,98	-1067,87
Solde global en % du PIB	0,0%	2,1%	-0,9%	-0,8%	-1,0%

*Source : Résultats des simulations sur MSEGUI*

## 6 CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

La pandémie de Covid-19 a entraîné des conséquences économiques dont l'ampleur n'aurait de ressemblance que la grande dépression de 1929. Les conséquences économiques du confinement ont été désastreuses notamment dans les pays les plus avancés avec la fermeture des usines, la réduction de la fourniture des services, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, la baisse drastique de la consommation, l'aversion aux risques des investisseurs et la chute des voyages d'affaires et de tourisme. Cette situation a entraîné la récession économique dans la plupart des pays. Ainsi, d'après le FMI, l'Économie mondiale serait en récession de 3,0% en 2020.

Face à cette situation, la principale question que la présente étude a tenté de répondre est de savoir : *quel est l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'économie guinéenne ?* En réponse à cette question, les données recueillies et les analyses effectuées ont permis d'apprécier de manière précise les effets de la pandémie sur les conditions de vie des ménages, les activités des entreprises et la situation macroéconomique.

Il ressort de l'étude que dans le pire des scénarios, l'économie guinéenne enregistrerait une croissance de -0,9% en 2020 contre une projection initiale de 5,8%. Cette baisse résulterait des effets d'entraînement de la covid-19 sur les secteurs économiques, notamment, l'industrie, les mines, les transports, l'hôtellerie, le commerce et les autres services non marchands. Ce scénario pessimiste qui repose sur la persistance de la pandémie jusqu'à la fin de l'année 2020 se traduirait par une baisse significative à la fois de la consommation (29,2%) et de l'investissement de (16,5%). Cette situation résulterait notamment de la chute du revenu des ménages et du manque de visibilité par rapport aux perspectives des entreprises. La récession interviendrait dans un contexte de légère accentuation des pressions inflationnistes en lien avec la rareté de certains biens de consommation suite aux difficultés d'importation de certains produits ainsi que l'incidence des mesures d'urgence sanitaires sur l'approvisionnement des marchés.

Au niveau des finances publiques, l'exécution du budget se caractériserait en 2020 par un déficit global, dons compris, de 4,0% du PIB en lien avec un accroissement de 16,9% des dépenses dans un contexte d'une baisse de 3,4% des recettes budgétaires. Quant aux transactions avec l'extérieur, elles se traduiraient par le creusement du compte courant qui s'expliquerait par la forte augmentation des importations financées par des Investissements Directs Étrangers (IDE) dans le secteur minier et des décaissements des prêts projets pour le développement des infrastructures. Par contre, le scénario optimiste qui suppose que la propagation de la maladie à coronavirus devrait être maîtrisée vers la fin du mois d'août 2020. Ceci pourrait se traduire par une croissance du PIB réel de l'ordre 2,5% avec une légère amélioration des indicateurs budgétaires et extérieurs comparativement aux résultats du scénario pessimiste.

S'agissant de l'incidence de la pandémie sur les entreprises, il ressort de l'étude que 8 entreprises sur 10 ont été négativement impactées par la crise de Covid-19 à travers notamment la baisse du chiffre d'affaires. Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie, l'Agrobusiness, le transport et la logistique. Par contre, le secteur minier semble être relativement épargné par les conséquences de la pandémie. L'ampleur du choc est telle que 30% des entreprises formelles ne fonctionneraient qu'à hauteur de 25% du rythme habituel, 22% seraient en cessation temporaire d'activités et 4% auraient même définitivement interrompu toute activité.

Les entreprises formelles ont essentiellement souffert de la baisse de la demande, du renchérissement des coûts d'exploitation, des retards de livraison, de la réduction des flux de capitaux et d'investissements ainsi que des difficultés de trésorerie et des problèmes d'approvisionnement en matières premières. Face aux difficultés, 8 entreprises formelles sur 10 ont procédé à un changement dans l'effectif du personnel depuis le début de la crise. Cette situation concerne tous les secteurs d'activités avec une prédominance pour les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), des services professionnels et de la restauration. Les entreprises ont eu majoritairement recours aux

congés techniques et à la réduction du nombre d'heures de travail. Cependant, certains chefs d'entreprises ont opté pour la réduction des salaires ou le licenciement entraînant ainsi une incidence majeure sur le revenu des ménages.

Les entreprises informelles ont également subi les conséquences liées à la pandémie. Ainsi, plus de 70% des entreprises du secteur n'ont pas fonctionné à pleine capacité et près de 77% ont enregistré une baisse de revenu comparativement à la même période de l'année 2019. Le secteur informel a essentiellement souffert des contraintes liées à la mise en place de l'état d'urgence (près d'une entreprise sur deux) ainsi que des effets relatifs au ralentissement des activités sur le marché intérieur. Elles ont été également impactées par les difficultés de transport et d'importation des marchandises qui ont eu des implications sur la situation du personnel et par ricochet le revenu des ménages.

Par rapport à l'impact sur la vie des populations, l'étude révèle que la pandémie de la covid-19 a contraint près de trois quarts des ménages à réduire la fréquentation de leur lieu de travail. En plus, la proportion du travail rémunéré est passée de 77,5% avant l'épidémie à 50% pendant la maladie. Cette baisse qui est plus accentuée dans les régions de Boké et Conakry concerne plus les femmes que les hommes. Cette situation qui a eu des conséquences importantes sur la rémunération et le revenu des ménages serait principalement liée à l'arrêt d'activité, la réduction du personnel et la maladie. Au total, 30% des ménages ont connu une baisse de revenu de plus de 50% alors que 31% des ménages ont enregistré une baisse de revenu située entre 30 et 50%. De même, 61,7% des ménages propriétaires d'entreprises familiales ont déclaré avoir constaté une baisse de revenu.

Dans ce contexte, l'étude révèle une forte dégradation des conditions de vie des ménages notamment en termes d'alimentation et d'accès aux services sociaux essentiels. Ainsi, une large majorité des ménages n'ont pas pu manger des aliments sains et nutritifs préférés ou varier leur alimentation alors que certains ont été obligés de sauter un repas ou d'agir sur la quantité. Plus du tiers des ménages interrogés ont même connu la famine en cette période de pandémie. Les conséquences de la pandémie ont également entraîné une accentuation des difficultés d'accès à l'eau potable, la limitation à l'accès aux services d'assainissement et l'augmentation des violences physiques et verbales au sein des ménages. En plus, les conséquences de la pandémie ont contraint certains ménages à réduire l'accès aux services de santé et d'éducation. Même la vaccination des enfants et l'enregistrement à l'état civil ont été négativement impactés par les conséquences de la maladie.

Il importe, par ailleurs, de souligner que l'étude révèle des failles dans le mécanisme de sensibilisation sur la pandémie. En effet, même si les populations guinéennes sont largement au fait de l'existence de la maladie, respectent les mesures barrières et craignent d'être contaminées, la connaissance des symptômes de la covid-19 et des voies de contamination n'est pas très largement répandue. De même, très peu de ménages croient à l'efficacité des mesures relatives au lavage régulier des mains et au port des masques.

En somme, l'étude a montré que les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ont rompu la bonne dynamique de l'économie guinéenne amorcée depuis 2016. En effet, le choc associé au Covid-19 est inouï et est ressenti de manière très inégalitaire selon le sexe des chefs de ménage et leur lieu de résidence, ainsi que selon la taille des entreprises et leur nature formelle ou informelle. En plus d'affecter les capacités de production, notamment à travers la disponibilité des employés et des intrants, il réduit les ventes et met la trésorerie des agents économiques sous une tension excessive. Dans l'ensemble, l'impact sur le processus de production et les conditions de vie des ménages a tendance à remettre en cause les acquis de plusieurs années de réformes dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES ainsi que les résultats obtenus dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Il convient, cependant, de préciser que la présente étude n'a pas cerné en profondeur toute la problématique relative à l'impact de la covid-19 sur l'économie guinéenne. C'est pourquoi, il serait important d'analyser, dans le futur, toute la dimension relative à certains aspects notamment l'efficacité des mesures adoptées par le Gouvernement dans le cadre de la riposte face au



covid-19, l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire des ménages et l'incidence de la maladie sur les transferts de fonds de la diaspora guinéenne.

Face à l'ampleur de l'impact de la pandémie, des mesures de politiques ci-après sont proposées dans le but de contenir les effets de la pandémie et remettre l'économie sur sa trajectoire de développement. Les recommandations proposées visent également à constituer les bases d'une plus forte résilience à moyen et long terme. Dans cette optique :

## **A- A court terme**

### **A1- Maintenir et renforcer certaines mesures en cours :**

Afin de contenir les effets de la crise sur les ménages et l'activité économique, certaines mesures déjà décidées et en cours d'application, jusqu'en juin 2020, doivent être prorogées, notamment :

- i. Poursuivre les mesures de transferts sociaux, associées le cas échéant à des sessions de formations sur des activités génératrices de revenus, à cycle court ;
- ii. Renforcer le Fonds de Développement Industriel et des PME (FODIP) pour satisfaire aux besoins d'assistance financière aux entreprises et du Fonds de garantie des prêts bancaires, récemment créé ;
- iii. Poursuivre le règlement progressif de la dette intérieure de l'État aux PME afin de soulager les tensions de trésoreries des entreprises concernées ;
- iv. Atténuer les pertes de recettes par l'augmentation des taxes sur les droits d'accise, notamment sur les produits de luxe, le tabac et l'alcool ;
- v. Accélérer l'élargissement du champ d'action du compte unique du trésor (CUT) à l'ensemble des EPAs et des EPICs ;
- vi. Poursuivre les efforts de rationalisation des dépenses publiques et le renforcement des mesures de contrôle ex-post, assorties le cas échéant de mécanismes de recouvrement efficaces des paiements indus ;
- vii. Assouplir les exigences pesant sur les banques commerciales au titre des réserves obligatoires en fixant le taux à un niveau raisonnable et alléger les conditions de refinancement des banques auprès de la banque centrale pour garantir un meilleur financement de l'économie ;
- viii. Renforcer les capacités des unités de production formelles et informelles sur la gestion et la maîtrise des outils modernes de communication (visioconférence, télétravail) ;
- ix. Exonérer les droits et taxes sur les denrées de première nécessité afin de soulager le panier de la ménagère ;
- x. Renforcer les programmes de transferts monétaires à travers l'ANIES et certaines ONGs spécialisées dans le but de soulager les ménages vulnérables.

### **A2- Au plan macroéconomique :**

Sur le plan macroéconomique, les mesures de politiques budgétaires et monétaires sont essentiellement orientées vers la riposte et l'atténuation des effets sur la production, la redistribution et la consommation. À cet effet, elles visent à :

- xi. Favoriser la baisse des coûts de transport des biens vers les régions du pays à travers une réorganisation du dispositif de filtrage au niveau des barrages initiés pour limiter la propagation du virus dans le but de contenir l'inflation ;
- xii. Favoriser la flexibilité du change à travers une moindre intervention sur le marché de changes, afin de limiter les pertes en devises ;

- xiii. Instituer des procédures exceptionnelles de règlement amiable de contentieux fiscaux et de règlement des restes à recouvrer, pour améliorer les recettes budgétaires ;
- xiv. Examiner la possibilité de prélèvements exceptionnels sur les recettes de jeux et les réserves des entreprises à participation publique de plus de 50% ;
- xv. Renforcer les capacités de l'administration fiscale en matière de contrôle, à travers la formation de spécialistes en fiscalité minière et le renforcement de la digitalisation des paiements ;
- xvi. Augmenter les achats d'Or de la banque centrale, dans le but d'améliorer les réserves de change ; et
- xvii. Renforcer le contrôle, en vue d'améliorer le respect de la réglementation relative à la domiciliation dans les banques guinéennes des recettes d'exportation afin d'améliorer l'offre de devises sur le marché.

### **A3- Au plan social**

- i. Réduire le prix du carburant à la pompe de 500 à 1 000 FG, financer par la révision de la structure des prix ;
- ii. Élargir les mesures sociales destinées aux ménages à la partie base de la classe moyenne dont les unités de production informelle sont ébranlées par la crise ;
- iii. Mettre en place un dispositif spécifique de ciblage des plus fragiles en zone rurale ;
- iv. Renforcer l'information et la sensibilisation sur la maladie de Covid-19 en insistant sur les modes de contamination et les symptômes de la maladie. Dans cet exercice, il importe d'associer les structures locales, les ONGs, les communicants traditionnels ;
- v. Améliorer l'accès des ménages à l'eau potable en installant ou entretenant des fontaines et forages publics en milieu urbain et rural notamment dans les zones les plus touchées par la pandémie ;
- vi. Améliorer le cadre d'assainissement pour les ménages en augmentant les installations d'assainissement en milieu urbain et rural principalement dans les régions administratives de Mamou, Nzérékoré et Kindia, qui posséderaient moins de facilités d'assainissement ;
- vii. Mettre en place un mécanisme de soutien aux enseignants des établissements scolaires et universitaires privés, à travers la prise en charge forfaitaire des moins-perçus sur les rémunérations des enseignants ;
- viii. Renforcer la sensibilisation des populations en matière de la lutte contre les violences basées sur le genre et sur les enfants ;
- ix. Améliorer l'accès aux services de santé à travers une campagne de communication intense sur l'importance de la fréquentation des centres de santé et renforcer la sensibilisation sur l'importance de la vaccination des enfants.

### **A4- En matière de soutien aux entreprises**

- i. Décentraliser les centres de traitement et d'assistance des mécanismes de soutiens institués afin de permettre aux potentiels bénéficiaires hors Conakry d'avoir accès à l'information et d'instruire leurs requêtes à temps ;
- ii. Renforcer les approches filières des unités de production afin de favoriser les synergies, d'améliorer les capacités des unités en maîtrise des coûts et d'accroître la productivité ;
- iii. Soutenir l'investissement par de nouvelles mesures temporaires favorables à leur réalisation ;

- iv. Associer aux mécanismes mis en place un système de bonus-malus de préservation des emplois, donnant accès à plus de soutiens pour les entreprises qui préservent l'emploi;
- v. Initier un dialogue direct avec les manufactures pour mieux comprendre leurs contraintes d'acquisition d'intrants et favoriser leur prise en charge ;
- vi. Mettre en place un système de renforcement des capacités des entreprises du secteur informel en identifiant les acteurs impactés par cette pandémie afin de leur apporter des allègements fiscaux et autres mesures économiques ;
- vii. Exempter du versement forfaitaire et de la taxe d'apprentissage pour les entreprises ne procédant à aucun licenciement en 2020 ;
- viii. Réduire dans des délais raisonnables le remboursement des crédits de TVA aux entreprises pour atténuer les tensions de liquidité des entreprises concernées ;
- ix. Rehausser les capacités des fonds de soutien aux GIEs et de garantie des prêts à un niveau adéquat, en tenant compte de l'ampleur de l'impact de la crise sur le secteur privé ;
- x. Examiner la viabilité des entreprises par secteur et proposer des mesures nécessaires de sauvegarde des plus fragiles, mais viables, notamment dans les branches les plus impactées par l'incidence économique de la pandémie.

## **B- À moyen et long terme**

### **B1- En matière de renforcement de la résilience**

- i. Favoriser l'installation de capacités locales de production de médicaments génériques et de recherche en pharmacopée ;
- ii. Lancer un réseau de bus interurbain pour modérer le coût du transport, et favoriser le développement des activités y relatives ;
- iii. Soutenir le développement des capacités locales de transformation de produits périssables, à travers des incitations et des prises de participation dans le cadre d'initiatives PPP ;
- iv. Diversifier les exportations de la Guinée en encourageant l'exploration de nouvelles niches d'exportation non minières et/ou manufacturières, notamment à travers les investissements privés et les PPPs ;
- v. Réduire, dans les meilleurs délais, la dépendance alimentaire du pays par le renforcement de la mécanisation et l'amélioration des étapes post-récoltes, de stockage et de commercialisation des produits ;
- vi. Améliorer la productivité du travail à travers le renforcement de la formation technique et professionnelle ;
- vii. Améliorer le réseau routier et les pistes d'accès aux principales zones de production dans but de booster la production agricole et de renforcer les circuits de commercialisation ;
- viii. Améliorer l'accès à l'électricité et à Internet dans le but de favoriser l'innovation, l'émergence des start-ups et le développement des industries de transformation de produits miniers et agricoles
- ix. Renforcer les capacités domestiques de stockage de produits stratégiques et le développement d'une politique dédiée à leur importation ;
- x. Élaborer et mettre en œuvre un ambitieux programme visant à améliorer nettement l'accès à l'eau potable dans le but de garantir des meilleures conditions de vie et de prémunir les populations de certaines maladies infectieuses ;

- xi. Mettre en place un mécanisme visant à renforcer la protection sociale notamment en faveur des populations vulnérables ;
- xii. Renforcer la coordination des institutions en charge de la protection sociale dans le but d'améliorer la synergie dans la mise en œuvre des initiatives gouvernementales et de ses partenaires en la matière ;
- xiii. Élargir la couverture géographique des programmes de l'ANIES à l'ensemble des personnes ayant de multiples vulnérabilités économique et sociale.

#### **B2- En matière de financement**

- xiv. Mettre en place des procédures de financements publics innovants à travers l'institution de mécanismes d'appels à l'épargne des agents économiques notamment dans le cadre du financement des infrastructures ;
- xv. Accélérer les initiatives visant la mise en place d'un marché financier dans le but de favoriser l'émergence d'investisseurs institutionnels autres que les banques et d'accroître l'offre de produits financiers ;
- xvi. Promouvoir le développement des produits d'assurance pour renforcer la couverture des risques et améliorer la résilience des ménages et entreprises ;
- xvii. Faciliter le développement rapide des modes de paiement par voie digitale (ou monnaie électronique) dans le but de réduire la monnaie fiduciaire et favoriser l'inclusion financière.

## 7 BIBLIOGRAPHIE

- CEA, “la covid-19 en Afrique sauver des vies et l’Economie”, avril 2020.
- DNEEP, “Note de conjoncture”, mars 2020.
- DNPP, “Cadrage macroéconomique”, avril 2020.
- FMI, “Perspectives économiques mondiale”, avril 2020.
- Gérard Gerold, Mathieu Mérino, “la covid-19 et l’Afrique premières réflexions”, avril 2020.
- INS, “Enquête sur l’emploi et le secteur informel”, 2019.
- OCDE, “Perspectives économiques intermédiaires”, mars 2020.
- OMC, “Impact de la covid-19 sur le commerce international”, mai 2020.
- PNUD, “Etudes impact socioéconomique d’Ebola en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone”, 2014.
- Rob vos, Will Martin, David Laborde, “dans quelle mesure la pauvreté mondiale augmente-t-elle en raison de Covid-19 ?”, avril 2020.

# **ANNEXES**

## **ANNEXE 1 : INSTANCES DE PILOTAGE**

### **COMITE DE PILOTAGE**

Présidente : Mme Bountouraby YATTARA, Secrétaire Générale, Ministère de l'Economie et des Finances ;

1ere Vice- Présidente : Mme Keita Nagnouma FARO, Chef de Cabinet, Ministère du Budget

2eme Vice- Président : M. Abdoulaye TOURE, Conseiller de la Ministre du Plan et du Développement Economique ;

3eme Vice- Président : Dr Nasser KEITA, Conseiller du Gouverneur de la BCRG ;

Rapporteur : Dr Joachim LAMA, Conseiller Principal du MEF.

#### **Membres :**

Dr Lanciné CONDE, Conseiller du MEF ;

M. Bakary SYLLA, Conseiller du MEF ;

M. Mamadou Gandho BAH, Conseiller du MEF ;

M. Karamokoba CAMARA, Secrétaire Exécutif de la CTSP ;

M. Abdoulaye KABA, DG BSD, Ministère de la Santé ;

Pr. Amadou Oury Korè BAH, Recteur de l'Université de Sonfonia ;

M. Alhassane DIALLO, DNEEP/ MEF.

#### **Observateurs :**

M. Pierre NGOM, Représentant Résident UNICEF ;

M. Nestor COFFI Représentant Résident, Banque Mondiale

M. Luc-Joël GREGOIRE, Représentant Résident PNUD

M. Salifou ISSOUFOU, Représentant Résident FMI

M. Léandre BASSOLE, Représentant Résident BAD

Mme. Alexandra CELESTIN, Représentante Résident SFI

### **TASK FORCE**

M. Alhassane DIALLO, Directeur National de la Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision (DNEEP)

M. Aboubacar KABA, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS)

M. Ahmed Tidiane DIALLO, Directeur Général des Etudes et de la Statistique de la BCRG

M. Bassékou CONDE, Directeur National du Plan et de la Prospective

M. Boulel TOURE et Mme. Mariama Cire SYLLA, Groupe de la Banque Mondiale

M. Mohamed ABBA et M. Mamadou Diao DIALLO, PNUD,

M. Hassane DIALLO, FMI

M. Abdoul Gadiiry BARRY, UNICEF;

M. Belamine DRISS, BAD.

### **SECRETARIAT TECHNIQUE**

- **Au titre de la Direction Nationale des Études Économiques et de la Prévision (DNEEP)**

Abdoulaye Ibrahima DIALLO, Directeur National Adjoint de la Direction Nationale des Études Économiques et de la Prévision (DNEEP) ;

Ibrahima Kalil KONATE, Chef de la Division Etudes

Mohamed FADIGA, Chef de la Division Conjoncture

Mohamed CAMARA, Chef de la Division des Politiques Publiques

Ibrahima Kalil CONDE, Chef de la Division Prévision

Alioune DIALLO, Chef de Section Etudes

Mamady I CISSE, Chef de Section Conjoncture régionale

M. Aboubacar Fria YANSANE, Chef du Service Administratif et Financier ;

- **Au titre de l'Institut National de la Statistique (INS-Guinée)**

Mamadou CAMARA, Directeur Général Adjoint de l'Institut National de la Statistique (INS-Guinée) ;

Moussa DOUMBOUYA, Directeur Général Adjoint de l'Agence National des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA);

Aly KOMAH, Directeur du Département de la Cartographie ;

Alassane MAREGA, Assistant

Mamady KAKORO, Assistant

- **Au titre de la Direction Nationale du plan et de la Prospective (DNPP)**

Patrice KAMANO, Chef de la Division Stratégies Macroéconomiques

- **Au titre de la Banque Centrale de la république de Guinée (BCRG)**

M. Robert MALANO, Directeur des Statistiques et de la Balance des Paiements



## ANNEXE 2

### METHODOLOGIE DE CALCUL DE L'INDICE MULTIDIMENSIONNEL

#### Construction de l'indice MACOV19 des ménages

La démarche adoptée pour construire l'indice MACOV19 s'inspire de la méthodologie de l'analyse factorielle de calcul des indices synthétiques.

#### Cadre conceptuel des indices synthétiques MACOV19

La connaissance, l'attitude et la pratique des maladies épidémiques étant des concepts nous permettant de savoir le comportement réel des ménages face aux maladies épidémiques ou pandémiques, ce travail propose une méthodologie de construction d'un indice composite pour évaluer le niveau de connaissance des chefs de ménages en Guinée. La construction de cet indice repose sur les indicateurs les plus utilisés dans la littérature. Ces indicateurs sont obtenus à partir des données de l'enquête d'impact de la covid-19 sur l'économie guinéenne réalisée sur toute l'étendue du territoire.

Afin de prendre en compte les différents aspects des connaissances et difficultés de cette maladie épidémique, trois dimensions, mesurant chacune : (i) le niveau de connaissance, (ii) les activités et les revenus des ménages, et (iii) la sécurité alimentaire et difficultés aux services sociaux de base des ménages sont retenues dans le calcul de l'indice MACOV19.

#### Choix des variables

Les variables utilisées dans la construction de l'indice synthétique MACOV19 sont les réponses à certaines questions de l'enquête sur la perception des ménages sur la covid-19, leurs activités et les difficultés liées à l'accès aux sévices sociaux de base pendant cette période de pandémie en Guinée.

Pour une composante donnée, le niveau de connaissance dans une région spécifique est mesuré par la perception des chefs de ménages sur la fréquence des réponses positives dans cette région.

#### Traitement des données manquantes

Ce travail propose d'utiliser une méthode d'imputation simple (correction de la valeur manquante par une seule valeur) qui a l'avantage d'être simple à implémenter. Dans le cas des variables quantitatives, les valeurs manquantes sont remplacées par la moyenne de la série de chaque variable observée. S'agissant des variables qualitatives, la méthode des médianes est utilisée pour corriger la valeur manquante.

#### Normalisation des variables sélectionnées

Les différentes variables utilisées dans la construction des indicateurs composites n'ont pas les mêmes unités de mesure. Il est alors nécessaire de les normaliser, c'est-à-dire les ramener à une échelle commune, pour faciliter leur comparaison.

Dans le cadre de ce travail, la méthode de normalisation choisie est la standardisation qui convertit les variables dans une échelle commune avec la moyenne et l'écart type. Une variable transformée par cette méthode est calculée par la formule suivante :

$$Z = \frac{X - \mu}{\sigma} \quad (6)$$

avec :

- $Z$  représente la nouvelle variable obtenue après transformation ;
- $X$  la variable initiale à normaliser ;
- $\mu$  la moyenne de la variable  $X$  ;
- $\sigma$  l'écart type de la variable  $X$ .

Toutes les variables entrant dans le calcul des indicateurs sont normalisées par cette méthode.

#### Pondérations et agrégations des variables

L'approche utilisée pour déterminer les poids des variables est l'analyse en composantes principales. Scully (1992) a déjà employé cette méthode pour construire son indice de liberté. Alesina et Perotti (1996) l'ont utilisé pour élaborer des indices de stabilité politique.

Le choix de cette approche se justifie pour plusieurs raisons et résulte de la nature quantitative des données et du type des indices synthétiques attendus. En effet, la connaissance de la population sur les maladies, prenant par exemple les valeurs allant de 1 à 4 ou de 1 à 5 (variables ordinales), est considérée quantitative. Les indices à calculer sont quantitatifs et cherchent à attribuer une note d'appréciation du niveau de connaissance des chefs de ménages sur la fréquence des réponses positives dans cette région. De plus, l'ACP est une technique statistique relativement bien connue, facile à décrire, à mettre en œuvre et à interpréter. Son implémentation est facile avec la plupart des logiciels statistiques (Stata, SPSS, SPAD, etc.).

Le cadre conceptuel, présenté ci-haut, a identifié trois dimensions de la connaissance de la pandémie.

Pour construire l'indice synthétique, une ACP est d'abord appliquée sur les variables de chacune des dimensions de la connaissance (soit 3 ACP au total). Il est à noter que la plupart des logiciels statistiques centrent et réduisent automatiquement toutes les variables avant d'appliquer l'ACP (rendre leur moyenne égale à 0 et leur écart type à 1). A ce stade, il n'est donc pas nécessaire de centrer et de réduire avant de faire l'ACP.

Pour chaque dimension, l'application de l'ACP permet d'obtenir de nouvelles variables, appelées composantes principales (ou axes) qui sont construites par combinaison linéaire des variables initiales. L'indicateur composite de chaque dimension correspond à la première composante principale (ou au premier axe factoriel) qui résume la plus grande part de l'information. Les coordonnées des variables sur le premier axe représentent les poids des variables.

Plus précisément, la valeur de la première composante principale pour une dimension  $Y_l$  et un individu donné  $i$  s'exprime comme suit :

$$Y_{l1i} = \omega_1 X_{1i} + \dots + \omega_k X_{ki} = \sum_{j=1}^k \omega_j X_{ji} \quad (7)$$

où :

- $X_{1i}, \dots, X_{ki}$  représentent les variables représentant la dimension considérée (par exemple, la connaissance des ménages sur des maladies qui peuvent augmenter et se propager rapidement au sein de la communauté utilisée pour la construction de la dimension  $Y_l$  ;
- $\omega_1, \dots, \omega_k$  sont les pondérations associées aux connaissances pour le premier axe de l'ACP. Concrètement, il s'agit des coordonnées obtenues en réalisant l'ACP sur les k connaissance, l'attitude et canaux d'information.

Dans le but de favoriser les comparaisons, la valeur du premier axe obtenu est centrée sur sa moyenne ( $\bar{Y}_1$ ) et réduite sur son écart-type ( $\sigma$ ) comme suit :

$$Y_{lcri} = \frac{Y_{1i} - \bar{Y}_1}{\sigma_Y} \quad (8)$$

L'indicateur primaire représentant la dimension  $Y$  est obtenu de la façon suivante :

$$Y_l = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N Y_{lcri} \quad (9)$$

où  $N$  est la taille de l'échantillon (nombre d'individus observés).

Au total, trois indicateurs primaires ( $Y_{dim1}, Y_{dim2}$  et  $Y_{dim3}$ ) représentant chacun une dimension calculée. L'indice MACOV19 est obtenu en appliquant à nouveau une ACP sur ses trois indicateurs primaires (dimensions) calculés à partir de la première ACP.

Pour un individu donné  $i$ , l'indice de connaissance de la covid19 et ses difficultés va être une moyenne pondérée des indicateurs primaires de la connaissance.

$$IP(MACOV19)_i = \gamma_1 Y_{dim1} + \gamma_2 Y_{dim2} + \gamma_3 Y_{dim3} \quad (10)$$

Avec  $\gamma_1, \gamma_2$  et  $\gamma_3$  représentant les coordonnées des indicateurs primaires sur le premier axe factoriel de l'ACP appliquée sur les trois dimensions de la connaissance des maladies.

Pour faciliter les comparaisons, l'indices  $IP(MACOV19)_i$  est centré et réduit:

$$IP(MACOV19)_{cri} = \frac{IP(MACOV19)_i - MACOV19}{\sigma_{IPC}} \quad (12)$$

Où  $\sigma_{IPC}$  est l'écart type de l'indice.

Finalement, l'indice national ou régional de connaissance de la pandémie et les effets sur les ménages est calculé comme suit :

$$IPP(MACOV19) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N IP(MACOV19)_{cri} \quad (14)$$

Les valeurs de ces indices varient de 0 (caractérisant le non-respect des mesures de prévention et une très forte difficulté économique et alimentaire durant cette période) à 1 (caractérisant une forte connaissance sur les mesures de préventions, un respect strict des mesures de prévention et une sécurité alimentaire atténuée pendant cette période).



**Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision (DNEEP)**

Site web: <http://www.mef.gov.gn/>

**COORDINATION DU PROJET**

Mme Bountouraby YATARRA

**Coordonnateurs Technique**

M. Alhassane DIALLO

M. Aboubacar KABA

**Secrétariat Technique**

M. Abdoulaye Ibrahima DIALLO

M. Mamadou CAMARA

M. Ibrahima Kalil KONATE

M. Moussa DOUMBOUYA

M. Alhassane MAREGA

M. Aly KOMAH

M. Alioune DIALLO

M. Mamady 1 CISSE